

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
RÉFORME AGRAIRE
EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 7 Décembre 1908 à 1 h. 1/2

PAR

Constant C. GEORGESCO

PRÉSIDENT : M. A. SOUCHON, PROFESSEUR
SUFFRAGANTS : MM. FERNAND FAURE, PROFESSEUR
HITIER, AGRÉGÉ

PARIS
V. GIARD ET E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER
—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
RÉFORME AGRAIRE
EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 7 Décembre 1908 à 1 h. 1/2

PAR

Constant C. GEORGESCO

PRÉSIDENT : M. A. SOUCHON, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS : MM. FERNAND FAURE, PROFESSEUR
HITIER, AGRÉGÉ

PARIS

V. GIARD ET E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908





Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Réforme Agraire en Roumanie

AVANT-PROPOS

La question agraire, en Roumanie, a pris l'année dernière un caractère aigu.

Au printemps de 1907, un mouvement agraire très prononcé s'est produit dans le nord du pays, en Moldavie, mouvement qui avec une rapidité fantastique, s'est étendu dans tout le pays, en prenant un caractère de *révolution générale agraire*.

Pendant la Révolution même, le 12 mars 1907, le gouvernement roumain, pour apaiser les esprits, publia le manifeste suivant :

Au nom de S. M. le Roi,

Appelés au gouvernement dans les circonstances les plus difficiles, nous demandons le concours chaleureux et patriotique de tous pour le rétablissement de la tranquillité, de la sécurité et de la paix publique.

Georgesco

Pour satisfaire à des demandes justes et légitimes, S. M. le Roi a décidé que les mesures suivantes seraient prises immédiatement :

Suppression de la taxe de 5 francs pour l'assurance contre le manque de maïs à la suite d'une disette.

Suppression de la taxe perçue par l'Etat par décalitre de vin, et maintien seulement de la taxe pour le fonds communal.

Pour la perception de l'impôt foncier sur la petite propriété paysanne, le revenu de la terre sera calculé absolument comme celui de la grande propriété.

Les propriétés de l'Etat ainsi que celles des établissements publics, de bienfaisance et de culture nationale, seront exploitées en régie ou affermées directement aux paysans.

On prendra les mesures les plus sérieuses pour soutenir les banques populaires, afin qu'elles puissent aider les paysans dans l'affermage des terres.

La juste mesure des terres données par contrats et le règlement honnête des comptes agricoles seront surveillés et l'on punira sévèrement les mesures fausses et les faux réglemens de compte.

On préparera une loi pour adoucir les contrats agricoles.

Les terres de culture données en argent seront payées en argent. Les contrats agricoles indiqueront la nature et la quantité du travail, et les paiements seront réglés selon les prix habituels à l'époque où a lieu le travail. Le travail agricole auquel s'oblige un chef de famille ne dépassera pas les forces de celle-ci. Pour l'argent prêté d'avance pour

le travail ou pour du travail dû et payé on ne percevra aucun intérêt au-dessus de 10 0/0 par an; l'intérêt ne sera pas transformé en une réduction des prix des contrats. On ne permettra pas que dans les contrats agricoles les charges soient imposées nominalement; les charges devront toujours être proportionnelles au nombre d'hectares affermés à chaque paysan par contrat.

Les fermiers qui donneront aux paysans des parcelles de terre à ferme ne pourront leur demander un prix supérieur à celui qu'ils paient eux-mêmes pour ces terres, avec une majoration d'un tiers.

On préparera une loi pour qu'aucun fermier ou association de fermiers ne puisse prendre à ferme plus de deux propriétés, comprenant au total une étendue de 4.000 hectares tout au plus soit par affermage direct ou indirect, sous quelque forme que ce soit.

On préparera une loi créant des autorités administratives chargées de régler et de garantir l'application des lois et des règlements relatifs aux contrats agricoles.

On préparera une loi pour la création d'une caisse rurale afin de faciliter aux paysans l'affermage et l'achat de propriétés.

Tels sont les désirs de S. M. le Roi et de son gouvernement.

Dans ces jours de souffrance générale, nous prions tous les Roumains, de toutes les classes et conditions sociales, de prêter au gouvernement tout le concours qui est en leur pouvoir, en vue de ramener le calme et l'ordre.

Il faut que nous entrions dans la nouvelle année agricole avec confiance en l'avenir et en nous livrant à un travail pacifique et fécond. Les désordres ne peuvent amener après eux que la disette et la misère.

Le gouvernement fera tous ses efforts pour que les lois soient appliquées religieusement et pour que l'injustice et l'oppression soient supprimées; mais le gouvernement est également décidé à réprimer avec énergie les désordres et à punir sévèrement ceux qui chercheraient à profiter des pillages.

Ce manifeste (1) forme la base de l'ensemble des lois qui viennent d'être votées par le parlement roumain dans sa session ordinaire de 1907-1908.

Les principales lois qui constituent la réforme agraire sont les suivantes :

- 1^o *Loi des contrats agricoles ;*
- 2^o *Loi pour la création d'une Caisse Rurale ;*
- 3^o *Loi contre les Trust des fermiers.*

Nous tâcherons, dans notre travail, de les exposer et d'en dégager le caractère.

Cette étude sur la Réforme Agraire en Roumanie présentera, nous l'espérons, non seulement un intérêt local

1. Ce manifeste présente une importance considérable, un intérêt international. D'après la *Neue Freie Presse* de Vienne, n^o du 27 mars 1907, il aurait fait une profonde impression sur le tzar Nicolas II, et il aurait suggéré le programme agraire de M. Stolypine. Le même journal l'apprécie de la façon suivante : « Le manifeste du roi Charles est un acte, par lequel la Roumanie entre dans une nouvelle phase de son histoire. »

et d'actualité, mais aussi *un intérêt général et scientifique.*

La Roumanie est en relations commerciales avec tous les pays d'Occident. D'importants capitaux de ces pays sont placés en Roumanie.

Or l'agriculture forme la principale richesse de cette contrée et l'élément rural entre pour 81,9 0/0 dans le chiffre total de la population.

Il sera donc, pour les peuples d'Occident, d'un grand intérêt de voir dans quel sens s'est réalisée la réforme, et comment on a cherché à prévenir le retour des troubles agraires du printemps de l'année 1907, troubles qui ont, à juste titre, alarmé l'Europe.

Au point de vue scientifique des principes de l'économie politique, la réforme agraire en Roumanie n'offre pas un moindre intérêt.

Elle permettra de constater de quelle façon ont été réglementés les contrats agricoles ; on y trouvera des points nouveaux (1) comme la *fixation d'un minimum de salaire et d'un maximum de fermage ou de dîme, la création des pâturages communaux* ; on verra par quels moyens a été poursuivie la *réorganisation de la répartition foncière* ; comment a été organisé le principe

1. La Roumanie est devenue un laboratoire de sociologie très intéressant. Les lois concernant les contrats agricoles, la caisse rurale et le droit d'affermage des biens ruraux contiennent des dispositions qu'on ne trouve dans aucune autre législation. Cf. Nicolas Xénopol, article dans la *Grande Revue*, n° de juin 1908.

d'inaliénabilité et d'indivisibilité de la propriété paysanne, enfin quelles sont les mesures prises contre l'accaparement des exploitations agricoles.

En prenant comme objet de ce travail, la réforme agraire en Roumanie, mon but a été, en même temps, de faire connaître clairement et véridiquement, autant que possible, *dans sa dernière phase*, la question agraire en ce pays. Elle a été, il est vrai, déjà exposée maintes fois en français, mais de façon incomplète ou tendancieuse.

Cette tâche m'a été facilitée par les nombreux travaux, statistiques et ouvrages récents, écrits à l'occasion de la réforme, et dont ceux qui, avant moi, avaient traité cette question n'avaient pas eu le bénéfice.

Mon but a-t-il été atteint ?

Ceux à qui je sou mets ce travail apprécieront.

INTRODUCTION

Pour bien comprendre la situation de la question agraire en Roumanie à la veille de la révolution de 1907, et la nécessité de la réforme de 1908, il faut remonter jusqu'à *la loi rurale du 15 août 1864*. Cette loi est en matière agraire la loi organique et fondamentale, on peut dire *la constitution agraire de la Roumanie*.

Promulguée par un coup d'Etat, pendant le règne du prince Couza, ayant comme premier ministre M. Kogalniceanu elle a mis fin à la forme féodale de la propriété foncière en Roumanie, et a décrété la liberté du travail en abolissant le servage (1).

C'est une réforme analogue à la réforme de la Révolution française de 1789, à la réforme du ministre Stein-Hardenberg de 1811 en Prusse, et à l'acte d'émancipa-

1. Sur la forme féodale de la propriété foncière en Roumanie et les rapports existants entre paysans et seigneurs avant 1864, consulter notamment le savant ouvrage de M. Radu Rosetti, *La Terre, les Seigneurs et les Paysans* ; N. Jorga, *Constatations historiques sur la Vie agraire des Roumains*.

A. V. Gadein. *Contribution à l'Histoire sociale des Paysans roumains*.

En français : G. Braesko. *Le paysan roumain et la question paysanne en Roumanie*.

G. Tasca. *La propriété rurale en Roumanie, Angleterre et Irlande*.

tion des serfs de Russie par le tsar Alexandre en 1861.

Les principes de cette loi sont les suivants :

I. — Suppression de l'état de copropriété entre les paysans et les boyards (seigneurs) ;

II. — Liberté absolue du travail et de la personne des paysans ;

III. — Distribution et vente des terres de l'Etat ;

IV. — Inaliénabilité et insaisissabilité de la propriété paysanne.

Nous allons analyser cette loi (1) dans chacun de ces quatre principes en montrant également l'évolution de ces principes jusqu'à nos jours.

I. — La loi de 1864 déclare les paysans soumis à la corvée *propriétaires absolus* sur les terres qui se trouvent en leur possession, dans l'étendue prévue par la loi et seulement jusqu'à la concurrence de deux tiers des terres qu'ils habitaient (art. 2).

La loi n'a pas fixé la même étendue pour tous les paysans mais elle les a divisés en trois catégories d'après le nombre de bœufs de labour qu'ils possédaient.

Ainsi, les paysans ont reçu :

En Valachie :

Ceux ayant 4 bœufs et 1 vache.....	3 Ha. 51 a.
— 2 — 1 —	3 Ha. 87 a.
Ceux qui n'avaient que leurs bras (prolétaires).	2 Ha. 28 a.

1. Pour la préparation et le vote de la loi cf :

A. D. Xenopol. *Le Règne du prince Couza.*

Radu Rosetti. *Pourquoi les Paysans se sont-ils révoltés ?*

En Moldavie :

Ceux ayant 4 bœufs et 1 vache.....	7 Ha. 28 a.
— 2 —	5 Ha. 82 a.
Les prolétaires	2 Ha. 96 a.

En même temps les boyards (seigneurs) sont déclarés *propriétaires absolus* sur l'étendue de la terre qui leur reste après que les paysans ont reçu, une fois pour toutes, les portions fixées par la loi. Par le fait ils sont libérés de la servitude qui grevait à perpétuité leur propriété en faveur des nouveaux mariés, sans payer aucune indemnité aux paysans.

Anciennement chaque paysan qui devenait chef de famille par le mariage avait droit à une étendue déterminée de la propriété sur laquelle il habitait. C'était le droit à la terre de chaque famille (1).



II. — Le second principe de la loi de 1864, c'est la *liberté absolue du travail et des paysans*.

L'article 10 dit : « On supprime une fois pour toutes la corvée (la claka), la dîme, les journées de travail et

1. Seulement la servitude de la forêt grèvera leur propriété encore quinze ans. Ce délai passé les propriétaires auront le droit de demander le dégrèvement de cette servitude, soit à l'amiable, après entente avec les paysans, soit devant les tribunaux (art. 9). En fait, ils l'ont supprimée sans aucune formalité et indemnité, même avant l'expiration de ce délai imposé par la loi.

toutes les redevances dues aux boyards par les paysans, contre une juste indemnité. »

C'était l'abolition du servage.

L'article 12 de la loi rurale proclame la liberté du travail : « Les contrats sont libres entre propriétaires et paysans. »

Donc le propriétaire ne dispose plus du travail du paysan.

S'il en a besoin, il doit passer des contrats avec les paysans, et c'est d'après le droit commun que seront réglés les conflits qui découlent de ces contrats agricoles.

Mais le régime du droit commun ne pouvait pas durer longtemps.

Les propriétaires furent épouvantés de ce régime qui ne leur garantissait pas l'exacte et prompt exécution des travaux agricoles qui, par leur nature, réclament une rapide exécution.

En effet, les propriétaires ne trouvaient dans le droit commun, dans le droit civil, aucun moyen rapide pour contraindre les paysans à exécuter les travaux auxquels ils s'étaient engagés. *Ils demandèrent alors une loi spéciale.*

Les événements ne tardèrent pas à venir à l'appui de leur demande.

En 1866, sévit une grande sécheresse. La production fut nulle. Les paysans furent obligés de solliciter des propriétaires des avances en argent ou céréales, sur le

compte des travaux agricoles à exécuter dans la prochaine campagne agricole.

Les propriétaires ne voulurent pas satisfaire aux demandes des paysans, invoquant pour motif de leur refus qu'ils n'étaient pas sûrs de rentrer dans leur argent vu qu'il n'y avait pas de loi qui garantit l'exécution des travaux auxquels les paysans s'engageaient par anticipation.

Le Gouvernement se vit obligé de leur donner satisfaction. Dans ces circonstances une loi fut *votée le 16 mars 1866*, qui met *le contrat agricole sous un régime spécial*.

La loi de 1866 soustrait les conventions agricoles à la juridiction des tribunaux ordinaires, pour les déférer à la juridiction des conseils communaux.

Les maires, aidés par les gardes champêtres et même par les gendarmes, sont obligés de stimuler (on comprend ce qu'on entendait par la stimulation d'un gendarme) les paysans pour qu'ils exécutent les travaux auxquels ils se sont engagés.

Au cas où le paysan n'a pas contracté conformément à la loi, le maire, après avoir constaté l'engagement, obligera le paysan à exécuter ses travaux. Donc le maire est souverain appréciateur.

De quelle manière procédera le maire ? C'est la loi qui nous le dit :

« Le maire par tous les moyens d'exécution dont il dispose doit décider le paysan à accomplir ses engage-

ments. (Art. 12.) Au cas où le paysan est récalcitrant, le propriétaire engagera un autre paysan à sa place et on saisira le premier. »

La loi organise une procédure administrative spéciale et expéditive de saisie et vente.

Par contre *elle n'accorde pas les mêmes privilèges au paysan* ; celui-ci, pour faire valoir ses prétentions, doit prendre la voie du droit commun. Une plus grande inégalité ne pouvait pas se concevoir.

Donc la loi de 1866 a mis de nouveau le paysan à la discrétion du propriétaire.

Mais la législation ne s'en est pas tenue là. *La loi du 7 avril 1872* établit une nouvelle dérogation au droit commun. Elle fit un nouveau pas en arrière.

Elle introduisit, par son article 13, la *contrainte corporelle* comme moyen d'exécution dans les conventions agricoles.

L'exécution forcée, avec contrainte corporelle, a été introduite par les délégués de la Chambre, qui l'ont trouvée absolument nécessaire pour le relèvement de l'agriculture.

Ils soutenaient que la décadence de l'agriculture à cette époque était due au fait que les paysans n'exécutaient pas d'une façon consciencieuse leurs engagements envers les propriétaires.

Le fait était exact, mais l'inexécution des engagements par le paysan s'explique aisément. La plupart

des engagements avait une origine usuraire. On leur demandait des travaux au-dessus de leurs forces.

M. Kogálniceano, l'auteur de la loi de 1864, qui a combattu avec acharnement cette disposition de la loi de 1872, cite quelques exemples d'engagements, notamment celui d'un fermier, qui, pour 600 kilogrammes de blé prêtés à un paysan, avait engagé le travail de celui-ci pour cinq ans (1).

Le Président du Conseil cite un spécimen d'engagement avec une clause pénale : Le paysan doit faire tous les travaux nécessaires sur 19 hectares, il doit de plus travailler trente jours avec les bras et transporter 420 quintaux de blé. Si le paysan n'exécute pas cet engagement, il payera une amende de 1600 francs au fermier (2).

Obliger par contrainte corporelle les paysans à exécuter de tels engagements, n'était-ce pas encourager tous les abus des propriétaires ou fermiers ?

La loi de 1872 est donc une loi très réactionnaire.

Elle a créé un régime d'inégalité, de terreur et de frustration pour les paysans, qui étaient mis hors la loi, qui étaient traités de nouveau en serfs. Elle érigeait en principe non seulement la contrainte corporelle, l'exécution *manu militari* mais elle déclarait également le paysan *adscriptus glæbi*, comme sous

1. Radu Rosetti, *Actes et lois dans la question agraire*, II, série VI, p. 14.

2. *Idem.* p. 13.

l'ancien régime (avant 1864). Le paysan ne pouvait quitter le village où il avait contracté un engagement ; les gendarmes avaient l'ordre de le ramener, ligoté et par force de coup de fouet, sur le champ du propriétaire. De plus les gendarmes étaient entretenus au compte des paysans.

Quoique la loi de 1872 mit hors la loi les cinquantièmes de la population du pays et quoiqu'un projet de loi fût déposé après la guerre de 1877, comme récompense de la bravoure que les paysans y avaient montrée, c'est seulement en 1882 que la loi de 1872 fut abolie grâce à l'autorité d'un vrai démocrate, C.-A. Rosetti, alors ministre de l'Intérieur.

En effet dans la **loi du 14 mai 1882**, la *contrainte corporelle est supprimée*. En cas d'inexécution d'un engagement de la part d'un paysan le propriétaire a le droit, par l'intermédiaire du maire, d'engager à sa place un autre paysan.

Cette loi définit et énumère les contrats agricoles : les contrats qui doivent être soumis au régime exceptionnel.

Le législateur a voulu limiter les effets de cette loi d'exception aux seuls contrats dont l'inexécution, en cas d'urgence, peut entraîner un danger pour l'agriculture.

Beaucoup de membres du Parlement auraient désiré de revenir au droit commun. Mais leur opinion ne fut pas suivie par la majorité des députés. L'agriculture avait encore besoin d'une protection spéciale.

La loi de 1882 constitue un réel progrès. Pour réali-

ser l'égalité de conditions la loi soumet le propriétaire en cas d'inexécution de ses engagements au même procédé d'exécution sommaire qui d'après la loi de 1866 atteignait le paysan.

Elle interdit les clauses pénales et de solidarité, qui avaient donné naissance à tant d'abus.

Elle mit fin aux excès des propriétaires qui envoyaient les paysans exécuter les travaux à des dizaines de kilomètres de leur village. En effet, elle décrète que les travaux agricoles ne pourront être exécutés que dans la localité où le contrat a été passé. Comme il était d'habitude courante de transformer les dettes envers le cabaretier en travaux agricoles, qui étaient ensuite cédés par le cabaretier au propriétaire ou fermier, la loi dispose que les contrats des travaux agricoles ne pourront être cédés que par l'exploitant actuel de la propriété à l'exploitant qui lui succède.

Pour empêcher le propriétaire d'engager le travail des paysans pour de longues années à des prix dérisoires, la loi porte que les travaux agricoles proprement dits (labour de terre, etc.) ne pourront être engagés que pour une année.

Au cas où le contrat ne stipule pas les prix des travaux agricoles, la liquidation se fera d'après les prix fixés par les conseils généraux:

Une disposition excellente de la loi de 1892 est celle de l'article 26. D'après cet article, le paysan ne pourra être obligé à exécuter les travaux auxquels il

s'est engagé, pendant deux jours de la semaine, le vendredi et le samedi, qui sont laissés à sa disposition pour qu'il puisse exécuter les travaux sur sa propre portion de terre.

Avant cette loi, le paysan n'arrivait jamais à cultiver sa propriété, car il était retenu toute la semaine par les travaux à faire sur la terre du propriétaire. D'ailleurs, les propriétaires avaient même abusé du silence des lois antérieures, à ce point qu'ils obligeaient les paysans à travailler plusieurs semaines sans interruption sur leurs terres, les séquestrant à la ferme. C'est une plainte de cette nature formulée par quelques paysans qui a été la cause directe et immédiate de la loi de 1882.

En un mot, les dispositions de la loi de 1882 sont assez libérales. Elles apportent des améliorations manifestes à la condition des paysans, telle qu'elle avait été créée par les lois de 1866 et 1872.

Mais si la contrainte n'était plus possible sous le régime de la loi de 1882, néanmoins il était possible de la tourner dans ses meilleures conditions. Les abus ne cessèrent pas ; le paysan restait toujours à la discrétion du propriétaire, si bien qu'en 1888 éclata une grande révolte dans trois départements de la Valachie et en 1889 dans cinq départements de la Moldavie.

Plusieurs projets modifiant la loi de 1882 furent déposés au Parlement. C'est à peine **en 1893 que fut votée une nouvelle loi** sur les contrats agricoles, qui

est plutôt une modification de la loi de 1882, qu'une loi nouvelle.

Dans cette loi les différents types des contrats agricoles sont mieux définis. L'article 4 consacre le principe que le paysan ne pourra payer au propriétaire ou fermier comme prix de fermage, que du travail ou une partie de récolte ou de l'argent et rien autre. Aucun contrat ne pourra stipuler un paiement en nature, qui ne soit pas le produit direct de la terre. On met donc un terme aux abus en ce qui concerne les différentes redevances : les agneaux, langues des porcs, saucissons, poulets, œufs, etc., que les paysans devaient donner aux propriétaires.

Conformément à la loi de 1882 les modes de paiement des terres prises en fermage par les paysans de chez les propriétaires ou fermiers, étaient les suivants :

- 1° Travail et argent ;
- 2° Travail et une partie de récolte (dîme) ;
- 3° Travail, argent et dîme ;
- 3° Travail, argent, dîme et autres redevances.

La loi de 1893 supprime donc le quatrième mode complètement et simplifie les trois modes précédents.

Le fermage sera payé *ou* en argent *ou* en dîme *ou* en récolte. Pour que le paysan sache à quoi il s'oblige il ne sera pas permis de combiner ces trois formes ou modalités.

L'article 3 contient une innovation importante. Il dispose que dans les contrats de pâturage, le propriétaire

ou fermier devra désigner l'étendue qu'il réserve pour le pâturage du bétail des paysans. Auparavant, sous l'empire des précédentes lois, il n'y avait aucune indication dans le contrat de l'étendue destinée par le propriétaire au pâturage, de sorte qu'en fait le paysan ne recevait qu'une étendue bien insuffisante pour la nutrition du bétail.

De plus, dorénavant les propriétaires ne pourront plus introduire leur propre bétail, car ils louent non seulement la portion de terre mais encore le droit abstrait.

La loi de 1893 porte à trois années la durée du contrat ayant pour objet le fermage de la terre, pour que le paysan puisse introduire des assolements sur la portion louée et faire d'autres travaux de longue haleine, et en même temps être assuré que pendant quelques années le propriétaire n'augmentera pas le prix du fermage.

Mais la loi de 1893 ne fut pas appliquée. Les meilleures dispositions ne furent pas observées. On peut le constater en lisant la collection des contrats agricoles en vigueur pendant l'année 1906, publiée par le ministère de l'Intérieur.

Les autorités administratives ne contrôlèrent ni ne surveillèrent l'application de la loi (1).

Jusqu'en 1907 non seulement la loi sur les contrats

1. Cf. Radu Rosetti. *Pourquoi les Paysans se sont-ils révoltés ?* Livre IV, ch. VII.

agricoles ne servit en rien les intérêts des paysans, mais elle fut de plus, une arme dans la main des propriétaires, pour les exploiter.

..

III. — Le troisième principe que la loi rurale de 1864 pose, c'est *la distribution et subsidiairement la vente des terres de l'Etat*. L'Etat venait de séculariser les biens du clergé (2.391.009 Ha.), un cinquième du sol du pays.

L'article 6 de la loi dispose ici en faveur :

a) des paysans qui n'ont pas pu trouver dans les deux tiers de la terre qu'ils habitaient, la quantité à laquelle ils avaient droit d'après la loi ;

b) des nouveaux mariés, des jeunes paysans devenus chefs de famille en 1863 et 1864, dont le droit à la terre avait été supprimé ;

c) des paysans qui n'avaient pas été soumis, sous l'ancien régime, à la corvée.

Ces dispositions n'ont reçu d'application qu'en 1876 (douze ans plus tard). Le conseil des ministres, qui en ordonna l'application, ajouta aux trois catégories de la loi de 1864 une quatrième catégorie : les paysans qui étaient sous les drapeaux en 1864.

Conformément à ces dispositions, 228.328 hectares furent distribués à 48.342 chefs de famille (1).

La distribution se fit très mal, si bien qu'en 1887 le

1. G. Creanga. *La propriété rurale en Roumanie*, p. 32.

Parlement vota une loi instituant des commissions départementales pour procéder à la vérification des opérations relatives à la distribution des terres de l'Etat.

En ce qui concerne le **principe de vente des terres de l'Etat** (art. 61) ce sont les Chambres qui, par **une loi du 15 juillet 1866**, *dans un but purement fiscal*, autorisèrent l'aliénation des biens de l'Etat jusqu'à concurrence de 75.000.000 de francs. Loi mal conçue, car elle décrète la vente en lots de trois, quatre, six, vingt-cinq hectares, des propriétés de l'Etat ayant un revenu inférieur à 5.875 francs. au lieu de décréter la vente des grandes propriétés de milliers d'hectares, et comme elle impose à l'acheteur de verser le prix intégralement, dans le délai d'un mois après la licitation, les paysans n'ont pas pu bénéficier de cette loi.

Il n'y a qu'une seule bonne disposition : celle qui permet le rachat des vignes à emphytéose.

Dans le même sens on vota le **26 juillet 1868** une loi qui aggrave encore les dispositions de la précédente. Les domaines de l'Etat ayant un revenu inférieur seront vendus *en bloc*, mais avec facilité de paiement : un tiers du prix sera versé au moment de la confirmation de l'adjudication, les deux autres tiers pendant douze ans.

Il est vrai que, par l'article 9, la loi dispose que là où les paysans en feront la demande, on pourra partager la propriété en lots, mais cette disposition est restée sans effet, parce que les payans devaient verser intégralement le prix d'achat.

Par application du principe posé dans l'article 6 de la loi rurale de 1864, intervient une troisième loi du **22 février 1872**, qui ordonne la vente de toutes les propriétés inférieures à 50 hectares, et se trouvant isolées d'une autre propriété plus grande appartenant également à l'Etat.

Cette loi contient des dispositions importantes relatives au rachat des emphytéoses.

Le **7 mars 1875**, intervient une quatrième loi, qui comporte l'aliénation des propriétés de l'Etat, donnant un revenu inférieur à 12.000 francs, mais seulement jusqu'à concurrence de 6.000.000 de francs, car la somme que l'Etat voulait se procurer avait un but déterminé : l'amortissement d'un emprunt.

La cinquième loi en la matière, celle du **10 août 1876**, constitue un progrès au point de vue des principes, car elle dispose que les lots de 2 Ha 50 à 5 hectares seront payés un tiers après la confirmation de la vente, et les deux tiers restant dans les vingt ans, par annuités semestrielles.

Mais comme la loi disposait, d'une part, que la commission de vente avait la faculté de diviser les propriétés suivant les intérêts de l'Etat et comme, d'autre part, les acheteurs des lots plus grands que 5 hectares étaient obligés de verser le prix d'achat intégralement, aussitôt la confirmation faite, ce qui satisfaisait le besoin financier de l'Etat,—les commissions préférèrent former de grands lots, ce qui enlevait aux paysans la possibilité d'acheter des terres de l'Etat.

Cette loi n'est, toutefois, pas moins *importante comme tendance*, quoiqu'elle n'ait en rien servi à la constitution d'une propriété paysanne.

En 1881 le Parlement vote *une nouvelle loi* pour la vente des domaines de l'Etat et le rachat des emphytéoses.

En général la loi ne représente aucun progrès réel sur les législations antérieures. Les mêmes conceptions guident les législateurs. Les domaines de l'Etat sont considérés comme un moyen de parer à des déficits budgétaires et de débarrasser l'Etat de ses dettes, et non pas comme un moyen de politique agraire vraiment éclairée, ayant comme but la constitution d'une forte classe paysanne.

Les terres peuvent être vendues à n'importe qui, même au non-paysan et dans n'importe quelle étendue.

Le gouvernement, aux termes de cette loi, est autorisé à vendre les propriétés, dont le taux de fermage ne dépasse pas 20.000 francs. Si une forêt de 100 hectares au moins se trouve sur la propriété à vendre, la forêt continuera d'appartenir à l'Etat.

La vente pourra être faite de trois manières :

- 1° Par la vente en bloc, à licitation publique ;
- 2° Par la vente en petits lots après évaluations (4, 6, 8 Ha.) ;
- 3° Par la vente en grands lots de 25, 50, 100, jusqu'à 150 hectares, à licitation.

Seront affectées à la vente en petits lots :

A. — Les propriétés situées autour des villes.

Ces lots pourraient être vendus également pour les établissements industriels et aux communes ;

B. — Les propriétés situées n'importe où, si des demandes sont faites pour l'achat de tous les lots. En ce cas, les paysans seront solidairement obligés.

La vente en gros lots sera ordonnée si des demandes sont faites pour l'achat total de la terre.

Le mode de paiements était différent, suivant qu'il s'agissait d'une vente en bloc et en gros lots, ou en petits.

Dans les deux premiers cas, l'acheteur devait verser un quart du prix, un mois après la confirmation de la licitation, les trois quarts restants, dans un délai de vingt-quatre ans, en comptant un intérêt de 4 0/0 jusqu'au complet amortissement.

Dans le dernier cas, l'achat par petits lots, l'acheteur devait acquitter un cinquième du prix au commencement et le reste dans un délai de vingt-quatre ans, en comptant un intérêt de 6 0/0.

Mais cette loi, à cause de la procédure indiquée pour la mise en vente des petits lots, n'était pas applicable.

Le levé des plans, les opérations, en un mot la mise en action de la loi demandait une trentaine d'années. De plus la distribution des lots était chose difficile, car dans la même terre, il y en avait de différentes qualités.

La Commission d'évaluation fixa le prix trop haut pour ce temps-là, à 368 francs l'hectare en moyenne.

La clause de solidarité dans le paiement était un obstacle à ce que les paysans fissent des achats. Aussi **la loi du 17 mars 1884** modifia-t-elle la loi de 1881 sur tous ces points.

L'évaluation des lots devait se faire d'après les contrats des fermages dressés entre l'Etat et les fermiers.

On supprimait la cause de solidarité ; la somme que chaque paysan avait à payer variait avec la qualité et la situation du lot acheté.

Mais dans la loi de 1884 on trouve aussi des innovations.

Ainsi, elle établit un *ordre de préférence* parmi les acheteurs. Seront préférés en premier lieu les paysans qui n'ont pas de terres et en second lieu ceux qui possèdent moins de 5 hectares.

La principale innovation est contenue dans l'article 4, alinéa 3, qui dispose qu'on ne pourra vendre qu'en petits lots les propriétés d'Etat dépassant 2.000 hectares et *uniquement aux habitants des villages, roumains, cultivateurs des terres et aux serviteurs des églises rurales*.

Et la loi ajoute dans l'article 19, que les lots vendus ne pourront dépasser 5 hectares et que personne ne pourra acheter plus de deux lots, c'est-à-dire plus de 10 hectares.

La même loi dispose que l'Etat pourra vendre des terres aux paysans même dans le cas où les demandes ne seront pas faites pour toute la propriété.

Par ces nouvelles dispositions, le législateur de 1884 inaugure une *politique consciente de colonisation intérieure*. La loi encourage la formation des nouvelles communes, en offrant gratuitement 10 hectares pour l'école et la mairie, quand il y a plus de cent acheteurs des lots.

Donc, en résumé, la loi de vente des domaines de l'Etat, après les modifications et innovations de la loi de 1884, a comme objet :

1^o La vente en bloc de petites propriétés dont le fermage est inférieur à 20.000 francs ;

2^o La vente des propriétés d'une étendue d'au moins 2.000 hectares — même de toute étendue si le reste peut être exploité avantageusement par l'Etat — en petits lots de 5 hectares *aux paysans uniquement* ;

3^o La vente en gros lots des propriétés de toute étendue, à condition que les demandes d'achat soient faites pour la totalité de la propriété.

Mais le gouvernement s'est aperçu que la loi de 1884 encourageait surtout la formation de la grande propriété.

Aussi la **loi du 5 avril 1886** fixe-t-elle à 1.000 hectares l'étendue des propriétés qui peuvent être vendues en bloc ; car à ne regarder que le taux du fermage, il arrive que des terres très étendues soient affermees

moins de 20.000 francs. Par contre la loi de 1886, pour encourager la formation de la petite propriété, supprime la limite de 2.000 hectares imposée à la vente des propriétés en petits lots, limite qui avait paralysé les applications de la loi de 1884. Dorénavant, toute propriété, même inférieure à 2.000 hectares, peut être vendue aux paysans et instituteurs, mais avec cette restriction que, si la propriété a une étendue de 1.000 à 10.000 hectares, l'Etat réservera les deux tiers, et que si la propriété ne dépasse 1.000 hectares la réserve sera d'un quart seulement. Dans les deux cas, lorsque la partie destinée à être vendue ne sera pas en totalité demandée en petits lots, on pourra vendre à licitation en grands lots de 50, 100, jusqu'à 400 hectares afin de constituer une moyenne propriété dans le pays.

Cette loi présente une disposition excellente : *l'obligation pour les acheteurs de petits lots de s'établir sur la terre achetée*. De la sorte on obligera les paysans à former des villages dans les contrées non peuplées.

Pour chasser les spéculateurs, la loi dispose que personne ne sera admis à la licitation avant de déposer une garantie égale au double du fermage.

Nonobstant les innovations salutaires de la loi de 1886, elle a favorisé cependant l'achat des terres de l'Etat par les non-paysans.

Les statistiques des terres de l'Etat vendues par l'application des lois de 1868, 1873, 1875, 1881, 1884, 1886

montrent que les paysans forment seulement 7,25 0/0 du nombre des acheteurs. Il y a eu 4,970 paysans qui ont acheté 23,069 hectares (1).

Dans onze départements sur trente-deux, il n'a pas été fait de ventes aux paysans.

Cette politique, vu les résultats, ne pouvait être continuée. Les paysans réclamaient incessamment de la terre. Dans cinq départements ils se révoltèrent en 1888. Il fallait supprimer complètement la vente des biens de l'Etat aux non-paysans. La vente du domaine de l'Etat ne pouvait être admise qu'en vue de la formation de la propriété paysanne qui n'était pas encore consolidée en Roumanie. Au contraire la grande propriété était assez forte. Les lois antérieures avaient contribué à la rendre plus forte encore.

C'est la **loi du 7 avril 1889**, proposée par M. P.-P. Carp, ministre des Domaines, *qui a mis fin à la vente des terres de l'Etat aux non-paysans.*

Suivant cette nouvelle loi, les propriétés de l'Etat ne pourront être vendues qu'aux *Roumains ayant comme occupation principale la culture de la terre*. Ces propriétés pourront être vendues en totalité ou en partie en lots de 5, 10, 25 hectares. Sur les propriétés de moins de 400 hectares, on constituera d'abord les lots de 5 hectares et le reste seulement sera partagé en lots de 10 et 25 hectares. Pour les propriétés de plus de 400 hec-

1. Creanga. *La Propriété rurale en Roumanie*, p. 35.

tares les trois quarts seulement seront divisés en lots de 5 hectares. Ces dernières dispositions ont pour but d'organiser à côté de la petite propriété paysanne une grande propriété paysanne.

Les acheteurs des lots de 5 hectares seront obligés de s'établir sur les terres achetées, dans les trois ans au plus tard. Pour faciliter leurs établissements, les sociétés de crédits agricoles sont autorisées à faire des avances jusqu'à concurrence de 6.000 francs.

Les lots de 5 hectares seront vendus sans licitation.

C'est là une excellente mesure, car on a vu ensuite à cause de la grande concurrence entre les paysans l'hectare, pour les lots de 10 et 25 hectares, atteindre le chiffre de 1.800 francs, ce qui a fait intervenir en 1899 une loi pour réduire le prix d'achat, et prolonger le terme d'amortissement de vingt-cinq à soixante ans.

Pour avantager encore les acheteurs de 5 hectares, la loi ne les oblige pas de déposer des avances. Le paiement se fera en annuités, qui seront calculés au taux de 5 0/0 plus 1 0/0 d'amortissement. L'évaluation sera faite d'après le fermage multiplié par 20.

La loi de 1889 interdit l'achat de plus d'un lot de 5 hectares.

On a donné en pratique une entrave à cette disposition : un paysan achetait un lot de 25 hectares et puis le partageait avec d'autres paysans. Cette disposition par laquelle on favorisait la grande propriété paysanne devenait lettre morte.

Les autres dispositions prises par le législateur dans le même but n'eurent aucun résultat pratique, car les demandes de terres dépassaient toujours le nombre des lots disponibles.

Donc, d'une part la grande propriété paysanne ne pouvait pas se former sur les terres d'une étendue inférieures à 400 hectares, car il ne restait plus rien à partager en lots de 10 ou 25 hectares.

D'autre part, sur les propriétés de plus de 400 hectares la réserve d'un quart en faveur de lots de 10, 25 hectares avait pour résultat de sacrifier les paysans ne possédant aucune terre ou en ayant une trop petite étendue.

Aussi le *législateur de 1896* disposa que les propriétés de l'Etat ne seraient vendues qu'en lots de 5 hectares (1).

La même loi de 1896, vu le grand nombre des demandes de terres de la part des paysans (1), établit l'ordre suivant, dans lequel les demandes seront satisfaites :
On préférera :

- 1^o Les communes rurales pour deux lots seulement ;
- 2^o Les chefs de famille roumains qui ne sont pas propriétaires, dans l'ordre suivant :

A. — Ceux établis sur la terre destinée à être vendue ;

1. Le ministre des Domaines, en 1896, cite le cas où pour 193 lots il y a eu 611 demandes. Actes et lois dans la *Question agraire*, 2^e série, v. 5, p. 4.

B. — Ceux établis sur les propriétés voisines ;

C. — Ceux établis sur n'importe quelle propriété du pays.

3° Les chefs de famille qui possèdent jusqu'à 1/2 hectare, dans le même ordre que le numéro 2.

4° Les chefs de famille qui possèdent moins de 5 hectares, de préférence ceux qui habitent la propriété à vendre.

Le paiement des lots se fera en soixante ans, par annuités qui seront calculées au taux de 4 0/0 d'intérêt.

La première annuité sera payée seulement après la mise réelle en possession.

* * *

IV. — Le quatrième principe contenu dans la loi rurale de 1864 c'est *l'inaliénabilité et l'insaisissabilité de la propriété paysanne*.

« Le paysan et ses successeurs ne pourront pas aliéner, *pendant trente ans* à partir de la promulgation de la présente loi, ni hypothéquer sa propriété, soit par actes entre vifs, soit par testament ; exceptionnellement l'aliénation faite à la commune ou à un autre paysan est valable. Le délai de trente ans passé, le paysan pourra disposer de sa propriété d'après les règles du droit commun, avec une restriction seulement en cas de vente : le droit de préemption pour la commune. » (Art. 7.)

Il fallait prendre des mesures pour la conservation

de la propriété paysanne. Vu l'infériorité économique du paysan, le législateur sentit la nécessité de le protéger contre la tentation de vendre ou hypothéquer sa terre, jusqu'à ce que le paysan, fortifié économiquement, ait pu se former un capital et par suite se mettre en état de résister aux tendances d'accaparement des grands propriétaires.

C'était dans l'intention du législateur une disposition transitoire qui devait prendre fin en 1894.

Mais en 1884, à l'occasion de la revision de quelques articles de la Constitution du pays, vu que les paysans n'avaient pas progressé comme on s'y attendait et qu'il y avait danger de voir l'inaliénabilité cesser en 1894, on considéra que le principe d'inaliénabilité avait une telle importance qu'il fallait l'inscrire dans la Constitution. Aussi le *principe fut-il inscrit dans l'article 132 de la Constitution*, qui prolongea de trente-deux ans l'inaliénabilité et l'insaisissabilité de la propriété paysanne.

En même temps cette inaliénabilité est étendue aux terres des paysans qui avaient reçu, acheté, ou achèteront par petits lots des propriétés de l'Etat. *Ainsi l'inaliénabilité devient un caractère général de la propriété paysanne.*

Les résultats et les conséquences de la loi de 1864

Quels ont été les résultats pratiques de la loi de 1864 vu son application et l'évolution des principes posés dans cette loi ?

On peut dire, comme le remarque très justement M. Garoflid (1), que la loi de 1864 *n'a résolu que le côté juridique du problème agraire*. De plus ce sont uniquement les propriétaires qui ont bénéficié économiquement et réellement du nouveau régime inauguré par la loi de 1864, car, grâce à cette loi, ils virent leurs propriétés libérées de toutes les gênes et de toutes les entraves que les vieilles institutions et les anciennes traditions imposaient à la terre.

Au contraire, pour les paysans, le régime de *clakà* (corvée) de travail servile, a continué de subsister ; la loi de 1864 ne l'avait supprimé *que nominalelement*, car en fait, dès le commencement, les paysans se trouvèrent de nouveau à la discrétion des propriétaires.

En effet la loi de 1864 a déclaré tous les paysans propriétaires sur des portions de terre qui se trouvaient dès le début *insuffisantes*.

Conformément à l'article 1 de la loi de 1864 :

131.725 paysans ou 32,43 0 0, ont été déclarés propriétaires de 571.976 hectares sur les terres de l'Etat.

316.115 paysans ou 67,57 0 0, ont été déclarés propriétaires de 1.194.281 hectares sur les terres particulières.

Soit un total de 467.840 paysans et de 1.766.257 hectares.

De ce nombre : 71.912, ou 15,37 0,0, étaient notables, possédant 4 bœufs et 1 vache.

1. C. Garoflid, *Opinions dans la Question agraire*, p. 9

202.075, ou 43,19 0/0, étaient de moyenne aisance possédant 2 bœufs et 134.132, ou 28,67 0/0, étaient prolétaires (1).

Il y a encore 59.721, ou 12,77 0/0, qui ont été déclarés seulement sur l'étendue nécessaire pour l'habitation et un petit jardin de 600 mètres carrés.

Nous avons vu (2) que le maximum de terres que les paysans ont reçu fut de 7 Ha. 28 a. (paysans notables de Moldavie), 5 Ha. 51 a. (notables de Valachie).

Or, ces notables — le tableau précédent nous l'indique — ne forment que 15,37 0/0 du nombre de paysans qui ont reçu de la terre en 1864 — *plus de trois quarts (exactement 84,63 0/0) n'ont reçu qu'entre 600 mètres carrés et 5 Ha. 82 a.*

D'autre part, la même faute, et encore plus accentuée, se répéta en 1876, lors de la distribution des terres de l'Etat aux paysans conformément aux articles 5 et 6 de la loi de 1864. Bien que le principe de la loi imposât de distribuer à chaque famille au moins 6 hectares, cependant, les étendues accordées aux paysans ont varié forcément, suivant l'étendue même des propriétés de l'Etat dans les différents départements, et d'après le nombre de familles qui avaient respectivement droit à la terre.

Ainsi du nombre total de 48.342 paysans, ont reçu :

1. Creanga, *op. cit.*, p. 27.

2. P. 12 et 13.

— 1 hectare.	588 paysans ou	1,22 0/0
1 à 2 »	940 »	1,93 0/0
2 à 3 »	1.749 »	3,62 0/0
3 à 4 »	7.602 »	15,73 0/0
4 à 5 »	7.412 »	15,33 0/0
5 à 6 »	30.055 »	62,17 0/0 (1).

Il est facile de comprendre qu'une véritable propriété paysanne, « sur laquelle vit le maître avec sa famille, sans recourir à d'autre travail », n'a pas pu se constituer en Roumanie.

M. Souchon (2) dans son livre sur la *Propriété paysanne*, estime l'étendue nécessaire de la véritable propriété paysanne, entre 5 et 20 hectares. « *Même pour les cultures dont le rendement est grand* », ajoute M. Souchon, « *il est difficile de concevoir qu'une famille puisse vivre du produit de moins de 5 hectares.* »

Donc 5 hectares représentent le minimum qu'un paysan doive posséder pour avoir une existence indépendante, au seuil du xx^e siècle et dans un pays comme la France où l'instruction, l'éducation professionnelle, le développement de l'association, permettent aux paysans, d'un côté d'obtenir de la terre le maximum de rendement et, d'autre part, d'obtenir le maximum de bénéfices dans la réalisation de leurs récoltes. On peut donc conclure, sans hésitation, qu'au milieu du dernier siècle, vu l'état de la science agricole et surtout

1. Creanga, *op. cit.*, p. 32.

2. A. Souchon, *La Propriété paysanne*, p. 68.

l'ignorance du paysan roumain, qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours (1), que même l'étendue de terre reçue par le paysan notable de Moldavie (7 hect. 28) était insuffisante pour lui assurer l'existence (2).

Le régime successoral du Code civil roumain, qui admet le partage égal entre les héritiers, contribua à réduire encore plus la portion des terres que les paysans avaient reçue en 1864. Après une génération même, la moyenne des enfants par famille étant très élevée en Roumanie, — quatre enfants par famille, — la petite propriété paysanne se transforma bientôt en propriété morcellaire.

Les portions des terres accordées aux paysans, par la loi de 1864, devinrent des mouchoirs de poche.

A la seconde génération de nos jours, il arrive que quatre familles, chaque famille étant composée de cinq membres au moins, possèdent 2 Ha. 50 (3).

Les paysans ne peuvent agrandir par achats leurs propriétés, — quoique la loi de 1864 ait fait une exception à l'inaliénabilité en leur faveur, — parce qu'une loi interprétative de 1879 dispose que, seuls les paysans qui n'étant pas corvéables en 1864 n'ont pas eu le droit d'être déclarés propriétaires sur ces terres, pourront acheter les terres paysannes.

1. G. Braesko ; *op. cit.*, p. 90 et suiv.

2. C. Garoffid. *Op. cit.*, p. 11 et suiv., démontre par des chiffres que dans l'état actuel de la culture en Roumanie, une famille a besoin de 10 hectares.

3. Scraba. *Les Conditions d'Existence du Paysan roumain*, p. 10.

D'autre part, les paysans n'ont pas pu acheter les propriétés que l'Etat avait vendues, parce que d'abord, lors des premières lois, l'Etat demandait le versement intégral du prix de vente, et ensuite parce qu'ils ne pouvaient pas résister à la concurrence des non-paysans.

Il est vrai que le législateur de 1889 avait réservé la vente des domaines de l'Etat aux paysans, mais cette loi n'a pas contribué beaucoup à la création de la véritable propriété paysanne, car elle interdisait l'achat de plus d'un lot de 5 hectares et excluait les paysans possédant plus de 1 hectare.

D'autres causes de l'échec de cette loi, c'est qu'en ne demandant aucune avance aux paysans acheteurs, on n'a pu faire aucune sélection entre les acheteurs. De plus elle a été mal appliquée : la ferme paysanne a été constituée d'une façon anti-économique. La terre de culture était loin du village où les paysans habitaient, jusqu'à 12 kilomètres.

D'autre part la vente des lots de 10 à 25 hectares étant faite à la licitation publique, les lots ont atteint des prix inouïs, 1.800 francs l'hectare, de sorte que ce sont les paysans riches qui les achetèrent.

Néanmoins conformément à la loi de 1889, 105.165 paysans ont acheté 105.165 hectares en lots de 5 hectares et 1.549 paysans ont acheté 20.360 hectares en gros lots (1).

Ces lois n'empêchèrent donc pas la propriété paysanne

1. G. Créanga, *op. cit.*, p. 26.

de se diviser, si bien que cette propriété (moins de 10 hectares) est de nos jours extrêmement morcelée en Roumanie. Les tableaux suivants (1) nous le prouvent :

Catégorie d'étendue	Nombre de contribua- bles fonciers	Âmes	Étendues possédées
<i>1^{re} Classe</i>			
<i>1^{re} Subdivision</i>			
— 1/2 hectare	62.832	282.744	24.426 ha
1/2 à 1 hectare	81.039	364.675	72.757 »
1 à 2 hectares	147.990	665.550	287.029 »
Total.....	291.771	1.312.969	336.212 ha

En considérant qu'une famille paysanne est composée de quatre ou cinq membres, ces 291.771 contribuables représentent 1.312.969 âmes (31, 68 0/0 du total des paysans de Roumanie) et en rapportant ce chiffre à l'étendue possédée on constate que sur un hectare vivent quatre âmes en terme moyen.

1. Extraits de l'ouvrage de M. G. Creanga, *La Propriété rurale en Roumanie*, basé sur le recensement de 1896, et le recensement spécial de 1902.

Catégorie d'étendue	Nombre de contribua- bles fonciers	Ames	Étendue possédée
2 ^e Subdivision			
2 à 3 hectares	131,630	522,335	337,000
Total.	423,401	1,905,304	673,212
—			
2 ^e Classe			
3 à 4 hectares	172,446	776,007	631,969
4 à 5 hectares	148,717	669,226	711,033
Total.	321,163	1,445,233	1,342,997
—			
3 ^e Classe			
5 à 7 hectares	131,145	590,152	743,486
7 à 10 hectares	45,230	203,535	393,950
Total.	176,375	793,687	1,137,436

On sait les inconvénients de la propriété parcellaire (1). Outre les inconvénients économiques, *elle met le petit propriétaire sous la dépendance du grand propriétaire voisin.*

En Roumanie où le paysan ne peut pas trouver un supplément de gain dans une autre branche d'activité, les industries étant presque rudimentaires (2), la dépendance est absolue.

Les tableaux précédents comparés à la production de l'hectare en Roumanie (12 Hl. 80) et à la quantité d'ali-

1. G. Roscher. *Traité d'Economie rurale*, p. 200 et s.

2. Il n'y a que 40.000 personnes occupées en Industrie. Cf. *L'annuaire Statistique de la Roumanie*, p. 238 et s.

ments secs, pain ou maïs dont un individu a besoin (400 kilogr. de céréales) pour sa nourriture, nous indique mathématiquement le degré de la dépendance des paysans vis-à-vis du grand propriétaire.

Il résulte de cette comparaison, faite par M. Creanga (1) que : 1° 1.905.304 personnes (le nombre des âmes de la première classe ou 39,7 0/0 du total de la population rurale du pays) se trouvent dans une dépendance absolue vis-à-vis du grand propriétaire ou fermier, car leurs propriétés produisent beaucoup moins qu'il ne leur faut pour leur nourriture, sans parler des autres besoins : viande, légumes, impôts, habits, etc., et qui dépassent 200 à 300 0/0 de la valeur de l'aliment sec. Le produit des terres de ceux qui ne possèdent que de 1 à 2 hectares, soit la partie la plus nombreuse de la classe (665.550 âmes), est inférieur d'un cinquième aux besoins des paysans pour leur pain quotidien.

2° Ceux de la deuxième classe (de 3 à 5 Ha.) qui représentent 1.455.233 âmes, ou 30,2 0/0 de la population agricole du pays échappent à peine à la misère, vivent au jour le jour, au prix de beaucoup d'économie, mais ne peuvent pas épargner ni, dès lors, prospérer.

3° On peut dire seulement que les paysans de la troisième classe et, parmi ceux-ci, seulement ceux qui possèdent de 7 à 10 hectares, sont dans une situation quasi indépendante vis-à-vis de la grande propriété. Malheureusement ils ne représentent que 4,24 0/0 de la popu-

1. Creanga, *op. cit.*, p. 49 et suiv.

lation rurale, et une bonne partie (31,47 0/0) se trouvent dans la province Dobrondja, qui ne forme que 11,83 0/0 de l'étendue du pays.

En résumé, 69,90 0/0 de la population paysanne du pays, ou 3.350.537 âmes, ne trouvent pas dans la production de leurs propriétés les ressources nécessaires à leur existence et à l'amélioration de leur condition.

A ce chiffre, il faut ajouter les 500.000 chefs de famille, copartageants, réservistes (1) et prolétaires (2).

Le grand nombre de paysans qui ne possèdent pas de terre, quoiqu'il y ait eu tant de distributions et de ventes des terres, s'explique par les fraudes auxquelles les propriétaires se sont livrés à l'occasion de l'application de la loi de 1864.

Tous les propriétaires habiles se sont opposés à la déclaration des paysans qui devaient devenir propriétaires, sous prétexte qu'ils n'avaient pas fait la corvée.

D'autres ont chassé purement et simplement les paysans de leurs terres. Beaucoup ont pris aux paysans les billets constatant la corvée, pour pouvoir soutenir qu'ils ne l'avaient pas faite et par conséquent n'avaient pas droit à la terre.

Le rapporteur de la loi de 1889 disait à ce sujet : « Si les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir

1. Les copartageants et les réservistes ne sont pas inscrits sur les rôles fonciers.

2. Cranga, *op. cit.*, p. 60.

avaient appliqué intégralement cette loi, nous n'aurions pas eu les révoltes de cette année. »

Mais il y a plus. *Les paysans ne possèdent pas réellement les portions de terre qu'ils ont reçues, soit en vertu de la loi de 1864, soit par les achats faits à l'Etat.* Beaucoup ont loué leurs terres, à des prix dérisoires très souvent pour quatre-vingt-dix-neuf ans, tournant ainsi l'inaliénabilité édictée par la loi de 1864, et l'article 132 de la Constitution (1).

Ils l'ont fait sous la pression des circonstances ; d'abord, les paysans, en 1864, ont dû racheter leur liberté. L'article 11 de la loi dit : « En échange de la clakà (corvée), dime, et des autres redevances supprimées par la présente loi les paysans paieront aux boyards (seigneurs terriens), une fois pour toutes, une indemnité. »

Conformément à cet article, les paysans ont dû payer pendant quinze ans :

Ceux de la première catégorie (les notables) :

1. D'après l'enquête agricole faite en 1907, en vue de la réforme, 47.865 chefs de famille ont loué leurs terres d'une étendue de 94.893 hectares. Nous pensons que la statistique est erronée, car elle est rédigée par l'intermédiaire des maires de village, qui ont tout intérêt à cacher la réalité, étant les premiers qui prennent en fermage les terres des paysans. Nous en avons des preuves. Ainsi M. Garollid nous cite une enquête privée faite dans une commune. Il résulte de cette enquête que 67,70 0/0 des propriétés paysannes sont louées, chiffre constaté également par M. D. Protopopesco, dans d'autres communes. On procède en ce moment au ministère des Domaines à une autre statistique. Cf. Agricola. (*L'Usure dans les Campagnes roumaines*, p. 13).

En Moldavie..... 94 fr. 10

En Valachie..... 133 fr.

Ceux de la seconde catégorie :

En Moldavie..... 73 fr. 20

En Valachie..... 100 fr. 40

Ceux de la troisième :

En Moldavie..... 51 fr. 36

En Valachie..... 71 fr. 20

L'Etat n'avait pris à sa charge qu'un tiers du chiffre total du rachat. Les paysans, récemment sortis de servage, et n'ayant pas fait une bonne récolte dans les premières années, ne furent pas en mesure d'acquitter les annuités. Ils furent obligés de louer, dès le début, leurs propriétés pour se procurer l'argent nécessaire à l'acquittement des annuités (1).

La même chose arriva pour les terres achetées en lots, par les paysans, à l'Etat. Ils avaient payé les lots en moyenne 368 francs l'hectare, prix trop élevé pour l'époque, dans un jeune pays comme était la Roumanie.

En outre, la plupart des acheteurs des lots de l'Etat ne se sont pas établis sur leurs terres. « De tous les bagages, l'homme est le bagage le plus difficile à transporter » a dit Ad. Smith. Surtout le paysan roumain déménage très difficilement. Il tient à sa localité. Aussi la disposition de la loi de 1889 est-elle restée lettre morte. Les

1. La preuve que les annuités étaient une lourde charge pour les paysans, c'est qu'en 1890, l'Etat a été forcé d'y renoncer.

paysans ne se sont pas établis sur les lots achetés. Ils les ont loués.

D'autre part les cabaretiers, profitant de l'ignorance et du vice des paysans, les poussaient à la consommation de l'alcool, leur donnant des boissons à crédit. Les paysans, à la fin, ne pouvant acquitter leurs dettes, étaient obligés de laisser à ces cabaretiers leurs terres en possession.

De plus, comme le capital était rare dans les campagnes roumaines — surtout dans les années de sécheresse — les paysans durent emprunter de l'argent à des taux exorbitants à des usuriers auxquels ils laissèrent leurs terres en possession comme garantie du capital prêté et le payement des intérêts (1).

D'ailleurs, la propriété parcellaire que nous venons de voir qu'ils possédaient les destinait à être exploités par les usuriers. « Les propriétaires parcellaires sont des victimes désignées de l'usure » dit M. Souchon (2).

*
* *

Parmi les autres causes qui ont empêché le progrès de la petite propriété rurale, telle que nous l'avons vue jusqu'à présent, nous pouvons citer; *la non-délimitation de cette propriété, la destruction des pâturages et la dispersion*, causes résultant de la non-application des articles 15 et 16 de la loi rurale de 1864.

L'article 15 disposait que « les pâturages, les prairies et les terres destinées au labourage, restés dans la pro-

1. Cf. Agricola (Protopopesco). *L'Usure dans les Campagnes roumaines*.

2. A. Souchon, *op. cit.*, p. 56.

priété des paysans, seront arpentés, et les limites désignées par des pierres. Des ingénieurs, payés par l'Etat, seront nommés par départements, en vue de cette opération. »

Mais l'article 15 n'a reçu qu'une application partielle (1). On a séparé seulement les portions accordées aux paysans de la propriété dont elles faisaient partie intégrante, mais sans délimiter les propriétés paysannes entre elles, pour réaliser des petites propriétés indépendantes l'une de l'autre.

Par le fait, *comme il manque aussi un cadastre, la propriété n'est ni consolidée ni individualisée en Roumanie.*

De là toutes sortes d'empiétements, de procès, voire même de crimes.

L'article 16 disposait, que si les paysans possédaient des parcelles disséminées, elles devraient être réunies, et qu'on tâcherait de donner au même paysan des terres de même qualité et étendue. La loi ordonnait donc une *consolidation* de la propriété paysanne et prescrivait des remèdes contre la dispersion de cette même propriété.

1. L'application de la loi laisse à désirer sous d'autres points de vue. La forme qu'on a donnée à la propriété paysanne est à critiquer, car elle empêche une bonne exploitation. On a gardé, lors de la délimitation générale, les anciennes lignes de l'exploitation de la propriété du boyard, qui variaient entre 600 mètres de longueur et qui, si elles se concevaient dans une grande exploitation, ne se conçoivent pas dans une petite. Ici, en effet, une mise en œuvre avantageuse devient presque impossible, car, pour avoir la superficie de 5 hectares pour 500 mètres de longueur, la largeur n'est que de 100 mètres.

C'est une mesure de grande sagesse, mais malheureusement cette disposition ne fut pas non plus appliquée. La propriété paysanne, déjà disséminée en 1864, continua de se disséminer avec une grande rapidité. Aujourd'hui, en général, les paysans roumains possèdent des parcelles répandues dans la campagne à des distances de plusieurs kilomètres, sans aucun lien entre elles.

On connaît les graves inconvénients économiques de la dispersion (1).

La non-application de l'article 15, en ce qui concerne la délimitation des pâturages et prairies, jeta le paysan dans une grande dépendance vis-à-vis du propriétaire. Le terrain donné pour le pâturage fut aussitôt labouré, pour compenser l'insuffisance des terres de labour. Les paysans se virent sans pâturage. Ils furent forcés d'en demander au propriétaire, qui par le fait les tenait à sa discrétion.

*
* *

Les résultats de la loi de 1864, vu l'évolution des principes posés par elle et son application, sont les suivants :

Les paysans sont obligés de louer, au grand propriétaire ou fermier, de la terre pour labour et pour pâturage de leur bétail.

1. Souchon, *op. cit.*, p. 98 et suivantes.

Un contrat intervient à cet effet, entre le grand propriétaire, ou son représentant le fermier, et le paysan. Le propriétaire loue ce qu'il a en abondance, la terre(1), et le paysan lui offre en échange ce qu'il a également en abondance, le travail(2).

Dans quelle forme, de quelle manière et sur quelles bases se forme ce contrat? *Le contrat prend la forme d'un contrat collectif.* Les paysans viennent en bande à la maison du propriétaire (au conak, maison du commandement) et là on discute les conditions du contrat. C'est un simulacre de discussion, car déjà les conditions sont arrêtées et le contrat rédigé et écrit par le propriétaire. Il sait bien qu'elles seront acceptées par les paysans, vu la nécessité à laquelle ils sont acculés. Les paysans ont un besoin absolu de louer de la terre au propriétaire, à n'importe quelles conditions, car il s'agit de leur existence. Ils savent bien que le propriétaire peut se passer de leur travail en appelant les ouvriers bulgares ou serbes (3), tandis qu'eux ne peuvent pas se passer de la terre du propriétaire, car le domaine des propriétaires est immense et comment se transporteraient-ils alors

1. En effet, les statistiques montrent que la propriété au-dessus de 100 hectares occupe 48,69 o/o de l'étendue cultivable du pays. G. Creanga, *op. cit.*, p. 68.

2. M. Garoflid établit par des chiffres qu'une famille peut travailler dans une année 16 hectares, *op. cit.*, p. 33.

3. Les statistiques nous accusent en effet, qu'on en a fait venir en 1906 en groupe 33,319, individuellement 144,600. Cf. article de M. Negreano dans le *Courrier Administratif*, n° 2/1908.

avec bœufs et instruments, à plusieurs kilomètres du village où ils possèdent un lopin de terre ? Et puis le propriétaire voisin impose les mêmes conditions. Ils sont donc contraints d'accepter les conditions du propriétaire. Celui-ci leur lit le contrat, et ensuite ils vont tous à la mairie pour le légaliser.

Les paysans qui ne savent ni lire, ni écrire (2) effacent avec leur pouce la croix tracée à l'encre sur le papier et le maire légalise aussitôt le contrat. Ce contrat se fait le plus souvent pour une seule année (3).

Que contient ce contrat et quelle a été son évolution ?

En *Moldavie* (région N.-E. du pays) le propriétaire cède aux paysans de 1 à 6 hectares (4) de terre, à des taux qui changent d'après la localité. Mais, comme le capital argent est rare dans les campagnes roumaines, le *prix de location est évalué en travail*. Ce contrat est un échange de deux valeurs, terre et travail, qu'on estime réciproquement en les ramenant à une commune nature : l'argent. En *Moldavie*, donc, *on pratique*

1. Sur 100 paysans il y a 84,81 illettrés. Cf. Braesko, *op. cit.*

2. De l'enquête faite par le ministre de l'Intérieur il résulte que 63,5 o/o des contrats sont faits pour une seule année, 10,4 o/o pour deux ans, 20,5 o/o pour trois ans. Cf. *L'Enquête Agricole de 1907*. « Les contrats agricoles », p. 2.

3. Voici les chiffres indiqués par l'*Enquête Agricole de 1907*. *Les contrats agricoles*, p. IV.

— 1 hectare	1 à 2 hectares	2 à 3 hectares	3 à 6 hectares
16,6 o/o	47,7 o/o	23,8 o/o	11,9 o/o

l'échange des valeurs en nature. Ce système convient fort au propriétaire, car il peut sans bourse délier, grâce au travail dû par les paysans, cultiver les terres qu'il n'a pas louées.

En *Valachie* (région du Sud-Ouest du pays), le propriétaire cède aux paysans de 1 à 10 hectares (1). En retour le paysan donne d'abord, une partie de sa récolte (une dîme) et en outre, s'engage à cultiver pour le propriétaire une certaine étendue sur la partie du domaine que celui-ci se réserve, pour en récolter tous les fruits sans aucun partage. C'est le *système du colonat partiaire*.

Ce système épargne au propriétaire toute mise de fonds, tout capital d'exploitation, car le paysan fait tout les frais de la culture, fournit même la semence, les instruments de labour et les animaux.

L'exploitation de la terre est, donc, toujours restée féodale en Roumanie.

C'est la rareté de la main-d'œuvre (2), l'absence de véritables journaliers (3), le manque de capital d'exploitation et la rareté de l'argent dans les campagnes rou-

1. L'*Enquête Agricole*. « Les contrats agricoles », p. IV nous indique les chiffres suivants :

— 1 hectare	1 à 2 hectares	2 à 3 hectares	3 à 6 hectares	6 à 7 hectares	7 à 10 hectares	Au-dessus de 10 hect.
17,9 0/0	22,6 0/0	22,6 0/0	27,5 0/0	9,4 0/0	8,7 0/0	2,1 0/0

2. La densité de la population est de 50 habitants par kilomètre carré.

3. L'inaliénabilité des terres paysannes a été une cause directe.

maines qui ont donné naissance à ces deux systèmes d'exploitation (1).

Au début, le fonctionnement de ces systèmes n'entraînait pas les mêmes inconvénients. Les voies de communication n'étaient pas nombreuses ni l'exportation des céréales possible sur une grande échelle. Mais aussitôt que vers 1870 s'ouvrent les routes et qu'on construit dans le pays des réseaux de chemin de fer, la culture du blé devient très rémunératrice.

Les propriétaires sont portés à restreindre la portion cédée aux paysans et en même temps, pour cultiver leurs réserves qui devenaient de plus en plus grandes par le fait et par des défrichements, *ils sont incités à augmenter le loyer-travail en Moldavie, le loyer-dîme-travail en Valachie.*

Pour le loyer-travail, l'augmentation était d'autant plus possible que ce loyer-travail était le résultat de la transformation du loyer-argent en loyer-travail, car bien que le fermage soit fixé en argent, il est payé en travaux, *d'après un tarif spécialement établi par le propriétaire dans le contrat.* De la sorte, l'augmentation pouvait se faire de deux côtés. D'abord: Augmentation nominale

1. Ce système nous rappelle celui de l'ancienne France.

Sous l'ancien régime, les revenus du propriétaire étaient constitués par la dîme d'un côté (le champart) et de l'autre par les produits de la réserve.

Il diffère cependant de l'ancien régime, par le fait que le colon est libre en droit, et que la propriété n'a plus les multiples obligations féodales de l'ancienne propriété féodale, qui constituaient le gain du colon.

du loyer-argent (1) et ensuite une augmentation indirecte du loyer-travail, en évaluant le travail bien au-dessous de sa valeur courante au moment des travaux (2).

D'autre part et dans le même but, pour cultiver leur réserve les propriétaires ajoutent au loyer des prestations des *travaux supplémentaires et gratuits des rusfets*.

1. Pour le loyer-argent, nous avons le tableau suivant qui montre cette augmentation d'une manière éclatante :

Années	5 francs	5 à 10 fr.	10 à 15 fr.	15 à 20 fr.	20 à 30 fr.	30 à 40 fr.	40 à 50 fr.	50 à 60 fr.	60 à 70 fr.	70 à 80 fr.	Au-dessus de 80 fr.	Nombre de propriétés
1870	2	31	36	46	68	21	5	1	»	»	»	210
1906	»	2	»	2	25	41	48	49	15	11	17	
Proportion à o/o												
1870	1	14,7	17,1	21,9	32,4	10	2,4	1,5	»	»	»	100 %
1906		1	»	1	11,9	19,5	22,9	23,3	7,1	5,2	8,1	

(Enquête agricole de 1907. L'augmentation des prix de fermage, p. V).

2. Voici également, d'après la même enquête, de combien inférieurs sont les prix contenus dans les contrats aux prix courants :

MOLDAVIE	Nombre de contrats contrôlés	Égaux	15 o/o	15 à 25 o/o	25 à 50 o/o	50 à 75 o/o	Au-dessus de 75 o/o	Total
		Proportion au o/o des cas						
	239	25,6	5,4	12,5	12,9	11,3	32,3	100

(Enquête agricole. Les contrats agricoles, p. VI).

Ces rusfets sont de deux catégories :

A) *Fixes*, c'est-à-dire que tous les paysans doivent exécuter les mêmes travaux, indépendamment de la quantité de terre prise en fermage ;

B) *Proportionnelles* à l'étendue prise en fermage.

Ces tableaux, dressés dans l'*Enquête Agricole* (1), nous montre l'importance de ces rusfets.

A. — La valeur des *rusfets fixes* est de :

Nombre des propriétés	— 10 francs	10 à 20 francs	20 à 50 francs	50 à 80 francs	80 à 100 francs	100 à 200 francs
393	43 0/0	14,2 0/0	22,7 0/0	9,9 0/0	3,8 0/0	6,4 0/0

B. Pour les *rusfets proportionnels*, journées de travail faites gratuitement pour 1 hectare, nous avons le tableau suivant :

Nombre des propriétés	— 10 journées	10 à 1 journées	15 à 20 journées	20 à 30 journées	Au-dessus de 30 jours
428	47,9 0/0	11 0/0	14 0/0	17,1 0/0	10 0/0

Ces rusfets, ce travail gratuit, rendent possible une augmentation encore plus grande de la réserve et une diminution proportionnelle de la terre donnée en fermage aux paysans.

1. L'*Enquête agricole*. Les contrats agricoles, p. XXI.

Cette diminution artificielle, on peut dire, de la terre offerte par les propriétaires ou fermiers, amena une *dépréciation de la main d'œuvre* (1) *plus rapide* que si elle n'était conditionnée que par l'accroissement de la population ou par l'introduction des machines dans l'agriculture.

En effet, pour ne prendre qu'un exemple, il résulte que pour le département de Falciu, nous avons le tableau suivant, pour la variation des prix par hectare :

Années	Labourage	Binage avec la cueille et transport	Moisson avec transport	La journée avec le chariot	La journée simple
1882	14 fr.-16 fr. 80	42 fr.-58,25	16 fr. 45-24,80	2 fr. 50-4 fr.	1 fr. 50-2 fr.
1906	8 fr. 40-11 fr. 40	22,15-31,80	10,08-14,40	1 fr. 60-2 fr.	0 fr. 40-1 fr. (2)

..

Comment et grâce à quelles circonstances ces deux types de contrats sont-ils devenus *insupportables* aux paysans roumains ?

La culture des céréales pour l'exportation et surtout la culture du blé, donna naissance à un nouvel organisme social : le *fermage*, et à un nouveau type : le *fermier*. La culture du blé devint un métier.

1. Pendant que le prix de la main-d'œuvre baissait, les objets nécessaires à l'existence du paysan, enchérissaient. Ainsi ses vêtements, en 1866 coûtaient 55 francs, en 1906 ils coûtent 228 francs (Cf. Sébastian Moruzzi. Aperçus dans la question agraire.)

2. *Enquête agricole*. Variations des prix, p. XII.

L'ancien seigneur-propiétaire n'est pas habitué à une exploitation en grand. Oriental par tradition, il n'aime pas la vie intense. Il aime être libre de son temps et de sa personne. D'autre part, par le développement des relations avec l'Occident, il devient avide de connaître ce monde occidental, d'en goûter les plaisirs. Il se met à voyager et même fixe sa résidence dans les capitales et les lieux des plaisirs d'Occident (1). Il doit donc avoir un budget fixe, que l'exploitation directe ne peut lui donner. Dans ce but, il cède sa terre contre une rente annuelle à un intermédiaire qui le débarrasse de toute préoccupation.

D'ailleurs, l'apparition du fermier intermédiaire, était fatale dans un pays de grande propriété comme est la Roumanie (2). Il nous suffit de nous rappeler les middlemen d'Irlande et le gabelotti de Sicile.

Les statistiques nous montrent que la *grande propriété est affermée dans la proportion de 60,20 0/0*. (2. 295. 901 Ha. sur 3. 810. 351 Ha.) (3)

Les fermiers qui en Moldavie sont en majorité des étrangers (Juifs en général) (4), ont cherché, encore

1. D'autres, moins riches, se fixent dans la capitale ou dans les principales villes du pays, pour y faire de la politique.

2. La grande propriété (au-dessus de 100 Ha.) occupe 3.810.351 hectares c'est-à-dire 48,69 0/0 de l'étendue cultivable du pays, ou 56,43 0/0 de l'étendue cultivable et forestière. Creanga, *op. cit.*, p. 68.

3. Creanga, *op. cit.*, p. 75.

4. Les fermiers étrangers en Moldavie forment les 56.93 0/0 du nombre total dont 39,93 0/0 de Juifs. Creanga, *op. cit.*, p. 80.

Voici comment s'exprimait M. le député N. T. Popp, grand pro-

plus que les propriétaires, à spéculer sur les besoins des terres des paysans et à aggraver les conditions du travail.

C'était tout naturel. Voici ce que dit l'économiste Von der Goltz (1) à ce sujet :

« Sur les terres affermées, les conditions de travail sont plus lourdes que sur celles qui sont exploitées par leurs propriétaires mêmes. Dans les pays où l'affermage constitue la règle (*sic* en Roumanie) l'état des paysans se présente très mal. »

D'ailleurs, les conditions économiques dans lesquelles se trouvent les paysans, et surtout les systèmes d'exploitation de la terre que nous avons décrits, se prêtent à merveille à satisfaire la cupidité de ces fermiers. En effet, pour accroître leurs bénéfices, ils n'ont qu'à diminuer l'étendue de terre concédée aux paysans et à main-

priétaire, à leur égard en 1892, dans l'exposé des motifs du projet de loi qu'il avait déposé pour interdire aux étrangers le droit de prendre en fermage des terres :

« Les Roumains ne peuvent pas résister à la concurrence des fermiers étrangers, parce que dans les contrats ils respectent l'équité qui doit exister entre le travail et le capital, tandis que chez les étrangers ce sentiment n'existe pas. Ceux-ci ne pensent que s'enrichir à tout prix, disant : « Après nous le déluge ». Ils savent bien que nos paysans n'ont pas d'autre débouché pour leurs bras que l'agriculture, donc qu'ils peuvent leur imposer les plus lourdes conditions, surtout que la loi n'établit pas un maximum. »

Les étrangers choisissent leurs administrateurs parmi leurs conationaux ; par le fait, l'élément étranger augmente sensiblement dans les communes rurales.

On trouve dans les communes où les étrangers se sont établis la spéculation, l'usure et toutes espèces de maladies.

Le cœur vous saigne à voir comment ces étrangers, sous prétexte de faire travailler nos paysans, les maltraitent de mille façons. »

1. Théodor von der Goltz. *Agrarpolitik und Agrarwesen*, p. 32 et s.

tenir et surtout à augmenter tous les ans, lors de la formation du nouveau contrat, les anciennes obligations qui pesaient sur eux.

En *Valachie*, par exemple, ils augmenteront la dîme et le rusfet.

Le tableau suivant indique l'augmentation de la dîme :

Années	1/9	1/7	1/6	1/5	1/4	1/3	1/2	2/5	2/3	5/6	1/1	Total des Propriétés
1870	18	7	18	10	38	21	57	9	18	—	5	196
1906	—	—	—	—	2	11	46	—	21	1	116	
Proportion 0/0												
1870	9,2	3,6	9,2	5,1	19,4	10,7	29	29	9,2	—	2,5	100 0/0
1906	—	—	—	—	1	5,6	23	—	10,7	0,5	59	

(Enquête agricole. Augmentation des prix, p. VII.)

Il est facile de voir les gains que ces fermiers réalisent de ce chef. En évaluant à 80 francs le revenu net d'un hectare si la terre a 600 hectares, avec la dîme 1/3 (c'est-à-dire une partie de la récolte appartenant aux fermiers et deux parties aux paysans) le bénéfice net du fermier se chiffre par 16.000 francs.

Avec une dîme de 1/2 (moitié production au fermier, moitié au paysan), le bénéfice net est de 24.000 francs.

Avec une dîme de 2/3 (deux parties au propriétaire, une partie au paysan), le bénéfice est de 32.000 fr.

Donc par la seule augmentation de la dîme ils peuvent doubler leur profit.

Mais les fermiers sont allés plus loin.

Ils ont transformé la dîme proprement dite, dîme en récoltes, en **dîme par équivalence** (à tarla), c'est-à-dire que les fermiers ne prennent plus la dîme en nature, mais obligent les paysans à faire *des travaux sur leurs réserves* (1).

Par exemple, le fermier loue au paysan 10 hectares. Au lieu de lui prendre pour chaque quintal de blé 20 kilogrammes, il oblige le paysan à exécuter tous les travaux nécessaires sur quatre hectares. Ce contrat de travail tend à rapprocher le contrat de travail de la Valachie de celui de la Moldavie. Le fermier gagne à cette transformation ; le paysan y perd.

En effet, tandis que le système de dîme proprement dite, représentait une association entre les intérêts du propriétaire et ceux du paysan dans le système de dîme à tarla ces intérêts sont en opposition. Dans la dîme proprement dite, le fermier avait intérêt à ce que la terre du paysan fût bien travaillée, et en temps utile, car il prenait une partie de la récolte, tandis que dans la *dîme à tarla le fermier se désintéresse complètement de l'exploitation du paysan*, et les travaux que celui-ci doit faire sur la portion de terre prise en location de chez le fermier, entrent en *concurrence avec les travaux qu'il doit exécuter sur la tarla* (sur la réserve) *du fermier*. Le résultat sera que le paysan se voit forcé de négliger les travaux sur ses champs. Il verra les mauvaises herbes

1. La statistique des contrats, faite à l'occasion des réformes, nous montre que ce contrat de dîme a été employé pour la culture du blé : 44,8 o/o des propriétés. *Enquête agricole*. « Les contrats agricoles » p. 11.

étouffer son maïs, mais il ne pourra pas procéder au binage, car les travaux, sur la réserve du fermier, le réclament. Et ainsi il arrive pour tous les travaux qui ont par leur nature, en agriculture un caractère d'urgence.

Ce système de dime à *tarla* avantagait d'autant plus les fermiers, qu'ils pouvaient cultiver toute leur réserve et même l'augmenter par des défrichements, car ils avaient la main-d'œuvre gratuitement et en quantité suffisante, à leur disposition.

D'autre part, ils pouvaient plus facilement augmenter les travaux que la dime proprement dite, l'augmentation de la dime étant plus sensible pour les paysans.

En Moldavie l'augmentation des profits se faisait plus facilement. Dans cette région, le fermier se contentait dans la plupart des cas de sous-affermer la terre aux paysans.

La différence entre le prix de l'hectare payé par lui au propriétaire et le prix du sous-affermage constitue son gain sûr et sans aléa. Le moyen est tout indiqué : pour accroître son profit il n'a qu'à augmenter cette différence (1).

1. Quelle est la proportion de cette différence ? Le fermage payé par le paysan pour 1 hectare cultivé en maïs (plante cultivée surtout par les paysans roumains, car c'est avec la farine de maïs qu'ils préparent leur pain, la *Mamaliga*), est plus grand que la valeur locative de l'hectare, en Moldavie avec :

Nombre des propriétés	— 15 o/o	15 à 30 o/o	30 à 50 o/o	50-100 o/o	100-200 o/o	200-300 o/o	300-500 o/o	Total
	Proportion o/o des propriétés							
281	9,8	11,7	13,5	32,6	25,2	5,7	0,8	100

(Enquête agricole. Les contrats agricoles, p. IV.)

Or, pour faire produire un revenu à la terre de la façon que nous venons de voir, le fermier n'a besoin ni de capitaux ni de connaissances agricoles, car il exploite plutôt les hommes que la terre (1).

Donc n'importe qui peut être fermier. M. Mieltvacque (2) décrit le type de ce fermier d'une manière parfaite :

« Le fermier dans ce pays n'est pas agriculteur. C'est un homme de hasard, sans métier et que la chance a favorisé, un négociant grec qui abandonne le commerce des céréales, un courtier juif, un ancien domestique quelquefois protégé par ses maîtres, un contremaître ou un valet de ferme enrichi.

« Ignorant tout de la science agricole, il suffit, à ces fermiers, pour qu'ils se croient capables d'exploiter un domaine, de trouver les sommes nécessaires à inspirer confiance au propriétaire. Leur bail en poche est déjà une fortune. »

*
* *

Voilà notre homme, qui ne connaît rien à l'agriculture, à la tête d'une exploitation. Il a emprunté l'argent nécessaire au paiement du fermage à 10 ou 12 0/0 ; d'autre part son contrat n'est valable que pour cinq ans. Il doit

1. Son travail d'exploitation se réduit à surveiller l'exécution des contrats, à veiller à ce que les paysans engagés sur son domaine remplissent leurs obligations, payent leurs redevances et les dîmes, exécutent leurs corvées.

2. Marcel Mieltvacque : « La crise de la terre en Roumanie », art. paru dans la *Revue hebdomadaire*, n° 40, 41, 42 et 43, année 1907.

exploiter la terre et les hommes *en pillard rapace* pour rentrer dans son argent, payer les gros intérêts et pour se faire une fortune en même temps.

Son but n'est pas difficile à réaliser. *Les deux types de contrats agricoles existant en Roumanie se prêtent d'une façon parfaite à l'usure.* Comme nous l'avons déjà vu.

De plus, l'exploitation des paysans est possible également, en dehors du contrat agricole. Le fermier est une espèce de souverain féodal sur ses terres. Comme les seigneurs du moyen âge, *il a une armée, une police, une justice, une administration à lui.* Et ce sont là les instruments les plus nécessaires pour exploiter son domaine.

Dans sa maison le fermier a une chancellerie. Les comptables et les scribes dressent pour chaque paysan les rôles de ses contributions. Chaque paysan a sa partie dans le registre, comme dans les administrations financières.

Ne pouvant à lui seul surveiller les travaux agricoles sur son domaine, qui a des milliers d'hectares (1), le fermier a des aides, *tout un corps de gens à cheval.* Ces aides portent un nom pompeux venu de Byzance. Ils s'appellent *logophètes.*

Les subordonnés des logophètes portent le nom *d'is-pravniceï*, nom slave qui désigne encore aujourd'hui, en Russie, l'agent de police,

La police proprement dite est formée par une

1. Il existe en Roumanie des propriétaires qui possèdent jusqu'à 25.000 hectares dans la même localité.

petite armée. Cette petite armée est recrutée parmi les *Turcs d'Albanie*, connus par leur cruauté, qualité nécessaire, car ce sont eux qui veillent à la sécurité du territoire et surtout à la sécurité de la personne du propriétaire. Ce sont eux aussi qui doivent jeter l'effroi parmi les paysans, pour prévenir toute velléité de réclamation (1).

Si la garde que nous venons de décrire ou les logophètes et les *ispravniceï*, constatent un délit, par exemple trouvent des bêtes dans le blé ou pensent qu'un paysan a mal rempli sa tâche, ils portent la réclamation devant le fermier. Celui-ci est *partie et juge en même temps*, ce qui détruit toute garantie et engendre tous les abus.

Ainsi, des amendes énormes et très fréquentes prononcées par le *fermier-juge*, pour des délits imaginaires quelquefois, viennent s'ajouter sur le compte des paysans aux redevances et aux dîmes.

Mais les abus ne s'arrêtent pas ici. Ils se transforment en injustice, voire même en vols à l'occasion de la distribution des terres aux paysans.

Ce sont les logophètes qui mesurent et distribuent sur le terrain, l'étendue louée par chaque paysan. Les logophètes donnent aux paysans des terres de *qualité inférieure*. Quant à celles de bonne qualité, ils les gardent pour la réserve du fermier.

Mieux encore : les logophètes reçoivent l'ordre du

1. Sur les horreurs commises par ces Turcs, voir les cas cités par M. le député Schilleru. Séance à la Chambre des députés du 9 janvier 1908.

fermier de faire l'hectare petit, ce qui veut dire de *tricher lors de la mensuration des terres* (2)

Les paysans reçoivent donc toujours moins qu'il ne leur est dû par le contrat. Au lieu d'un hectare, ils ne reçoivent que trois quarts d'hectare. Ils se rendent fort bien compte de ce vol, mais sans pouvoir s'y soustraire, car s'ils n'acceptent pas cette mensuration le fermier ne leur donne pas la terre nécessaire à leur existence.

Ces procédés de mauvaise foi sont employés avec succès pendant tout le cours de l'exploitation, à l'occasion de tous les travaux agricoles. Au moment de la moisson, par exemple, les aides du fermier (logophètes et ispravniceï) déterminent pour chaque paysan la partie de la réserve sur laquelle il exécutera les travaux dont il est redevable au fermier. Cette fois ils feront l'hectare grand (1).

Le fermier a encore d'autres nombreuses occasions pour voler le paysan. La principale c'est *la liquidation*, le règlement de comptes entre lui et les paysans engagés sur sa terre.

1. Cette opération est considérée comme la plus importante des attributions des logophètes. On dit couramment que les logophètes méritent leur salaire, parce qu'ils procurent sur cette opération beaucoup de bénéfice au fermier.

2. Le juge qui a instruit les révoltes du nord de la Moldavie, dit dans son rapport : « Qu'un fermier avec l'aide de son personnel pourrait par une mensuration fausse diminuer le prix de la main-d'œuvre et élever le prix du terrain qu'il loue au paysan, de 20 0/0 au moins ». Cf. Rapport du juge d'instruction Erbiceano. Revue *Dreptul*, numéro du 9 décembre 1907.

La liquidation se fait d'habitude pendant les fêtes de Noël. Il est de règle qu'on remette au paysan des reçus contre tout travail fait : des reçus qui portent deux mains ouvertes, quand il s'agit d'un simple jour de travail, une tête de bœuf si le paysan est venu avec sa charrue ou son charriot, des reçus avec des images parlantes, car les paysans ne savent pas lire.

Mais cette règle n'est pas observée. Le travail dans les campagnes roumaines finit tard, souvent à neuf heures du soir. La chancellerie est loin, les paysans sont nombreux et pressés de rejoindre leur maison qui se trouve à bonne distance, d'abord, parce qu'ils ont faim, et ensuite parce qu'ils sont fatigués et doivent revenir au travail le lendemain dès l'aube. Par le fait, lors de la liquidation, le paysan, quoique ayant exécuté tout le travail auquel il s'était engagé, se trouve cependant encore débiteur d'une partie de ses corvées. C'est que le fermier l'a volé, abusant de son ignorance et de sa bonne foi.

Ainsi il reste, à la fin de l'année, un solde en faveur du fermier.

Les contrats prévoient des prix pour les travaux non effectués par les paysans. Ces prix sont *bien au-dessus des prix courants habituels* (1).

1. Le tableau suivant nous indique de combien ces prix, considérés comme clause pénale, dépassent les prix courants :

Numéro des contrats contrôlés	Égaux	15 o/o	15 à 25 o/o	25 à 50 o/o	50 à 75 o/o	75-100 o/o	100-200 o/o	Au-dessus de 200 o/o
580	11,4 o/o	8,3 o/o	13,9 o/o	19,2 o/o	14,4 o/o	14, . o/o	14,50/o	3,5 o/o

(Enquête Agricole : Les Contrats Agricoles, p. VI).

Mais comme le paysan n'a pas de numéraire, il *s'acquitte en nature*. C'est alors qu'un nouveau vol est commis par le fermier. Le paysan au fond des campagnes n'a aucune idée du cours des céréales ; c'est le fermier qui fait le cours arbitrairement, très bas. De ce fait, le solde en faveur du fermier sera encore augmenté. Le paysan ne pourra pas le payer intégralement, d'autant qu'il a aussi d'autres dettes envers le fermier. Le fermier et le cabaretier, qui, le plus souvent, est son préposé, sont les usuriers de la localité (1).

C'est au fermier que les paysans empruntent de l'argent lorsqu'ils en ont besoin. Ils leur prennent de forts intérêts (2) ou plutôt leur font *des avances en vue de la prochaine campagne agricole*, surtout au mois de février où les provisions des paysans s'épuisent.

Le fermier s'assure *dès l'hiver* le travail nécessaire à *un prix réduit*, le paysan à ce moment étant acculé à la misère. Le tableau suivant nous montre de combien les prix fixés dans des contrats agricoles sont inférieurs aux prix courants :

1. « L'usure, dit M. Mielvacque, dans son excellente étude, est si habituellement et traditionnellement pratiquée que tous y ont acquis un merveilleux talent. L'ingéniosité de ces usuriers étonnerait Balzac lui-même qui a cependant inventé ces types immortels, Gobsek et Grandet. » N° 40, octobre 1907.

2. M. Agricola. *L'Usure dans les Campagnes roumaines*. M. Rosetti cite des cas où le paysan paye 45 o/o pour quelques mois seulement. *op. cit.*, p. 525.

Nombre des cas contrôlés	Égaux	15 o/o	15 à 25 o/o	25 à 50 o/o	50 à 75 o/o	Au-dessus de 75 o/o
Proportion 0/0 des cas						
1265	39,7 o/o	5,3 o/o	15,3 o/o	20,6 o/o	5,9 o/o	13,2 o/o (1)

(Enquête agricole. Les contrats agricoles, p. VI).

De la sorte, son travail étant mal rémunéré, le paysan ne peut jamais rembourser intégralement sa dette, qui s'accroît sans cesse. D'abord, sa récolte est insignifiante même dans les années d'abondance, qui sont rares (2). Quant aux gains supplémentaires il n'en a pas.

De plus, il ne travaille que cinq mois par année et le produit de son travail doit suffire à la fois à son entretien, à celui de sa famille et au paiement de lourds impôts (1).

1. En Moldavie 32 o/o.

2. Rendement par hectare

Années	Blé	Maïs
	Hectolitres	
1906	18,3	20,7
1907	8,1	9,9

(La statistique agricole pour 1907)

1. Les paysans forment la majorité (96 o/o) des contribuables du pays. Ils fournissent donc la part la plus considérable du budget dont les chiffres dans la dernière moitié du XIX^e siècle ont de beaucoup augmenté.

Lors de la liquidation, sa dette est reportée. Le fermier tient donc également, de ce chef, le paysan toujours à sa discrétion.

Cette dépendance du paysan vis-à-vis du fermier est devenue encore plus étroite par la formation des Trusts, c'est-à-dire par la concentration sous une même direction de l'exploitation de plusieurs grandes propriétés, le plus souvent contiguës.

La raison est facile à comprendre. Les trusts réunissant dans leurs mains des milliers d'hectares possédaient un *véritable monopole de fait* (1). Les paysans furent obligés de subir leurs conditions, qui étaient devenues d'autant plus dures que les trusters, pour arriver à l'accaparement des terres à louer, avaient offert aux propriétaires des prix de fermage qui défiaient toute concurrence et montaient jusqu'à 72 fr. 90 l'hectare.

Cette hausse artificielle des fermages se répercuta plus que proportionnellement sur les paysans. (2).

En effet, le budget de l'Etat roumain est passé de 59 millions en 1866 à 237 millions en 1907. Il y a lieu d'ajouter que pour l'évaluation du revenu foncier de la propriété paysanne, l'administration du fisc commet certaines injustices. Par exemple, le revenu imposable pour l'hectare a été évalué, lors du recensement de 1905, à 37 fr. 35 pour la petite propriété de moins de 10 hectares, tandis que le revenu de la grande propriété l'était à 26 fr. 16. Or, il y a là une criante injustice car les statistiques officielles elles-mêmes montrent que la petite propriété produit moins que la grande. (Pour plus de détails. Voir Braesko, *op. cit.*, p. 209 et s.).

1. En 1905, le trust Fischer possédait 159.300 hectares, pour lesquels il payait 3.441.343 francs de fermage annuel. Creanga, *op. cit.*, p. 83.

2. Cf. tableau p. 54, note 1.

D'autre part, le législateur lui-même, par les lois sur les contrats agricoles, avait mis le paysan à la discrétion du fermier, voire même du propriétaire. Sans nous reporter à la loi de 1872 qui ordonnait la contrainte corporelle, nous pouvons dire que même les lois postérieures avaient tendu à procurer aux propriétaires ou fermiers des moyens simples d'exécution et de saisie, si simples et si sommaires que le paysan se voyait toujours à la merci de son maître.

Il est vrai qu'on trouve aussi dans ces lois de nombreuses dispositions en faveur des paysans, *mais elles n'ont jamais été appliquées* (1).

En effet, comme nous l'avons vu, l'arbitre en cas de conflit et l'organe d'application de la loi c'était le maire. Celui-ci, pauvre paysan, se trouvait placé entre un puissant propriétaire ou fermier et un autre paysan comme lui. Il lui était moralement impossible de donner raison à ce dernier contre le propriétaire ou fermier, à qui il devait son élection et divers avantages matériels, notamment la terre qu'il cultivait.

Il y avait donc, pour le paysan, un *régime de fait abusif et exploiteur*, à côté d'un régime de droit, assez supportable.

Personne n'a mieux résumé les abus auxquels les lois

1. Toutes les monographies le constatent, et même le contenu des contrats existants nous le prouve. Voir notamment : *Enquête Agricole*.
« Les contrats agricoles en vigueur pendant l'année 1906. »

des contrats agricoles livrent les paysans que M. Basile Kogalniceano (1) fils de l'auteur de la loi rurale de 1864.

« Les paysans reçoivent d'habitude » dit M. Kogalniceano « une portion de terre plus petite que celle que les propriétaire ou fermiers sont obligés à leur donner conformément aux contrats, et en même temps ils reçoivent la terre de la plus mauvaise qualité, qui se trouve dans la propriété.

« Cette terre ne leur est cédée que pour une année seulement, de sorte qu'ils ne peuvent pas y faire d'amélioration, ni employer dans leur exploitation les assolements nécessaires.

« Comme loyer de la terre qu'ils reçoivent, les paysans sont astreints à différents travaux sur la réserve des propriétaires ou fermiers.

« De plus, *sous le titre de rusfet*, ils sont obligés de faire tous les travaux nécessaires sur quelques hectares de la réserve. Tous les travaux dont les paysans sont redevables vis-à-vis du propriétaire ou fermier, ils sont obligés de les exécuter avant leurs propres travaux qui restent dès lors en souffrance.

« Il faut ajouter au loyer et au rusfet d'autres obligations : des *transports*, des *redevances en nature* : poulets, légumes, produits alimentaires, — *diffé-*

1. B. M. Kogalniceano, *La Question paysanne*, p. 84.

rentes taxes : taxes des gardes (1), de passage, etc. (2).

« Lors de l'opération du prélèvement de la dîme, les paysans sont objets des nouveaux abus :

« Si le propriétaire ou le fermier sont occupés, la récolte des paysans reste sur les champs, exposée à toutes les intempéries et à tous les vols (3). »

*
* *

Nous avons donc eu raison de dire au début que *les paysans n'ont rien gagné à la loi de 1864 et que le régime du servage n'a été supprimé qu'en droit*. En fait, sa situation est devenue pire.

En effet, le paysan était libre après 1864 et ne devait ni services ni redevances. Mais il avait perdu son droit à la terre et le soutien du propriétaire dans les temps de misère et dans toutes les atteintes du malheur. Au-paravant, son existence et celle de son bétail étaient assurées ; avec le nouveau régime, auquel il n'était pas préparé, il s'est trouvé livré sans défense à la rapacité des fermiers.

1. M. Creanga a calculé, en examinant divers contrats, le gain que les fermiers retirent de cette taxe. Pour 1.000 hectares reçus les paysans paient 3.070 de taxe pour les gardes, tandis que les gardes champêtres ne reçoivent que 150 francs comme salaire.

2. Il y a de nombreuses *taxes absolument arbitraires*, par exemple des taxes pour dédommager les propriétaires ou fermiers des pertes causées par les destructions des corbeaux et des souris.

3. Lors de la révolution de l'année dernière, on a constaté qu'au mois de mars la récolte des paysans était toujours sur les champs. Voir *Journal Officiel* du 25 août 1907. Annexe 37.

Il vend son travail pour des prix de famine et prend la terre en fermage pour des prix exorbitants. Le résultat de ce nouveau régime est que les paysans, à la fin de l'année, enregistrent toujours des déficits.

Dans la culture du maïs, l'Enquête Agricole entreprise l'année dernière, fait ressortir que sur 83,7 0/0 du total des propriétés étudiées, le déficit moyen des paysans est de 52, 14 fr. à l'hectare ; sur 0,8 0/0 de propriétés ils n'ont aucun bénéfice, et c'est seulement sur 15 0/0 des propriétés qu'ils réalisent un bénéfice moyen de 20 fr. 14 par hectare (1).

« Le paysan roumain » dit M. Sterc (2), « travaille beaucoup plus aujourd'hui qu'autrefois (3). Grâce à son travail le pays peut aujourd'hui exporter six fois plus de céréales (4), et pourtant le paysan n'a en rien profité de cette augmentation de travail et de productivité ; au contraire, il se trouve dans un état de plus en plus misérable. »

1. *Enquête Agricole* « Les contrats agricoles », p. XXII.

2. M. Sterc, professeur à la Faculté de droit de Jassy. — *Chronique interne Viata Romanêsa*. N-11 1906.

3. En 1860 les terrains cultivés en céréales occupaient 19,91 0/0 de la surface totale du pays. En 1906 ils occupent 46,80 0/0 de la surface totale du pays.

4. En 1906 la valeur de l'exportation des céréales a atteint le chiffre de 405.411.135 francs ou 4/5 de l'exportation totale du pays. En 1866 la Roumanie a exporté 547.608 tonnes de céréales, tandis qu'en 1906, elle a exporté 3.281.173 tonnes.

(*Le Commerce extérieur de la Roumanie en 1906* et L. Colesco, *Les Progrès économiques de la Roumanie*.)

Une preuve éclatante de la misère où se trouve les paysans roumains, nous l'avons dans le fait que tous les deux ou trois ans l'Etat se voit forcé de leur distribuer le maïs nécessaire à leur existence. En Roumanie, la famine est quelque chose d'endémique (1).

L'exaspération à laquelle la situation, que nous avons décrite, devait conduire les paysans était prévue par tous les hommes politiques et économistes du pays.

Je ne citerai que ceux qui se sont prononcés à ce sujet, en ces derniers temps.

M. A. C. Cuza, professeur d'économie politique à la faculté de Jassy, écrivait en 1895 (2) :

« Le paysan, habitant des maisons insalubres, mal vêtu et mal nourri, vit dans une complète ignorance, livré à une exploitation inhumaine. »

Et il conclut en analysant les abus dont souffrent les paysans :

« Les révoltes de 1888 et de 1893 pourront se reproduire, si la classe des propriétaires et des fermiers continue à abuser de sa position. »

Et son collègue de Bucarest, M. le professeur N. Basilescu, dans son ouvrage de 1904, *Talpa Terei*, s'est prononcé dans le même sens : « Le paysan roumain, contraint par la faim et se voyant exposé à mourir avec sa famille, se vend sans condition au propriétaire ou plus exactement au fermier, pour se procurer un morceau de pain. »

1. D. A. Sturza, *Annales de l'Académie Roumaine*, XXIII, p. 33 et s.

2. A. C. Cuza, *Les Paysans et les Classes dirigeantes*. Jassy, 1895.

« Il y a un *volcan qui frémit sous nos pieds*. La Roumanie bénéficie aujourd'hui d'une douce paix, mais il ne faut pas se faire illusion, car le volcan n'est pas éteint; il se prépare seulement à faire éruption. Le jour viendra où le feu dévorera les palais, les magasins à céréales et tout ce qui appartient aux exploiters des paysans. Ce jour-là le sang coulera à profusion en Roumanie. »

Plus récemment encore *M. Haret*, ministre de l'Instruction publique, dans son ouvrage de 1905 : *La Question paysanne*, soutenait la même thèse.

« La question paysanne a toujours eu une importance capitale dans notre pays, mais à l'époque actuelle, elle a pris un caractère menaçant. J'ai pu constater par moi-même qu'elle doit *s'imposer de toute urgence* aux préoccupations de nos hommes d'État. »

M. le député C. Stere d'autre part, dans une série d'articles publiés dans la revue « *la Vie Roumaine* » démontre d'une façon scientifique les conditions d'existence des paysans, la situation agraire et le cataclysme qui menace la Roumanie (1).

Enfin, dans une discussion particulière, que nous avons eue, au mois d'octobre 1906 avec *M. Saulesco*, professeur des Finances à la Faculté de Droit de Bucarest, ancien secrétaire général du ministère des Finances, il nous disait :

« Si le Gouvernement ne présente incessamment de

1. Voir *Viata Romanëscă* : années 1906-1907 notamment « Chronique Interne », « Pays de Latifundia. » Piémont roumain. Fischerland, etc. »

réformes agraires, la question agraire sera solutionnée par une épouvantable jacquerie. »



Les prévisions de tous ces hommes politiques et économistes se sont malheureusement réalisées au printemps de l'année 1907.

Comment se fait-il donc, quoique tout le monde fût d'accord sur l'état misérable des paysans, que les gouvernements qui se sont succédé à la tête des affaires publiques n'aient pas présenté des réformes en leur faveur et aient attendu une révolution pour les accomplir ?

La première cause de cette anomalie apparaît dans le *régime politique de notre pays*. Les paysans ne nomment que 38 députés sur 180 et comme le *vote* est *indirect* et qu'ils n'ont pas encore l'éducation politique requise, les 38 députés ne sont pas en réalité les représentants de leurs intérêts.

Il y a plus : La majorité des membres du Parlement sont des propriétaires, voire même des fermiers, car en Roumanie la représentation nationale est élue selon le mode censitaire et la seule fortune dans ce pays c'est la terre.

Il est facile de comprendre que devant un Parlement formé de la sorte, aucun Gouvernement n'ait eu le cou-

rage de présenter des réformes en faveur des paysans, destinées à être rejetées (1).

D'autre part, le gouvernement même, sous la pression d'autres questions à l'ordre du jour (en 1899 la crise financière, en 1904 la réforme du régime douanier), négligea la question agraire. L'unique mesure salubre votée par le Parlement, la loi de 1904 en faveur des associations paysannes, est due à l'initiative parlementaire.

De plus, une réforme sérieuse et radicale ne pouvait être accomplie, car il manquait les matériaux nécessaires, aucune enquête n'ayant jamais été faite pour projeter la pleine lumière sur la question agraire (2).

Pendant ce temps le mal s'aggravait, les mécontents augmentaient. « Tout œil observateur, » dit M. Radu Rosetti (3) « qui a suivi les changements accomplis dans l'état d'âme du paysan roumain, surtout après la guerre d'indépendance de 1877, a été forcé de constater l'existence et l'augmentation presque journalière des mécon-

1. Ainsi en fut-il pour la Caisse rurale de 1897, destinée à faciliter aux paysans le moyen de se procurer l'argent nécessaire pour l'achat des terres.

2. L'ignorance de la question était si grande que le ministre des Domaines affirma au Sénat, le 18 février 1906, que la propriété au-dessous de 10 hectares a une étendue de 4.547.000 francs, tandis que la propriété au-dessus de 100 hectares a une étendue de 1.787.000 hectares.

Or aujourd'hui il est établi que la petite propriété ne possède que 3.810.645 hectares, tandis que la grande propriété possède 3.810.351 hectares, sans y compter les forêts.

3. Radu Rosetti. *Pourquoi les Paysans se sont-ils révoltés ?* Bucarest, 1907, p. 624.

tentements, qui devaient se manifester par des révoltes. »

Le juge qui a instruit les révoltes dans la région où elles éclatèrent d'abord, constate chez les paysans « *une prédisposition permanente à la révolte* ».

En effet, des troubles eurent lieu, en 1888, qui amenèrent la loi de 1893 sur les contrats agricoles ; en 1894, à l'occasion de l'application de la loi sur les enclos plantés des pruniers ; en 1900, lors de l'application de la loi pour l'établissement et la perception de la taxe de consommation sur l'eau-de-vie.

D'autre part, on constatait depuis quelques années une *tension permanente des rapports entre les paysans et les propriétaires* ; déjà, en 1904, dans quelques districts, les paysans demandèrent la diminution de la dîme et réclament des contrats moins onéreux. Leurs demandes ne furent pas satisfaites. Au contraire la dîme allait en augmentant et les conditions empiraient de plus en plus, comme nous l'avons vu.

Une révolution était fatale.

Les troubles commencèrent à la fin de février 1907, dans le nord de la Moldavie, *sur la propriété Flâmândi, tenue en fermage par le trust Fischer*, fait qui doit retenir notre attention. Les paysans allèrent en groupes compacts à la mairie, et là, protestèrent paisiblement contre la cherté de la terre qu'ils prenaient en fermage et contre les conditions trop onéreuses que le fermier Fischer leur imposait.

Les paysans demandaient qu'on leur donnât la terre

en sous-location à un taux de 25 francs la falce (à peu près 1 Ha. 1/2). Ils demandaient encore que le fermier fût obligé de faire des mensurations exactes. En un mot, les revendications des paysans étaient de nature économique.

La révolte avait donc un caractère purement agraire, tendant au changement des contrats et à la réduction du prix des fermages.

Voici comment le journal *le Temps* explique et apprécie les revendications paysannes :

L'agitation des paysans moldaves n'est qu'un incident du procès agraire qui se déroule devant l'opinion publique roumaine. Depuis quelques années, la vente de la terre accuse dans ce pays une hausse énorme que ne justifient pas les conditions économiques ou le progrès de l'agriculture. L'augmentation du triple est imputable aux surenchères de fermiers venus de Bucovine ou de Russie, *tous israélites*.

L'égoïsme des propriétaires est jugé d'autant plus sévèrement que bon nombre d'entre eux habitent constamment l'étranger où ils dépensent leurs revenus, et n'ont même jamais vu les terres dont ils livrent les habitants à une exploitation inhumaine. Il va de soi que tout le poids de ce renchérissement retombe sur le paysan qui sous-loue actuellement 70, 80 et 90 francs (1) l'unité de superficie (falce, 1 Ha. 1/2) qu'il payait autrefois de 40 à 50 francs tout au plus.

1. On a même vu ce taux s'élever jusqu'à 125 francs.

En tant que manifestation, en dehors des désordres qu'ils blâment et redoutent, tous les Roumains, sans distinction de parti, les propriétaires et fermiers intéressés exceptés, approuvent les revendications des paysans moldaves. Ils demandent qu'un terme soit mis dans le plus bref délai aux abus des trusts de fermiers qui désolent la Moldavie et commencent à s'étendre à la Valachie (1).

On voit d'ici combien tendancieuses étaient les versions qu'il y avait en Roumanie un mouvement antisémite.

Les troubles ne tardèrent pas à se communiquer aux autres propriétés tenues en fermage par le trust Fischer et un autre, le trust Juster, dans le même district de Botosani (2), puis ils s'étendirent dans d'autres localités.

« Dans celles de ces localités où les fermiers étaient présents et cédèrent aux revendications des paysans, ces derniers se retirèrent aussitôt. Mais dans celles où soit les fermiers, soit les propriétaires ne voulurent pas céder, les paysans se livrèrent à des actes de destruction : Ils brisèrent les vitres, détruisirent les chancelleries, mirent le feu aux registres des contrats agricoles qui s'y trouvaient et, dans quelques localités, même aux magasins des céréales (3). »

1. Le *Temps*, n° 16705, 5 mars 1907.

2. Le district de Botosani est le district où les trusts possèdent les plus grandes étendues. Ainsi : trust Fischer 32.000 hectares et trust Juster, 7.200 hectares.

3. Rapport du juge d'instruction Vespasian Erbiceano publié dans la revue *Dreptul* du 9 décembre 1907.

L'armée intervint, il y eut beaucoup de morts, ce qui, d'ailleurs ne calma pas les paysans.

La révolte s'étendait, si bien que le 8 mars toute la Moldavie était en révolution.

Le 9 mars, des révoltes éclatèrent au delà de Milcov dans la Valachie, *preuve qu'il y avait une cause générale de misère* (1).

Les révoltes atteignirent leur paroxysme dans les districts de Vlasca, Teleorman où l'artillerie fut forcée de bombarder les villages.

Le mouvement dégénéra dans le district de Dolj et Méhédintz, et prit le caractère anarchique d'une vraie jacquerie. Des propriétaires furent tués, des maisons brûlées, des instruments aratoires détruits.

Sur ces entrefaites, le gouvernement conservateur présenta au roi sa démission. Il fut remplacé le 12 mars, par un gouvernement libéral que préside M. D. A Sturza.

Une proclamation, *au nom du roi*, fut faite par le nouveau gouvernement dans laquelle on promettait des réformes aux paysans (2). En même temps le Parlement

1. Ce ne fut qu'en Dobroudja (la province gagnée pour la guerre de 1877) que la population demeura calme, quoique dans cette province il y eût beaucoup de Bulgares, élément connu comme très facilement inflammable. *Le fait s'explique par la situation favorisée du paysan dans cette région.* En effet, en Dobroudja, chaque chef de famille possède en moyenne 9 hectares. C'est dans cette province que la propriété moyenne (10 à 100 Ha.) est le mieux représentée (36.61 o/o de l'étendue totale de la propriété moyenne du pays, quoique la Dobroudja ne représente que 11, 38 o/o de la surface du pays entier).

2. Voir l'Avant-Propos.

approuva les mesures prises par le gouvernement libéral pour réprimer la révolution et, dans un bel élan de patriotisme, vota plusieurs lois, notamment :

1^o Une loi pour la suppression de la taxe d'assurance contre la sécheresse, taxe très impopulaire, nommée par les paysans « l'Impôt de famine » ;

2^o Une loi pour la suppression de la taxe sur le vin, sauf celle perçue en faveur de la commune ;

3^o Une loi pour la revision du recensement, en ce sens que le revenu de la petite propriété soit considéré comme égal à celui de la grande propriété ;

4^o Une loi d'après laquelle les terres de l'Etat et des institutions publiques ne pourront être affermées qu'aux paysans.

Le 20 mars, la paix était rétablie.

De nouvelles élections eurent lieu.

Le nouveau Parlement, élu sur la base du manifeste royal, avait comme principale tâche le vote des réformes en faveur des paysans.

Personne n'osait plus contester, en présence de la cruelle réalité, le droit de l'Etat d'intervenir dans les rapports entre les propriétaires ou fermiers, d'un côté, et paysans, de l'autre côté.

Une *commission parlementaire* fut chargée de l'étude et de la préparation des lois agraires. En même temps M. Creanga, ancien directeur de la statistique au ministère des Finances, connu pour ses travaux dans la ques-

tion agraire, fut chargé de procéder à une enquête, qui devait porter :

1° Sur les contrats agricoles en vigueur dans les différentes régions du pays ;

2° Sur l'augmentation du fermage et des prix agricoles dans la période de 1870-1906 ;

3° Sur le nombre des paysans ayant loué leurs propriétés ;

4° Sur les allègements accordés par les propriétaires et fermiers après la Révolution.

Se basant sur cette enquête, le Gouvernement rédigea ses propositions de réformes, qui furent discutées et votées pendant la session de novembre 1907-mai 1908 (1).

J'exposerai dans la première partie de mon travail les trois principales lois votées, qui touchent à la situation économique du paysan et *visent l'amélioration matérielle de son sort*, à savoir :

1° La *loi sur les contrats agricoles* ;

2° La *Caisse rurale* ;

3° La *loi limitant le droit de fermage* (2).

1. Dans la même session on vota également la réforme de la justice populaire, en instituant des juges ambulants, et la réforme de l'organisation des communes rurales et de la gendarmerie.

2. On a également voté une loi décrétant le *monopole de l'alcool* dans les communes rurales. Cette loi *créé un monopole de la vente au détail* dans les communes rurales seulement.

Le droit de tenir cabaret doit être acheté à l'adjudication publique. Les revenus du monopole appartiennent à la commune qui doit leur donner une destination spéciale : améliorations morales, intellectuelles et économiques pour la commune.

D'autre part, la loi prend des mesures contre l'ivresse.

PREMIÈRE PARTIE

Exposé de la Réforme

LIVRE I

La Loi sur les Contrats agricoles

La première loi votée (1) fut celle qui réglementait les contrats de travail ou de fermage intervenus entre les propriétaires ou fermiers et les paysans.

On a vu, dans l'Introduction, qu'au lendemain même de l'émancipation des paysans, le Parlement avait senti le besoin de ne pas laisser le contrat de travail agricole régi par le droit commun, et qu'à cette fin il avait voté une loi spéciale.

Cette loi avait surtout favorisé les propriétaires, auxquels elle assurait l'exécution des travaux de la part des paysans. Dans le même but et plus accentué encore,

1, Promulguée le 23 décembre 1907.

était intervenue la loi de 1872. Puis entrant dans une nouvelle voie par la loi de 1882, le législateur cherche à protéger également les droits des paysans. Dans la loi de 1893, cette protection s'accroît.

Enfin, la loi que nous allons étudier complète l'évolution en ce sens, et l'on peut dire qu'elle a eu pour but unique, d'assurer la protection des paysans contre les abus des propriétaires ou fermiers.

« C'est une loi destinée à garantir la liberté du paysan lors de la conclusion du contrat agricole, une loi pour l'émancipation de son travail (1). »

De ce point de vue elle fait partie de la législation ouvrière européenne, qui cherche à réglementer le contrat de travail, qui cherche à protéger le plus faible vis-à-vis du plus fort. Son importance considérable ressort de cette constatation qu'elle réglemente le travail de 82 0/0 de la population du pays.

CHAPITRE PREMIER

Dans le premier article, la loi spécifie quels sont les contrats qui bénéficieront du régime spécial institué par elle.

1. Discours de M. le député B. Missir. Séance Chambre des députés, 12 décembre 1907.

Article 1. — Tombent sous l'empire de cette loi :

Les contrats agricoles suivants, passés entre les propriétaires ou fermiers, d'un côté, et les paysans travailleurs de la terre, de l'autre :

a) Les contrats, soit en argent, soit en dime, par lequel un chef de famille acquiert une étendue moindre de 20 hectares, pour l'employer en labour, prairies ou pâturages.

Sont exceptées les cultures maraichères, de tabac et de melon ;

b) Les contrats pour les pâturages des bêtes, jusqu'à concurrence de 6 bêtes à cornes et 10 têtes de petit bétail pour chaque famille (5 têtes de petit bétail, moutons, chèvres, étant comptées pour une bête à cornes) ;

c) Les contrats par lesquels le paysan s'engage à exécuter à la journée ou à la tâche, les travaux agricoles ci-après : le labourage, les semailles, le hersage, le cylindrage, le binage, la moisson, le fauchage, la cueillette des fruits, le sarclage, la récolte, le battage du blé, le transport du foin à l'endroit où l'on garde les meules de foin, transport des céréales à l'aire, aux magasins, aux débarcadères (ports et stations de chemin de fer), travail des vignes, ou tous autres travaux relatifs à la culture de la terre.

(Cette énumération est seulement énonciative.)

La loi, on le voit, réglemente toute l'activité du paysan, le contrat de fermage aussi bien que le contrat de travail.

Il n'y a donc pas une heure, pas un jour où elle ne touche à l'activité de la population rurale.

CHAPITRE II

L'article 2 de ce chapitre dispose que le propriétaire ou fermier ne pourra donner de terre en fermage aux paysans pour la culture des céréales ou pour prairie, qu'exclusivement contre de l'argent ou contre une partie de la récolte (dîme).

Néanmoins, sur la même propriété les paysans peuvent s'engager par le même contrat, à payer le prix du fermage en argent ou en nature, à condition que le contrat précise la portion pour laquelle le paiement a lieu en argent, ainsi que celle pour laquelle il a lieu en nature.

C'est là une disposition très salulaire, en ce qu'elle rend les contrats très clairs, et permet aux paysans de savoir à quoi ils s'obligent.

Article 3. — La dîme à tarla (par équivalence en travaux) — qui, nous l'avons vu, provoqua tant d'abus, — est interdite. La dîme à tarla était un échange entre la terre et le travail, un troc donc.

Et comme il n'intervenait jamais de commune mesure, le paysan était dans l'impossibilité d'apprécier si ces deux prestations étaient équivalentes.

Par le fait, le plus souvent il payait un prix de fermage excessif, tandis que son travail était mal rémunéré.

En outre, pour supprimer les fraudes, le législateur dispose, dans le dernier alinéa de l'article, que le paysan pourra s'acquitter, par des travaux exécutés pour le propriétaire, du prix du fermage stipulé en argent, *mais dans ces cas un nouveau contrat doit intervenir entre les deux parties.*

Article 4. — Dans cet article la loi réglemente la question du *prélèvement de la dîme*. Elle prescrit que l'opération du prélèvement doit commencer, au plus tard, *quinze jours après que la récolte est arrivée à maturité, et qu'il doit se continuer sans interruption.* « En tout cas », dit l'article, « la récolte ne pourra rester dans les champs plus de quinze jours pour les oléagineux, vingt jours pour le maïs et trente jours pour les autres céréales. » (Art. 4.)

En cas de retard, qu'il provienne du propriétaire fermier ou du paysan, le prélèvement doit être fait d'office par le sous-préfet, assisté de deux conseillers municipaux.

L'article détaille la procédure à suivre.

Le fermier ou le propriétaire ne pourra pas empêcher le paysan d'enlever sa récolte en lui opposant d'autres dettes qui ne proviendraient pas du contrat de fermage. (Art. 5.)

Si le paysan ne paie pas au terme fixé le fermage

convenu, le secrétaire de la commune, sur requête du propriétaire ou fermier, saisira la récolte. (Art. 8.)

Mais, pour garantir le paysan contre l'arbitraire du maire et du propriétaire ou fermier, la loi oblige ces derniers, même au cas où le paysan ne fait pas opposition à la saisie, d'aller devant le juge de paix qui devra se prononcer dans le délai de cinq jours sur la légitimité de la saisie.

C'est également le juge qui fixe le prix auquel commencera la vente.

Pour garantir le fermage, la loi (art. 8), dispose qu'il est privilégié, même contre le fisc.

CHAPITRE III

Le troisième chapitre a pour objet *la création du pâturage communal et le droit de pâturage en général* et se divise en deux sections.

La première section dispose la création des pâturages communaux.

Quelle a été la raison pour laquelle la loi a décidé la création des pâturages communaux ?

« Pour empêcher l'apparition de clauses usuraires dans les contrats agricoles, le législateur a cherché d'abord à assurer la liberté réelle du paysan, par la création des pâturages communaux. Le paysan aura, par le fait, la

possibilité de nourrir sa vache et ses bêtes de trait, sans être forcé, comme auparavant, d'accepter de ce chef les conditions imposées par le propriétaire ou fermier (1). »

Les principes que la loi établit pour la création des pâturages communaux sont les suivants :

A. — *L'étendue du pâturage doit être proportionnelle au nombre des bêtes de la commune* et de hameaux attenants sans que néanmoins la proportion de bêtes à cornes dépasse le nombre de 6 par chaque famille. (Art. 11.)

B. — En tous cas le pâturage doit être assez étendu pour pouvoir nourrir un nombre de bêtes égal à celui qu'on obtiendrait en comptant 3 têtes de gros bétail pour chaque famille, ou 4 bêtes par hectare.

C. — On ne demande au propriétaire qu'un sacrifice du huitième de l'étendue de sa propriété.

Ce huitième est considéré par rapport seulement à l'étendue cultivable (art. 12) (2).

De plus, seuls les possesseurs de propriétés sur lesquels habitent les paysans qui ont reçu de la terre en 1864, sont invités à faire ce sacrifice. (Art. 11.)

Des pâturages communaux seront créés *uniquement sur les terres qui dépassent 300 hectares*. Au cas extrême s'il n'y a pas de terre ayant une étendue de 300 hec-

1. Exposé des motifs de la loi. *Journal officiel*, 21 décembre 1907.

2. Pour les propriétés de l'Etat, des institutions de bienfaisance ou autres personnes morales, la limite est portée au cinquième de l'étendue. (Art. 20.)

tares, des pâturages pourront être constitués sur des propriétés d'une étendue inférieure à 300 hectares, mais supérieure en tout cas à 150 hectares.

L'achat se fera à l'amiable. (Art. 12.)

La terre que l'on veut destiner à la création du pâturage ne doit pas être distante de l'emplacement du village de plus de 3 kilomètres, et doit être propre à cette création. (Art. 10.)

Sur ces bases, les propriétaires présenteront des offres aux communes respectives jusqu'au 1^{er} mars 1908, avec indication du prix qu'ils demandent par hectare, de la situation et de l'étendue du terrain qu'ils sont disposés à vendre à la commune.

Dans les cinq jours de la réception de l'offre, le Conseil communal devra émettre son avis. Cet avis, accompagné de celui de l'inspecteur agricole départemental, sera envoyé, dans les dix jours, au plus tard, au Conseil supérieur d'agriculture. (Art. 15.)

La commune devient, par le fait de l'achat, propriétaire du pâturage, payant pour le prix de vente une annuité de 6 0/0 jusqu'à l'acquittement définitif, qui doit se faire au plus tard en dix années. (Art. 17.)

L'Etat garantit la dette de la commune. (Art. 9.)

Si la propriété est grevée d'une dette hypothécaire envers le Crédit Foncier rural, l'Etat se substitue au propriétaire, jusqu'à concurrence du prix du pâturage. (Art. 19.)

Le sous-sol appartiendra aux propriétaires actuels,

mais ils devront payer aux communes des indemnités pour les surfaces occupées. (Art. 26.)

La portion du pâturage qui revient à chaque paysan, proportionnellement au bétail dont il dispose (4 bêtes à cornes par hectare), peut être cultivée en plantes fourragères. (Art. 28.)

C'est le maire, autorisé par le conseil communal, qui passe le contrat de pâturage avec les paysans, conformément aux conditions et prix fixés par la Commission régionale. (Art. 29.)

L'encaissement des prix des pâturages est confié aux percepteurs de l'Etat.

Le revenu du pâturage ne pourra être affecté par la commune à d'autres destinations qu'à l'acquittement de la dette qui grève le pâturage. (Art. 29.)

Le contrat de pâturage. — Si le paysan a besoin de pâturage *en dehors du pâturage communal*, il pourra affermer ce droit aux propriétaires, mais seulement avec paiement en argent. (Art. 31.)

Les contrats de pâturage seront *conclus par hectare ou par tête de bétail*. Dans ce dernier cas, on devra indiquer l'étendue affermée et spécifier laquelle des deux parties contractantes paiera les gardes. (Art. 32.)

Le contrat mentionnera avec précision la quantité de bêtes engagées, l'emplacement destiné au pâturage, son étendue et le nombre maximum des animaux qui se nourriront sur un hectare conformément aux règles établies par la Commission départementale. (Art. 33.)

A ce chapitre se rattache l'*article 65*, qui établit la *servitude de la vaine pâture en faveur des paysans*.

En effet, dit l'article 65, les contrats de fermage contiennent implicitement le droit de pâture des terrains qui restent en chaume, pour le bétail des paysans qui ont passé des contrats avec le propriétaire ou fermier, sans autre supplément de prix.

Ce droit s'exerce seulement jusqu'au labourage de ces terres et en dehors des terrains réservés par le propriétaire ou fermier pour son propre bétail. En tout cas, les paysans auront le droit de vaine pâture, jusqu'à l'époque du labourage, sur l'espace en chaume qui a été pris en fermage par eux.

CHAPITRE IV

Ce chapitre traite du *contrat des travaux agricoles proprement dits*, visé dans le premier article de la loi alinéa c.

C'est ici que la protection à l'égard des paysans s'affirme le plus nettement. parce que c'était à l'occasion des contrats agricoles que les abus les plus nombreux se commettaient.

De plus en plus, par l'extension de l'agriculture, ce type de contrat devenait plus fréquent. Il fallait donc le réglementer sur tous les points.

La loi pose en principe que *ces dispositions ne s'appliqueront qu'aux contrats de travaux agricoles, conclus par des Roumains, plus de trente jours avant l'exécution des travaux respectifs dans la localité.* (Art. 36.)

Ce principe est facile à comprendre. Nous sommes en face d'une loi de protection. Comme toute loi de protection, elle ne s'appliquera qu'aux nationaux. D'autre part, le paysan n'a plus besoin de la protection de la loi pendant les trente jours qui précèdent l'exécution des travaux, car à cette époque la loi de l'offre et de la demande peut jouer en pleine liberté. Il n'y a pas de danger que le paysan soit engagé à des prix de famine, car en agriculture, les travaux devant s'exécuter le plus rapidement possible, il y a équilibre entre la demande du propriétaire ou fermier et l'offre du paysan.

Il faut rappeler un autre principe général que la loi pose relativement aux contrats pour des travaux agricoles prévus à l'article 1^{er} alinéa c.

Les travaux agricoles ne pourront être exécutés qu'à la tâche ou à la journée.

En effet, le travail agricole étant une catégorie du contrat *locatio operarum*, la disposition de l'article 1471 du Code civil roumain « que personne ne peut engager son travail que pour une étendue déterminée ou un temps déterminé », trouve ici son application.

Réglémentant en détail le contrat agricole, la loi, par son article 35, dispose que les *contrats des travaux agricoles ne pourront prévoir que le salaire en argent.*

Ce paiement ne pourra donc être fait au moyen d'une autre valeur équivalente, comme jetons, marchandises, boissons, etc.

Le propriétaire pourra néanmoins prévoir que le salaire comprendra ou non la nourriture du paysan engagé.

Il est également interdit au propriétaire d'obliger le paysan à se procurer des vêtements, aliments, instruments, chez lui ou chez d'autres personnes désignées par lui.

C'est l'interdiction du *truck-system*, à l'instar de toutes les législations ouvrières.

L'article 37 vise à protéger la main-d'œuvre nationale contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère, et réglemente, en conséquence, l'entrée des travailleurs étrangers dans le pays.

Cette réglementation s'imposait, car chaque année il entrant en Roumanie un contingent énorme d'ouvriers de nationalité étrangère, surtout des Bulgares et des Serbes.

La possibilité d'exécuter leurs travaux avec ces ouvriers étrangers était un excellent moyen de contrainte, dans la main des propriétaires, pour amener les paysans à composition.

Aussi, la loi arrête que les ouvriers étrangers ne pourront entrer dans le pays, qu'avec l'autorisation du ministre de l'Intérieur, après avis conforme du Conseil Supérieur d'Agriculture, constatant que, dans la région

où on veut les faire travailler, la main-d'œuvre fait défaut ou que les paysans ne veulent pas s'engager quoique le prix à eux offert par le propriétaire soit convenable.

Pour faire cesser tous les conflits entre fermiers, propriétaires et paysans, la loi institue dans *l'article 39 des preuves écrites, des livrets*, constatant les travaux engagés et l'exécution de ces travaux par le paysan, et attestant, d'autre part, pour le propriétaire ou fermier, l'acquittement partiel ou intégral des travaux que le paysan aura exécutés.

Ce livret, qui est imposé *ad solemnitatem*, sera délivré par le secrétaire de la commune où le paysan a son domicile.

Il contiendra tous renseignements sur l'identité du paysan, la situation de sa fortune et les obligations par lui contractées.

On y trouvera son âge et ses signalements, le nombre et l'âge des membres mineurs de sa famille, qui n'ont pas de livrets propres, l'étendue des terres qu'il possède et le nombre de ses têtes de bétail.

Dans le même livret figureront, d'une part, l'indication du reste des travaux de l'année précédente non exécutés, l'étendue de terre prise en fermage par le paysan, la quantité et la nature des travaux engagés, le temps approximatif et la localité où ils doivent être exécutés, et, d'autre part, les travaux exécutés et l'argent que le paysan a reçu. (Art. 39.)

Le livret est annuel.

Le secrétaire de la commune tiendra un registre annuel spécial où il notera les travaux contractés par les paysans domiciliés dans la commune, dans la localité même ou dans une autre localité. (Art. 40.)

Si le paysan engage son travail dans une autre commune que celle où il est domicilié, le secrétaire de la première commune est obligé de communiquer dans trois jours au secrétaire de la seconde une copie légalisée du contrat. (Art. 41.)

Les propriétaires qui cherchent par des promesses à décider les paysans engagés déjà à un autre propriétaire, à ne pas respecter leurs engagements et à travailler chez eux sont passibles d'une amende de 200 à 500 fr. (Art. 43.)

Le paysan qui s'est engagé au-dessus de ses forces à plusieurs propriétaires ou fermiers sera responsable du dommage causé par l'inexécution de ses engagements. (Art. 42.)

Pour empêcher la diminution du prix du travail par une majoration de la valeur de la nourriture, si le contrat porte que la nourriture sera donnée par le propriétaire, la loi dispose par l'article 45 que la *nourriture sera toujours évaluée en argent*.

Mais comme le système de la nourriture donnée aux paysans a provoqué de nombreux abus (1), la loi dis-

1. Tel le cas du fermier Rappaport, qui donna aux paysans de la viande d'une bête malade, ce qui amena la mort de plusieurs d'entre eux.

pose, dans le même article, que le propriétaire ou fermier doit *donner de la bonne nourriture et en quantité suffisante, conformément aux prescriptions du Conseil sanitaire supérieur*. Pour que le contrôle soit possible le propriétaire ou fermier doit inscrire dans le contrat la ration journalière et le nombre de plats journaliers, si l'engagement est fait par journées.

Le maire, s'il constate des infractions à cette disposition, ordonnera que la nourriture soit payée en argent.

Deux nouvelles dispositions, constituant un grand progrès, sont contenues aux articles 46 et 47.

L'article 46 dit que le *propriétaire ou fermier est obligé de s'intéresser pendant les travaux agricoles à l'état sanitaire des paysans venus d'autres localités* (1).

Il est obligé d'avertir le médecin de l'arrondissement, et de leur procurer les médicaments nécessaires.

L'article 47 dispose que *les enfants qui fréquentent les écoles* (2) *ne pourront être engagés que conformément à un règlement spécial déterminant les conditions*

1. Pendant la moisson, surtout, beaucoup de paysans descendent de la montagne à la plaine pour travailler.

2. Le nombre élevé d'illettrés quoique l'enseignement primaire soit obligatoire s'explique par le fait que beaucoup d'enfants ne fréquentent pas l'école, étant occupés aux travaux agricoles.

En effet sur 2.832.558 inscrits, pendant une période de quatre années, on n'en trouve que 706.528 qui fréquentent l'école, donc seulement un quart du total. — Cf. Kogalniceano, *op. cit.*, p. 56.

du travail des mineurs, l'époque et les travaux pour lesquels ils pourront être engagés.

Afin de trouver un débouché au surplus de la main-d'œuvre qui se manifeste dans quelques régions, la loi oblige, dans l'article 48, le maire de la commune à envoyer à la commission régionale, deux fois par année, à l'époque du binage et de la moisson, une liste de travailleurs disponibles qui désireraient engager leurs bras hors de la commune où ils se trouvent domiciliés.

Ces listes sont mises dans chaque département à la disposition des propriétaires ou fermiers.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES :

Section I. — Aux prohibitions ;

Section II. — A la durée et à la résiliation des contrats agricoles ;

Section III. — A la mensuration de la terre donnée en fermage ;

Section IV. — Aux mesures prises pour l'amélioration de la culture ;

Section V. — Aux commissions régionales et à leurs attributions ;

Section VI. — Au Conseil supérieur d'Agriculture et inspecteurs départementaux.

SECTION I

La loi, dans l'article 52, érige en principe que les contrats agricoles ne pourront être faits que *dans la forme authentique conformément à la présente loi*.

C'est là une disposition de toute utilité ; car sans le caractère obligatoire qu'elle comporte, la loi sur les contrats agricoles aurait risqué de tomber en désuétude, par sa non-application même (1).

Dorénavant, les parties n'auront pas le choix de contracter suivant le droit commun ou suivant le droit d'exception inscrit à la loi sur les contrats agricoles, ce qui était possible sous l'ancienne loi. (Art. 43 de la loi de 1893).

Une autre *prohibition se rapporte aux clauses pénales et de solidarité*.

La clause pénale est une liquidation conventionnelle des dommages-intérêts qui résulteraient de l'inexécution ou de l'exécution tardive des contrats.

Or, cette évaluation anticipée était toujours faite par le propriétaire ou fermier qui en abusait en toute circonstance.

De même la clause de solidarité prête également à

1. Comme sanction le même article porte : « Il ne sera pas donné suite aux réclamations qui bien que conformes à la présente loi ne seraient pas basées sur des contrats écrits et authentiques. »

l'abus. On a vu le bétail des paysans d'un village entier, vendu par le propriétaire en vertu de cette clause.

Sont prohibées également toutes les redevances supplémentaires, en nature ou en argent, proportionnelles ou de nom ; *les surcharges en travaux (les rusfets)* ; *les taxes* des gardes, les taxes de pêche, de bois, de pâturage, d'herbes, obligatoires pour les paysans, quoique seulement une partie d'entre eux jouissent de ces droits.

On a pu constater, d'après l'Introduction (1), que ces redevances et ces taxes donnaient lieu à toutes sortes d'abus. Aussi le législateur les prohibe-t-il complètement.

Comme sanction, la loi décrète que toutes les stipulations contraires à ses dispositions seront *nulles de plein droit*. *Il n'y sera donné suite* ni d'après la loi sur les contrats agricoles, *ni même d'après le droit commun*.

Une dernière prohibition est décrétée dans *l'article 53 qui interdit la sous-location des terres prises par le paysan en fermage*, sauf le cas de décès, infirmités, ou de force majeure constaté par le maire.

Deux raisons à cette prohibition :

1° Le contrat a été fait *intuitu personæ*, à cause de la garantie que la personne offre au propriétaire, soit au point de vue de l'acquittement du fermage, soit au point de vue de la capacité agricole du contractant ;

2° Si le législateur n'avait décrété cette prohibition, les paysans, les plus pauvres, auraient été les victimes de la spéculation des plus riches.

1. Cf. p. 72 de l'Introduction.

SECTION II

La durée des contrats

Les contrats de fermage ne pourront être conclus *que pour cinq ans au maximum* (art. 49), afin que les parties puissent profiter d'un changement éventuel dans les conditions économiques du pays.

Il y a une exception : elle est en faveur des paysans qui habitent à une distance moindre de 5 kilomètres des limites de la commune. (Art. 60.)

La durée minimum des contrats de fermage des paysans se trouvant dans ces conditions *est de trois ans*. C'est une disposition prise pour faire bénéficier les paysans des assolements, c'est-à-dire dans l'intérêt d'une bonne culture.

Les contrats agricoles proprements dits, les contrats de travail *ne pourront être conclus que pour une année* afin que le travail du paysan ne puisse être engagé plusieurs années d'avance, dans un moment de gêne, pour des prix dérisoires.

Les paysans pourront d'autre part bénéficier, grâce à cette disposition, de la hausse des salaires.

Les contrats de travail seront valables pendant toute leur durée contre quiconque aurait acquis un droit de propriété ou jouissance sur la terre. (Art. 50.)

C'est pour mettre les paysans à l'abri de change-

ments trop fréquents, que le législateur a édicté cette mesure.

L'article 51 dispose que *la résiliation du contrat peut être demandée au juge de paix soit par le propriétaire ou fermier*, lorsque le paysan n'a pas exécuté ses engagements en ce qui concerne la bonne culture de la terre louée, ou ne les a pas exécutés à temps, *soit par le paysan*, lorsque le propriétaire ou fermier n'exécutent pas les engagements pris par eux dans le contrat ; on ne peut que reconnaître que c'est une disposition de toute équité.

Jusqu'à cette loi la résiliation se faisait selon le droit commun.

SECTION III

La mensuration de la terre

Nous avons vu dans l'Introduction, les fraudes auxquelles donnait occasion cette opération (1). Aussi, le législateur a-t-il été amené à prendre des mesures pour empêcher les fraudes commises par les propriétaires ou fermiers, au détriment des paysans.

Dans ce but, l'article 54 de la loi arrête que *la mensuration ne pourra être faite qu'avec la mesure métrique officielle et uniforme pour tout le pays*. — Chaque mairie doit avoir au moins un exemplaire de chaque espèce des mesures suivantes, portant l'empreinte officielle :

1. Cf. p. 64 et 65 de l'Introduction.

un mètre en fer, une chaîne en fer, et, suivant l'importance de la production dans la localité, un double décalitre ou une bascule romaine.

Les propriétaires et les fermiers ne pourront se procurer ces mesures que chez des marchands autorisés par le service des mesures et poids de l'Etat.

Sanction. — Tout paysan qui se croit trompé par le propriétaire ou fermier pourra réclamer au maire. Celui-ci accompagné du fonctionnaire expert sera obligé de procéder à la vérification de la mensuration. Le maire rédigera un procès-verbal qui sera soumis au juge de paix : Le juge pourra prononcer contre l'auteur d'une fausse mensuration, sans préjudice des dommages-intérêts et de la peine prévue par le Code pénal, une amende égale à dix fois la valeur du dommage causé au réclamant et le condamner aux dépens. (Art. 56 et 57.)

SECTION IV

Mesures pour répandre la culture des plantes fourragères, des légumes, et en vue de l'amélioration de l'exploitation agricole.

Le législateur roumain veut répandre dans la masse des paysans, la culture des plantes fourragères (1). Il dispose dans l'article 58 que, *pour pouvoir bénéficier du*

1. En Roumanie la culture des plantes fourragères n'occupe que 78.145 hectares, à peine 0,59 0/0 du total de la superficie du pays.

pâturage communal, les paysans seront obligés de cultiver au moins 10 ares (1.000 m. car.) de plantes fourragères, pour chaque bête à cornes.

D'autre part, la loi dispose que l'*Etat fournira gratuitement aux paysans la semence nécessaire, et que pendant dix ans les étendues cultivées soit par les propriétaires, soit par les paysans en plantes fourragères, bénéficieront d'une prime correspondante, avec une réduction de 50 0/0 de l'impôt foncier.*

Pour répandre la culture des légumes, la loi, par l'article 59, oblige les paysans à cultiver au moins les légumes nécessaires à leur famille (1). Ceux qui ne se soumettront pas à cette obligation ne pourront pas bénéficier du pâturage communal.

En vue d'assurer chez les paysans *l'amélioration de la production*, la loi dispose que les contrats de fermage ne pourront être faits qu'au moins pour une période de trois ans, afin que les paysans puissent bénéficier de la rotation triennale.

L'article 61 oblige les paysans à faire sur les terres prises en fermage les semailles prévues dans le contrat, et à se soumettre à toutes les conditions de bonne exploitation et au plan de rotation adopté par le propriétaire ou par le fermier.

De plus, les paysans seront obligés de recevoir les machines pour effectuer les semailles que les proprié-

1. Aujourd'hui la culture de légumes se fait par les Serbes et Bulgares.

taires ou les fermiers mettront gratuitement à leur disposition.

Pour assurer la bonne qualité de la semence la loi, en ses articles 63 et 64, décide, que dans les terrains donnés en dime, les propriétaires ou fermiers pourront imposer une bonne semence, nettoyée et préparée et en quantité nécessaire. Lors du prélèvement de la dime, le propriétaire aura le droit de reprendre la semence fournie.

Les paysans ne seront pas obligés de se procurer la semence chez le propriétaire, s'ils forment des associations pour s'en procurer de la bonne, ou pour nettoyer et préparer celle qu'ils possèdent déjà.

SECTION V

Les Commissions régionales (départementales).

Le législateur, après avoir assuré au paysan le pâturage nécessaire pour son bétail et réglementé en détail le contrat de travail et de fermage, étend encore plus loin la protection accordée aux paysans. Elle institue un *organe spécial, la Commission régionale*, pour empêcher toute usure dans la fixation du prix du fermage et des prix des travaux agricoles.

Cette Commission, qui *fonctionne par départements*, se compose de cinq membres, à savoir : l'inspecteur régional (nommé par le ministre de l'Agriculture), deux

représentants des propriétaires et deux représentants des paysans.

Les deux représentants des propriétaires sont désignés de la manière suivante :

L'administrateur financier du département adresse au président du tribunal les noms des cinq propriétaires les plus imposés de chaque arrondissement, cultivant eux-mêmes leurs terres et qui ont passé des contrats écrits avec leurs paysans.

Le président du tribunal réunit les propriétaires remplissant ces conditions ; ceux-ci, à leur tour, choisissent deux membres qui devront les représenter dans la Commission régionale.

Les deux représentants des paysans sont désignés de la façon suivante :

Les secrétaires des communes situées dans la circonscription du même juge de paix, envoient à ce juge une liste de tous les paysans qui ont fait des contrats, sachant lire et écrire.

Le juge de paix tire au sort, en séance publique, un payan de chaque commune, et transmet au président du tribunal le nom des paysans désignés par le sort.

Le président du tribunal réunit les paysans ainsi désignés, qui doivent nommer deux représentants à la Commission régionale.

En même temps, on nomme, tant pour les représentants des propriétaires que pour ceux des paysans, des

suppléants, qui feront de plein droit partie de la Commission en cas d'empêchement légitime d'un des membres.

Les quatre membres et les suppléants sont nommés pour cinq ans.

La Commission est permanente.

Elle se réunit en séances ordinaires du 15 octobre au 15 novembre de chaque année.

Elle peut être convoquée par l'inspecteur régional, toutes les fois que la nécessité s'en fait sentir.

La Commission est présidée par l'inspecteur régional.

Les attributions de la Commission sont très importantes et forment une des dispositions les plus intéressantes de la loi.

En voici un aperçu :

Cette Commission, dit la loi (art. 65), *constatera par région :*

A. — Les limites entre lesquelles ont varié les prix pendant l'époque des travaux agricoles dans les trois dernières années, et sur cette base, *elle fixera les prix au-dessous desquels ne pourront descendre les salaires payés par les propriétaires ou fermiers aux paysans ;*

B. — *La quantité des différents travaux agricoles, qu'un homme adulte, une femme ou un mineur peuvent exécuter dans une journée ;*

C. — *Les prix au-dessus desquels ne peuvent s'élever le fermage des terres en argent, ainsi que le maximum*

de dîme que les propriétaires ou fermiers pourront prélever sur la récolte du paysan.

Le maximum de prix de fermage sera fixé d'après la valeur de la production moyenne de la terre dans les cinq dernières années, sans que, toutefois, cette évaluation puisse dépasser d'un tiers le fermage courant de la terre dans la région, pour les terres de même qualité, en grandes étendues.

Le maximum de dîme que le propriétaire ou fermier prélèvera ne dépassera pas la proportion qui existe entre le capital que le propriétaire ou fermier apporte d'un côté, et le travail que les paysans apportent de l'autre côté.

A cet effet, on évaluera tout ce que le propriétaire ou fermier fournit pour la culture, en terre, labourage et autres travaux, et d'autre part on estimera tout ce que le paysan met en travail.

A cette dîme maximum, on ajoutera ou on en déduira la semence, suivant qu'elle a été fournie par le propriétaire ou par le paysan ;

D. — *Le prix maximum de pâturage par tête de bétail et par hectare*, ainsi que le nombre de bêtes que peut nourrir un hectare, vu la qualité de la terre qui forme le pâturage.

E. — La Commission fixera les taxes que les propriétaires ou fermiers pourront percevoir pour les abreuvoirs.

Les prix ainsi établis par la Commission régionale,

après avoir été approuvés par le Conseil Supérieur d'Agriculture, seront publiés au *Journal officiel*, et portés à la connaissance publique par des tableaux imprimés, envoyés par le ministre de l'Agriculture (art. 66) et que les secrétaires communaux devront afficher à la mairie. (Art. 66.) Les prix établis par la Commission seront valables pendant cinq ans (1).

Par dérogation, ils seront toujours révisés l'année qui suit le recensement fiscal. (Art. 67.)

Les arrêts de la Commission régionale sont en principe définitifs et exécutoires.

Ils ne peuvent être réformés par les autorités judiciaires, mais seulement par le Conseil Supérieur d'Agriculture, dans les cas prévus par la loi. (Art. 101.)

SECTION VI

Le Conseil Supérieur d'Agriculture

Le plus haut organe pour l'interprétation et l'application de la loi, est le Conseil Supérieur d'Agriculture, dont parle l'article 70.

C'est une Commission permanente qui fonctionne auprès du Ministère de l'Agriculture, à l'abri de toute influence politique.

Les membres, au nombre de cinq, sont nommés par

1. Par dérogation, les prix fixés la première année de fonctionnement des commissions ne seront valables que pour une année. Dispositions transitoires de la loi (art. 113).

décret royal sur la proposition du ministre de l'Agriculture, autorisé par une décision du conseil des ministres.

Ils seront nommés pour quinze ans. L'un des membres peut être choisi parmi les membres de la Cour de cassation, mais sa délégation n'est valable que pour une année seulement.

Le Conseil a les attributions suivantes : diriger et contrôler l'activité des inspecteurs agricoles et en cas de nécessité demander au ministre de l'Agriculture leur destitution ;

Contrôler les différents organes chargés de l'application de la loi sur les contrats agricoles et en surveiller la stricte application, rapportant aux ministres les observations faites, demandant, à la rigueur, les punitions de fonctionnaires coupables ou négligents.

Le Conseil Supérieur jugera en appel les contestations soulevées par les paysans, les propriétaires ou les fermiers à l'encontre des décisions de la Commission régionale.

C'est également lui qui recommande au ministre de l'Agriculture les personnes dignes d'être nommées aux fonctions d'inspecteur régional, et qui une fois nommées ne pourront être remplacées que sur l'avis conforme du Conseil.

Les inspecteurs régionaux fonctionnent sous l'autorité du Conseil Supérieur.

Ils ont pour attributions la présidence de la commission

régionale et la surveillance de l'exacte application de la loi des contrats agricoles.

Constatent-ils des stipulations illégales dans les contrats, ils ont le droit de demander d'office au juge de paix, l'annulation de ces contrats.

CHAPITRE VI

LA PROCÉDURE

Ce chapitre contient des dispositions relatives à la mise en œuvre des mesures de précaution prises par le législateur dans les chapitres précédents.

Il se divise en quatre sections.

SECTION I

Les Formes et l'Enregistrement des Contrats Agricoles

Pour que les mesures de protection prises par le législateur soient efficaces et pour que le contrôle des contrats agricoles soit possible il fallait que ces contrats soient consacrés dans des formes rigoureuses.

Aussi, le législateur, dans cette section, prévoit-il les conditions intrinsèques et essentielles, pour la validité des contrats.

Les contrats agricoles, dit l'article 71, doivent contenir les noms des parties, l'objet du contrat, le prix, la

catégorie de travail, ainsi que l'époque approximative d'exécution.

Ils ne pourront être conclus que dans le cours de l'année qui précède la période en vue de laquelle le contrat est fait.

Ils seront écrits sur des *formulaires officiels* distribués par le ministre de l'Agriculture.

Ceux qui ne seraient pas conclus sur ces formulaires seront considérés comme nuls.

Les contrats, quoique contenant des clauses conformes à la loi, ne seront pas pris en considération s'ils ne sont pas authentifiés.

Les contrats devront être présentés au maire de la localité pour être authentifiés. (Art. 72.)

L'authentification ne pourra être faite autrement que dans la limite des prix fixés par la Commission régionale. (Art. 67.)

Chaque mairie possèdera deux registres, conformes au modèle arrêté par le ministre de l'Agriculture, parafés et légalisés par le juge d'instruction.

Dans le premier registre, le *registre des contrats*, on transcrira en entier tous les contrats agricoles.

Dans le deuxième, le *registre des livrets*, on inscrira, dans la partie concernant chaque paysan, toutes les dates et mentions que le secrétaire communal est obligé par l'article 40 de la loi de faire figurer au livret individuel de chaque paysan. (Art. 75.)

D'autre part, *chaque propriétaire ou fermier est*

obligé de tenir deux registres conformes au modèle arrêté par le ministre de l'Agriculture, qui seront parafés et signés par le juge de paix.

Dans le premier — *le registre des parties* — on débitera et créditera individuellement chaque paysan suivant les obligations qu'il a contractées et les travaux qu'il a à faire.

Le deuxième registre, qui sera à souches, servira pour *la libération des quittances* (reçus) d'acquittement, des travaux effectués. (Art. 76.)

Ce sont là des dispositions excellentes, vu l'irrégularité de la comptabilité chez nos propriétaires ou fermiers.

A la mairie se trouvera également un *registre spécial pour les réclamations* contre la mensuration, contre la façon dont seraient appliquées les conditions des contrats, et contre les liquidations injustes. (Art. 77.)

SECTION II

La Liquidation

Il fallait aussi réglementer cette opération si importante en agriculture, qui avait jadis donné occasion, comme nous l'avons montré dans l'Introduction (1), à des vols au détriment des paysans.

L'article 80 impose au propriétaire ou fermier l'obli-

1. Cf. page 66 de l'Introduction.

gation de délivrer à chaque paysan, après l'exécution de chaque travail, des quittances du registre à souches, et d'inscrire en même temps, dans le livret du paysan les travaux exécutés.

La loi prend soin, pour protéger le paysan, de poser les règles d'après lesquelles la liquidation doit être faite : elles sont contenues dans les articles 81, 82, 83 et 84. Enumérons les principales :

1° L'acquittement en argent sera calculé d'après le prix auquel devrait être rémunéré le travail engagé ;

2° On ne peut stipuler d'intérêt supérieur à 5 0/0 pour les sommes dont le paysan se reconnaît débiteur ;

3° On ne pourra transformer en obligations de travaux agricoles aucune dette qui proviendrait de contrats ayant des objets étrangers à cette loi.

Les propriétaires ou fermiers sont obligés de faire la liquidation à la fin de chaque campagne agricole, et de déposer à la mairie jusqu'au 31 décembre la liste des reliquats des travaux ou d'argent provenant des contrats agricoles. (Art. 85.) — Ces listes dressées par les propriétaires ou fermiers seront légalisées par le maire et resteront affichées à la mairie pendant quinze jours.

Les paysans mécontents auront le droit de réclamer dans cet intervalle au juge de paix, qui devra se transporter dans dix jours dans la commune et statuer sur la réclamation. (Art 86.)

Si par la faute du propriétaire, fermier ou paysan,

la liquidation ne s'est pas faite dans les termes prévus par la loi, le maire, après avoir averti les parties par écrit, procédera, assisté du secrétaire de la commune, à la liquidation et sera obligé d'afficher les listes des reliquats à la mairie. (Art. 87.)

Le propriétaire ou fermier, à la charge duquel sera constaté une injustice faite consciemment aux paysans à la liquidation, sera condamné par le juge de paix à une amende de 200 à 500 francs et au paiement des dommages-intérêts, sans préjudice des peines prévues par les articles 332 et 333 du Code pénal.

SECTION III

Juridiction et Exécution

Toutes les réclamations relatives aux contrats agricoles seront *jugées d'urgence par le juge de paix* du lieu où le contrat doit s'exécuter. (Art. 90.)

Les contrats agricoles sont exécutoires, sans être investis de la formule exécutoire, nécessaire dans le droit commun. (Art. 91.)

L'exécution est confiée au maire et à ses adjoints, avec l'assistance du secrétaire de la commune.

Ceux-ci inviteront le paysan débiteur à exécuter le travail pour lequel il s'est engagé. Si le paysan s'y refuse le propriétaire ou fermier a le droit, avec le

concours du maire et en présence d'un conseiller communal, d'engager d'autres paysans au compte du paysan récalcitrant.

Au cas où il ne trouverait pas d'ouvriers, l'autorité communale, sur requête du propriétaire ou fermier, constatera le dommage subi. Le procès-verbal sera envoyé aussitôt au juge de paix, qui citera les parties dans un délai maximum de cinq jours, après la requête du propriétaire ou fermier. (Art. 92.)

Le paysan ne pourra être exécuté ou saisi les deux jours de la semaine, vendredi et samedi, que la loi lui réserve pour ses propres travaux. (Art. 96.)

Pour garder la juste égalité, la loi prend des mesures en vue d'assurer également l'exécution des contrats par les propriétaires ou fermiers. Ainsi, l'article 98 dit que lorsque le propriétaire ou fermier ne paiera pas à la date stipulée le prix des travaux effectués, l'autorité communale, après avertissement envoyé au débiteur, et dans les cinq jours, procèdera à l'exécution.

SECTION IV

Sanctions et pénalités

L'exécution des lois, surtout en matière agricole, a été le plus souvent illusoire en Roumanie.

Aussi fallait-il, pour assurer la stricte application de la loi, décréter des sanctions sévères, *des peines priva-*

tives de la liberté même, aux personnes chargées de l'exécution de la loi.

L'article 104 dispose à cet effet que le maire, ses adjoints, le secrétaire communal qui, de mauvaise foi, refuseront de procéder à l'exécution des contrats agricoles seront mis en prison de quinze jours à deux mois, et obligés en même temps de payer des dommages-intérêts aux parties lésées.

Le maire ou le secrétaire communal qui ne se conformeraient pas aux prescriptions de la loi, seront passibles d'une amende qui peut s'élever jusqu'à 1.000 fr. et d'un mois jusqu'à six mois de prison.

Les maires, adjoints ou secrétaires communaux ne pourront se soustraire aux pénalités prévues dans la loi, sous le motif qu'ils auraient reçu des ordres écrits ou verbaux des autorités supérieures pour l'authentification ou la non-authentification, pour l'exécution ou la non-exécution d'un contrat agricole. (Art. 107.)

LIVRE II

La loi pour la création d'une Caisse rurale (1)

La seconde loi votée, *la plus importante* d'après nous (2), pour l'amélioration de la condition des paysans, c'est la loi qui décrète la création d'une Caisse rurale *qui aura pour but de procurer aux paysans les moyens nécessaires à l'achat des terres.*

1. Ne pas prendre ce terme dans le sens des caisses rurales paysannes, type Reiffeisen ou Schultze-Delitzsch, qui sont des banques à crédit personnel. On entend en Roumanie par Caisse rurale une banque paysanne qui fournit au paysan le *crédit réel*, analogue au Rentenbanken de 1891, à la Banque agraire russe de 1895.

2. M. le sénateur Valerian Ursianu, doyen de la Faculté de droit de Bucharest, disait dans un important discours prononcé au Sénat : « Je pense que la Caisse rurale est destinée à parer à tous les inconvénients, qui auraient pu se glisser dans les autres lois, à compléter toutes les lacunes des autres lois et qui toutes ensemble ne peuvent pas améliorer la condition des paysans autant que la loi de la Caisse rurale à elle seule, loi qui est destinée à procurer à tout paysan travailleur et économe la terre nécessaire à son existence et à celle de sa famille. » (Séance Sénat du 11 mars 1908.)

CHAPITRE PREMIER

Le premier chapitre de la loi indique le but et les opérations de la Caisse rurale.

« On crée », dit l'article 1^{er} « *une institution ayant pour but principal de faciliter le crédit nécessaire aux paysans roumains qui désirent acheter de la terre.* »

« La Caisse rurale est déclarée personne morale. »

Quel est et comment cette caisse se procurera-t-elle le capital nécessaire à ce but ?

C'est l'article 2 qui nous l'indique.

Le capital de la caisse rurale est de 10 millions, divisé en 20.000 actions de 500 francs chacune, dont 5 millions seront versés par l'Etat et 5 millions par les particuliers, par souscriptions publiques.

Ce capital pourra être augmenté.

Les actions seront nominatives et ne pourront être possédées que par des Roumains.

Les opérations que la Caisse rurale est autorisée à faire sont les suivantes :

a) *Négocier avec les propriétaires, qui sont disposés à vendre leurs propriétés foncières ou seulement une partie de leurs terres, — l'achat de ces terres, pour le compte des paysans ; dans ce cas, c'est la Caisse Rurale qui doit fixer les conditions et le prix de la vente ;*

b) *Fixer le prix maximum des terres que les paysans*

sont décidés à acheter, lorsque les paysans ont traité l'achat directement avec les propriétaires.

Le droit qu'on accorde à la Caisse Rurale de fixer le prix maximum paraît exorbitant à première vue. Mais c'est un droit nécessaire quand on sait que les paysans dans leur désir sans bornes de devenir propriétaires, offrent des prix qui sont très souvent en disproportion avec la valeur réelle de la terre.

c) *Acheter des propriétés ou parties de propriétés d'une étendue dépassant 200 hectares* (1) aux licitations publiques ou à l'amiable, pour les revendre ensuite aux paysans ;

d) *Diriger, contrôler et exécuter toutes les opérations relatives au lotissement* et à l'acquittement des prix des propriétés achetées ;

e) *Prêter aux paysans, contre hypothèques*, les sommes nécessaires à l'achat des terres, au taux maximum de 5 0/0.

L'hypothèque est destinée à garantir à la Caisse Rurale la restitution du prix payé par elle au vendeur de la terre achetée par les paysans, ou bien à l'acquittement du prix de la propriété acquise de la Caisse Rurale, par les paysans ;

f) *Prêter aux communes rurales*, sur hypothèques,

1. Cette limite ne doit pas être observée lorsque la Caisse Rurale achète des propriétés appartenant aux institutions publiques ou aux personnes morales. — La limite est fixée en vue de la conservation de la moyenne propriété.

à un taux maximum de 5 0/0, les sommes dont elles ont besoin pour acquitter, constituer ou compléter le pâturage communal.

g) *Émettre des bons ruraux*, qui seront donnés aux propriétaires qui ont vendu leurs terres aux paysans, à la Caisse Rurale ou aux communes.

La Caisse n'aura pas de numéraire suffisant pour payer les propriétaires. Son capital n'est que de 10 millions et elle ne commencera à fonctionner qu'avec 3 millions. (Art. 2, al. 4.)

Elle sera forcée d'émettre des bons, du papier garanti par l'hypothèque que la Caisse Rurale aura prise sur les terres des paysans. C'est avec ces bons qu'elle paiera les propriétaires.

h) *Encaisser des acheteurs des lots et des communes les sommes dues par eux*, à titre d'intérêts, amortissements, dépenses d'administration et autres dépenses accessoires qui grèvent les terres achetées par eux, et employer les sommes représentant les intérêts et l'amortissement à l'acquittement des coupons et des bons sortis au tirage au sort.

i) *Prêter aux agriculteurs sur des lettres de change*, des effets publics, d'Etat ou garantis par l'Etat, obligations foncières et autres effets reçus comme garantie par l'Etat.

j) *Acheter et vendre de tels effets*.

k) *Encourager et surveiller l'amélioration de l'ex-*

exploitation agricole sur les terres que le paysan a achetées par son intermédiaire ou directement à elle.

Les articles 6-17 sont relatifs à la procédure de l'achat des terres par la Caisse Rurale et de la vente aux paysans, ainsi qu'à la constitution de l'hypothèque sur les terres des paysans.

Les formalités de l'authenticité sont simplifiées. Il n'y aura qu'un seul acte de vente-achat.

CHAPITRE II

LES CONDITIONS DE L'ACHAT

Pour faciliter les opérations de lotissements ou parcellations, les propriétés seront divisées en lots uniformes de 5 hectares.

Le paysan pourra acheter jusqu'à 5 lots.

Les acheteurs d'un lot auront la préférence ; s'il y a concurrence entre les paysans désirant acheter plusieurs lots, on préférera ceux qui désirent acheter moins de lots. Toutes ces préférences sont établies pour favoriser la création de la moyenne propriété paysanne.

Exceptionnellement donc, la loi encourage la grande propriété paysanne.

Les prêtres et instituteurs pourront acheter tout au plus deux lots.

Dans tous ces cas les *lots devront être contigus.*
(Art. 16.)

Les *paysans acheteurs* seront obligés de verser directement à la Caisse Rurale, lors de la rédaction de l'acte de vente-achat, une *partie du prix d'achat* qui variera suivant le nombre des lots achetés.

Ainsi :

A. — Les acheteurs d'un lot verseront 15 0/0 du total du prix d'achat ;

B. — Les acheteurs de deux ou trois lots, 25 0/0 ;

C. — Les acheteurs de quatre ou cinq lots, 35 0/0.

La *Caisse rurale* pourra néanmoins réduire à 10 0/0 le versement requis pour les achats d'un lot, au cas où elle constaterait que le versement de 15 0/0 constituerait un empêchement manifeste à l'achat. (Art. 19.)

C'est là une très sage disposition destinée à amener la sélection entre les paysans désireux de devenir propriétaires.

Pour garantir la bonne exploitation des lots achetés par les paysans, la loi, dans l'article 20, astreint ceux-ci à posséder les instruments agricoles, et la quantité de bétail nécessaire pour cultiver l'étendue qu'ils veulent acheter.

Au cas où ils voudraient emprunter aux banques populaires de crédit, les sommes nécessaires pour acquitter une partie du prix d'achat ou pour acheter les instruments prévus par le précédent article, ils ne pourront, pour ne pas trop s'endetter, emprunter une somme supérieure à celle qu'ils ont déposée dans ces banques. (Art. 21.)

Parmi les paysans désireux d'acheter un lot, la loi établit un ordre de préférence.

Seront préférés :

1° En premier lieu, les paysans qui possèdent une étendue de *moins de 3 hectares* et habitent la terre à vendre ;

2° En second lieu ceux qui habitent la terre à vendre et qui *n'ont aucune propriété* foncière.

Le législateur a préféré les paysans ayant un lopin de terre à ceux qui n'en possèdent aucun, car la condition de ceux-ci, simples journaliers ayant la liberté d'aller là où la demande de main-d'œuvre est plus grande, est meilleure que la condition de ceux-là, qui sont esclaves de la localité où leur parcelle de terre se trouve située (1) ;

3° En troisième rang on préférera les paysans *qui habitent en dehors de la terre* à une distance moindre de 5 kilomètres, et possèdent moins de 3 hectares ;

4° En quatrième rang, *ceux qui habitent à une distance moindre de 5 kilomètres* de la terre achetée et n'ont aucune propriété foncière ;

5° En cinquième rang, les possesseurs de 3 à 5 hectares et qui habitent à une distance moindre de 5 kilomètres ;

6° En sixième rang, ceux qui ne sont pas propriétaires et habitent à une distance de plus de 5 kilomètres ;

1. Cf. A. Souchon, *op. cit.*, p. 56.

7° Seront préférés en dernier lieu les paysans qui, sans raison bien justifiée, ont vendu les terres acquises en vertu de la loi de 1864 ou des lois sur la vente des terres de l'Etat.

Enfin, la loi indique *une préférence générale* : dans chacun des précédents groupes, on préférera les vétérans de la guerre de 1877, et les paysans qui ont suivi les écoles inférieures d'agriculture.

On a préféré les paysans qui habitent la terre à ceux qui ne l'habitent pas pour une première raison historique ; à savoir que les premiers avaient été avant 1864 copropriétaires avec les propriétaires de la terre, et *surtout pour une raison de bonne exploitation* (1).

L'article 23 prévoit le cas où il existe une forêt sur la terre ; dans ce cas, *la forêt sera vendue à l'Etat*.

L'article 24 dispose qu'au cas où sur une propriété se trouveraient des étangs, marais, moulins ou scieries, que les paysans ne voudraient pas ou ne s'entendraient pas à exploiter en commun, *étangs, moulins et scieries seront exploités par la commune, au profit des paysans*.

Les étangs qui ne produisent pas de revenus et les marais qui ne sont pas nécessaires à l'abreuvement des bestiaux, seront drainés et transformés par la commune en terrains de culture, pour être vendus en lots au profit des paysans.

On déduira d'abord des sommes produites par la vente

1. Cf. Kautsky. *La Question agraire*, p. 220.

de ces terrains les dépenses de drainage, et le reste sera versé à la Caisse rurale pour éteindre ou diminuer les dettes hypothécaires contractées envers elle par les paysans. (Art. 25.)

Si une autorité publique ou les paysans, n'ont pas besoin de bâtiments et installations situées sur la propriété achetée, il sera constitué un lot de terre minimum de 50 hectares et maximum de 150 hectares, qui sera vendu à la licitation publique. (Art. 27.)

Les articles 28 à 35 sont relatifs à la constitution sur les propriétés vendues par la Caisse Rurale, des pâturages communaux prévus par la loi, sur les contrats agricoles, et aux avances faites par la Caisse Rurale aux communes pour payer les terres achetées par elles pour la création des pâturages communaux.

En vue d'une *colonisation rationnelle interne*, la loi dispose dans l'article 36, qu'à l'occasion de chaque vente, lorsque le besoin s'en fera sentir, on réservera pour l'emplacement du village une partie comptant 2000 mètres carrés pour chaque famille.

Si les lots nécessaires à cet effet dépassent le nombre de 100, on créera une nouvelle commune ou hameau.

Dans ce cas, on réservera dans l'emplacement de la nouvelle commune l'étendue nécessaire pour la mairie, l'église, l'école et les routes.

Le prix de cette réserve sera à la charge des paysans.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS OBLIGATOIRES POUR L'ACHETEUR

Pour empêcher les paysans de louer leurs terres, chose qui avait été si fréquente sous le régime des anciennes lois de colonisation interne (1), la loi, dans l'article 38, porte que *les terres, acquises par l'intermédiaire de la Caisse Rurale, ne pourront être louées qu'avec son consentement* qui ne sera accordé exclusivement que dans le cas où le propriétaire se trouve dans une impossibilité manifeste de cultiver sa terre.

Le locataire doit être toujours Roumain.

Les contrats faits en violation de ces dispositions seront nuls de plein droit. La Caisse Rurale pourra invoquer la nullité et expulser le fermier.

Les paysans seront obligés, dit l'article 39, de *s'établir, dans le délai de trois ans, dans la commune ou le hameau où se trouvent situés les lots achetés*, sauf le cas où ils n'auront pas leur habitation à plus de 5 kilomètres de ces lots.

Faute de se soumettre à cette disposition, ils seront dépossédés par simple voie administrative.

Une autre obligation très importante les astreint à améliorer l'exploitation de leurs terres, à cultiver des

1. Cf. page 47 et s. de l'Introduction.

plantes fourragères, des légumes (1), des betteraves (2), des plantes textiles (3) (toutes les plantes à grand rendement).

Enfin, ils seront obligés de s'assujettir aux conditions d'exploitation arrêtées par le règlement de la Caisse Rurale.

Vu les avantages économiques de l'association, la loi, dans l'article 41 dispose que les paysans tâcheront de former des associations en vue de l'achat d'instruments agricoles, d'étalons, de semences, ainsi que pour la vente de leurs produits.

L'article 42 contient des dispositions relatives à *l'aliénation des lots*.

Cette aliénation ne peut avoir lieu qu'entre paysans, ou entre paysans et prêtres, ou entre paysans et instituteurs, et sous les conditions suivantes :

a) Les paysans, les instituteurs et les prêtres ne pourront pas acheter plus de deux lots ;

b) Les paysans ne pourront acheter même deux lots, si, par cet achat, ils deviennent propriétaires de plus de 15 hectares ;

1. En 1907, on n'a cultivé que 55.820 hectares ou 0,98 de l'étendue totale des cultures du pays, dont la majeure partie par les étrangers, Bulgares ou Serbes.

2. En 1907, on n'a cultivé que 10.639 hectares ou 0,12 de l'étendue des cultures du pays.

3. En 1907, on a cultivé 34.517 hectares ou 0,61 de l'étendue des cultures du pays.

c) Le prêtre et les instituteurs ne pourront acheter que s'ils possèdent moins de 5 hectares.

Les échanges ne pourront être faits qu'avec le consentement de la Caisse Rurale. Ce consentement est également requis en cas de constitution d'une hypothèque, laquelle ne pourra pas dépasser la somme amortie par les paysans.

CHAPITRE IV

L'ACHAT DES TERRES PAR LA CAISSE RURALE

Nous avons vu que la première attribution de la Caisse Rurale était de servir d'intermédiaire entre les paysans qui sont disposés à acheter et les propriétaires qui veulent vendre leurs terres.

La seconde attribution de la commune rurale est d'acheter directement des terres aux propriétaires et aux licitations publiques, pour les revendre ensuite aux paysans.

L'article 44, qui réglemente cette attribution, dispose que les terres achetées de la sorte seront revendues en lots.

Elles seront achetées soit par des bons ruraux, soit à crédit.

Si, lors de la vente d'une terre appartenant à la Caisse Rurale, il n'y a pas assez d'acheteurs de lots de

5 hectares, elle pourra vendre des lots d'une étendue allant jusqu'à 50 hectares.

Ces derniers lots seront vendus par licitation publique, à condition que les acheteurs ne possèdent pas déjà une propriété dépassant 25 hectares et qu'ils versent intégralement le prix de leurs lots.

Les anciens élèves de l'Ecole d'agriculture supérieure seront préférés. (Art. 46.)

Pour empêcher la spéculation que la Caisse Rurale pourrait être tentée de faire, étant donné surtout son caractère mixte, l'article 47 dispose qu'elle ne pourra revendre les terres achetées qu'avec un bénéfice maximum de 10 0/0 sur le prix d'achat.

CHAPITRE V

L'ÉMISSION DES BONS RURAUX

La Caisse rurale est autorisée à émettre des bons ruraux, pour payer les terres achetées par les paysans, conformément à la loi.

Ces bons seront au porteur.

Ils produiront un intérêt de 5 % au maximum.

L'émission ne pourra dépasser, d'une part, le montant des créances hypothécaires que les acheteurs ont constituées à la Caisse Rurale, d'autre part elle ne dépassera jamais 85 0/0 du prix de la terre achetée. (Art. 49.)

Les bons émis par la Caisse Rurale seront garantis par les immeubles qui lui ont été hypothéqués et par toute autre fortune appartenant au paysan acheteur.

Ils seront reçus comme garantie à toutes les caisses publiques, pour leur valeur nominale. (Art. 51.)

L'échéance des coupons des bons ruraux sera au 1^{er} janvier et au 1^{er} juin de chaque année.

Le tirage au sort en vue de l'amortissement aura lieu deux mois avant l'échéance du coupon.

Pour assurer l'argent nécessaire à l'acquittement des coupons et des bons sortis au tirage, la loi oblige les acheteurs des lots à verser, deux mois avant l'échéance de chaque coupon, les sommes suivantes :

A. — L'intérêt stipulé dans l'acte d'hypothèque ;

B. — L'amortissement calculé d'après le nombre d'années dans le délai desquelles les acheteurs se sont engagés à éteindre la dette hypothécaire contractée par eux ;

C. — La taxe d'enregistrement et les dépenses de parcellement, avec les intérêts divisés par cinq ans, jusqu'à l'acquittement définitif ;

D. — Les allocations prévues dans le règlement pour les dépenses d'administration, qui ne pourront pas dépasser par année 5 % de la somme prêtée ;

E. — Les remises dues au percepteur chargé d'encaisser les sommes sous-mentionnées. (Art. 53.)

Toutefois, à la rédaction de l'acte de vente-achat,

les paysans devront verser toutes ces sommes pour le semestre entier (Art. 54.)

Les annuités dues par les communes pour les achats de pâturages communaux seront inscrites d'office dans les budgets des communes respectives. (Art. 55.)

Les mauvais débiteurs paieront, pour le retard mis par eux à s'acquitter, un intérêt de 7 % au maximum. (Art. 56.)

La Caisse Rurale poursuivra ses débiteurs, conformément à la loi pour la perception des impôts de l'Etat.

Si les paysans n'acquittent pas leurs annuités à temps, la Caisse Rurale a le droit, — après deux sommations à des intervalles de six mois, — de les déposséder par voie administrative. (Art. 57.)

Les bons ruraux et les coupons ne pourront être soumis à aucune taxe ou impôt.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS RELATIVES A L'INDIVISIBILITÉ ES LOTS

Afin d'empêcher le morcellement des lots, la loi décrète dans l'article 61 l'indivisibilité des lots de 5 hectares, qu'ils soient transmis par vente, donation, héritage avec ou sans testament.

Les propriétés de deux ou de plusieurs lots ne pourront jamais être divisées en portions moindres de 5 hectares.

Le même article régle les conditions de la dévolution des lots achetés à la Caisse Rurale ou par son intermédiaire.

Ainsi, lorsqu'un ou plusieurs lots de 5 hectares seront transmis à un nombre d'héritiers plus grand que le nombre des lots, le lot ou les lots sera ou seront attribués en pleine propriété seulement à un d'entre eux ou à un nombre d'héritiers égal à celui des lots.

Si les héritiers tombent d'accord sur celui ou ceux qui doivent devenir propriétaire ou propriétaires du ou des lots, ils se présenteront (1) devant le juge de paix, qui dressera un procès-verbal constatant l'accord (art. 61).

Au cas où ils ne tombent pas d'accord, le juge de paix dans les quinze jours qui suivront la demande d'une des parties intéressées ou du directeur de la Caisse Rurale, citera devant lui les parties par une citation collective adressée au nom de l'héritage au dernier domicile du défunt. Il cherchera à les mettre d'accord sur la personne ou les personnes qui aura ou auront à payer une soulte aux autres héritiers.

Si les parties persistent à ne pas établir une entente, le juge de paix procédera au tirage au sort du ou des lots. Il fixera en même temps, au cas de conflit, la soulte à payer.

Dans les deux cas, il rédigera un procès-verbal et

1. Les mineurs, les interdits et les femmes mariées étant représentés par des tuteurs, curateurs ou maris sans l'accomplissement d'aucune formalité.

l'enverra à la Caisse Rurale, laquelle à son tour, le transmettra au tribunal de la situation de l'immeuble, où il sera transcrit au registre des mutations de la propriété. (Art. 62.)

Si aucun héritier ne veut prendre le ou les lots, le juge de paix, constatant le fait par un procès-verbal, procédera à la vente des lots par licitation publique dans les trente jours au plus tard. (Art. 63.)

L'article indique en détail comment se fera la licitation et résout toutes les alternatives possibles.

Pour empêcher l'état d'indivision, très fréquent chez les paysans roumains, l'article 64 dispose que la Caisse Rurale a le droit de faire cesser toute possession indivise des lots déclarés indivisibles par la loi, lorsque cet état se prolonge pendant plus de deux ans.

L'article 65 règle la situation de celui des héritiers à qui on a attribué le ou les lots trouvés dans la succession. Cet héritier prendra de droit à sa charge la dette entière envers la Caisse Rurale, et la partie successorale due à chaque cohéritier il la paiera en argent dans un délai de trois ans, avec un intérêt de 6 % au maximum. (Art. 65.)

Mais comme il ne disposera pas, la plupart du temps, des sommes nécessaires à cet effet, l'article 66 décide que la Caisse Rurale pourra accorder à l'héritier ou aux héritiers devenus propriétaires un supplément d'emprunt, jusqu'à concurrence de l'emprunt initial, si la somme due pour le ou les lots a été réduite par amortissement

d'un quart de la somme empruntée par le *de cujus*.
(Art. 66.)

Les cohéritiers, pour la garantie des sommes qu'ils ont à recevoir, auront un privilège sur le ou les lots de la succession, et ce privilège viendra immédiatement après celui de la Caisse Rurale. (Art. 67.)

L'article 68 arrête que les dispositions des articles 61 à 65 et 67 seront également — appliquées du consentement de tous les ayants droit — aux cohéritiers des paysans devenus propriétaires en vertu de la loi de 1864 et des lois sur la vente en lots des terres de l'Etat.

Enfin l'article 69 permet aux paysans, ci-dessus mentionnés et à ceux qui se trouvent en état d'indivision *ab antiquo*, d'user du crédit de la Caisse Rurale pour acheter ou vendre — *soit en vue d'un remembrement, soit pour faire cesser l'état d'indivision* — une partie de leur propriété. La valeur de la partie vendue ou achetée pourra être déduite du prix des lots achetés de la Caisse Rurale.

CHAPITRE VII

L'ADMINISTRATION, LA DIRECTION LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

Une institution si importante par son rôle économique et par les opérations financières qu'elle peut faire, exige une très bonne et très prudente administration.

Aussi la loi dans l'article 70 dispose-t-elle que la Caisse Rurale sera administrée par un conseil composé de dix membres, savoir :

Un conseiller de la Cour de cassation, nommé par décret royal sur la proposition du ministre de l'Agriculture ;

Un membre de la société du Crédit Foncier ;

Un membre du Conseil d'administration de la Caisse centrale des Banques Populaires ;

Un délégué du Conseil Supérieur d'Agriculture ;

Trois membres nommés par le gouvernement ;

Trois membres nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

La direction proprement dite se compose d'un directeur et d'un ou deux sous-directeurs.

Le directeur est nommé par le ministre de l'Agriculture, après approbation du Conseil des Ministres et sur une liste de trois noms présentée par le Conseil d'administration.

Le sous-directeur, et le reste du personnel seront nommés et révoqués par le Conseil d'administration.

Les opérations de la Caisse Rurale et l'émission des bons ruraux sont surveillés par *un conseil de trois censeurs*, dont deux nommés par le gouvernement et un élu par l'assemblée générale des actionnaires, les uns et les autres uniformément pour deux ans. (Art. 72.)

Comme la Caisse Rurale est une institution ayant un rôle public, la loi dispose dans l'article 73, que le gou-

vernement exerce son contrôle sur les opérations et son activité par l'entremise d'un *commissaire Spécial*, nommé par décret royal sur la proposition du Ministre de l'Agriculture.

CHAPITRE VIII

FONDS DE RÉSERVE. — BÉNÉFICES

Nous avons vu que la Caisse Rurale est une société par actions. Le législateur a donc cherché à prévoir la formation d'un fonds de réserve et le partage des bénéfices.

L'article 74 dispose donc que des bénéfices annuels, on retiendra :

A. — 30 % pour la création d'un *fonds de réserve* ;

B. — 70 % (le reste) devant être partagé entre les actionnaires selon les règles suivantes :

a) Lorsqu'après le partage d'un dividende de 40 %, il y aurait encore une somme à partager, elle sera affectée pour moitié au fonds de réserve et pour moitié aux actionnaires ;

b) Si la part de l'Etat dépasse 6 %, le surplus sera employé à la *création d'un fonds d'amélioration agricole des terres achetées par les paysans*, avec l'argent de la Caisse Rurale.

CHAPITRE IX

La loi contient encore dans un dernier chapitre des dispositions finales, concernant les terres achetées par les paysans, avant la promulgation de la loi.

Ces terres pourront être hypothéquées à la Caisse Rurale, en vue du paiement des dettes contractées lors de leur achat. (Art. 77.)

Le gouvernement élaborera des statuts qui seront sanctionnés par décret royal et ne pourront être modifiés que sur la proposition du Conseil d'administration, ratifiée par l'assemblée générale des actionnaires et approuvée par le Gouvernement. (Art. 79.)

LIVRE III

Loi pour la limitation du droit de prendre en fermage des terres (1)

Cette loi tend à la suppression des trusts des fermiers, qui se sont constitués dans les derniers temps en Roumanie (2).

Elle vise encore plus loin, à savoir : la *disparition ou au moins la réduction du système d'exploitation de la terre par les fermiers*, et cela en vue d'obliger les propriétaires à cultiver eux-mêmes leurs terres.

L'article 1^{er} dispose que :

Personne ne pourra seul ou en association, directement ou sous n'importe quelle forme ou dénomination, par l'intermédiaire de parents, préposés et personnes interposées, prendre à ferme ou exploiter en qualité de fermier plus d'une seule propriété, quelle qu'en soit l'étendue, ou exploiter plusieurs terres, à moins que dans

1. Promulguée le 12 avril 1908.

2. Cf. Introduction, p. 69.

ce dernier cas la *totalité de l'étendue cultivable des terres ne dépasse pas 4.000 hectares*.

Des sanctions très sévères, allant jusqu'à des peines privatives de liberté, sont inscrites dans les articles 2 et 3.

Tout contrat de fermage, ou tout acte ou convention, sous n'importe quelle dénomination, cachant un contrat de fermage qui dépasserait la limite de 4.000 hectares est déclaré complètement nul et sans effet.

La nullité est d'ordre public.

Celui qui contreviendrait à cette prohibition (art. 2 et 3) ou qui prêterait son ministère ou son nom pour l'é-luder, serait *passible d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende égale au quart du taux annuel du fermage prévu dans les actes ou conventions annu-lées*, sans préjudice des dommages-intérêts dus aux propriétaires de bonne foi.

Les circonstances atténuantes ne sont pas admises dans ces cas.

Les articles 4, 5 et 6 contiennent des dispositions transitoires, dont la principale est la suivante :

Les contrats de fermage ayant date certaine et en cours d'exécution à la promulgation de la loi, ou devant par renouvellement ou prolongation commencer à être mis à exécution le 22 avril 1907, qui dépasseraient la limite de 4.000 hectares, seront néanmoins reconnus valables jusqu'au 23 avril 1912.

DEUXIÈME PARTIE

Technique et Critique de la Réforme

En présence des désordres violents qui surgirent au printemps de l'année 1907, tout le monde en Roumanie, sans distinction de partis politiques (1), était d'accord que l'Etat ne devait plus rester indifférent devant la crise agraire qui durait depuis de longues années.

La politique de non-intervention de l'Etat avait fait faillite et abouti, sur toute la surface du pays, à la révolte des paysans.

Pour qu'une classe entière, qui forme les 81 0/0 de la population totale d'un pays, en arrive à la révolte, il faut qu'il existe des causes générales et profondes de mécontentement.

L'Etat, représentant de l'intérêt général, a le droit et le devoir de supprimer ces causes. Son droit d'intervention dans ce cas est hors de conteste. Même les individualistes l'admettent.

1. Voir séance Chambre des députés, 13 mars 1907.

« La doctrine individualiste », dit M. le professeur Deschamps à son cours, « ne repousse pas *a priori* l'intervention de l'Etat en dehors de ses fonctions permanentes et fondamentales. En définitive sur le terrain de l'interventionisme simplement réglementaire et sans but communiste, c'est-à-dire de l'interventionisme non destiné à prendre aux uns une partie de leurs capitaux pour les attribuer aux autres, mais ayant pour but de parer aux inconvénients de la liberté dans la concurrence, la doctrine individualiste admet l'intervention de l'Etat. »

En Roumanie, le sens de l'intervention de l'Etat était tout indiqué par les causes mêmes qui ont provoqué la crise agraire.

Ainsi, il fallait réglementer le contrat de travail agricole qui avait prêté à tant d'abus, faciliter aux paysans désireux de devenir propriétaires ou d'agrandir les propriétés qu'ils possédaient déjà en quantité insuffisante, le crédit réel dont ils avaient besoin, et enfin mettre un terme aux trusts des fermiers.

Mais, si tout le monde était d'accord sur les principes de la réforme, des divergences se sont manifestées aussitôt qu'il a fallu les mettre en œuvre (1).

Nous allons donc analyser l'économie de chacune

1. Le chef du parti conservateur a déposé même à la Chambre des contre-projets aux projets du Gouvernement.

des lois, dont nous avons exposé la teneur dans la première partie de notre travail et dire les critiques qu'elles ont suscitées.

CHAPITRE II

LA LOI SUR LES CONTRATS AGRICOLES

Les principales dispositions de la loi sur les contrats agricoles sont :

Section 1. — La limitation du contrat de fermage à deux types : fermages exclusivement en argent ou exclusivement en dime. (Art. 2.)

Section 2. — La création des pâturages communaux. (Art. 9.)

Section 3. — La fixation d'un minimum de salaire et d'un maximum de fermage, dime, ainsi que de la quantité de travail qu'un individu, homme, femme ou enfant, peut effectuer dans une journée. (Art. 65.)

SECTION I

Le but que le législateur poursuit par cette disposition est en premier lieu *de rendre simples et clairs les contrats de fermage*, pour mettre les paysans à même d'apprécier le fermage qu'ils payent. L'ancien contrat de fermage était, comme l'a très bien caractérisé M. le

député J. G. Duca (1) « un contrat complexe et embrouillé qui prévoyait une foule d'obligations. Il renfermait un mélange de contrat de ferme de terre, de métayage, de travail, et de toutes sortes de prestations, qui rendait possibles toutes les fraudes imaginables de la part des propriétaires ou fermiers, et mettait le paysan dans l'impossibilité d'apprécier l'équivalent de ces prestations. »

En second lieu, le législateur a voulu *interdire le contrat de dime à tarla* (fermage par équivalent en travaux agricoles) (2).

Le contrat de dime à tarla était tout à fait défavorable au paysan, de plusieurs points de vue. Le propriétaire donnait aux paysans des terres d'une qualité inférieure en gardant pour sa tarla (sa réserve) les terres les meilleures.

Avec ce contrat, les paysans devaient exécuter les travaux agricoles de l'époque d'abord sur la réserve du propriétaire, en négligeant les travaux sur leurs propres terres.

De plus, ce contrat était une espèce de renouvellement de la *claka* (corvée), chaque paysan étant obligé de fournir un nombre déterminé de jours de travail par année.

Enfin ce contrat de fermage était un troc (3), un

1. Séance Chambre des députés, 12 décembre 1907.

2. Voir Introduction, p. 59 et s.

3. Le troc est défendu dans la loi de protection du travail en Allemagne,

échange de la terre et du travail. Comme aucune mesure de comparaison n'intervenait entre les deux termes du troc, les paysans n'étaient jamais à même de pouvoir apprécier si les deux prestations échangées étaient équivalentes. Aussi étaient-ils toujours trompés par les propriétaires ou fermiers.

Trois objections principales. — a) On a combattu cette disposition par ce motif qu'elle force les propriétaire et les fermiers à restreindre la portion de terre qu'ils donnaient jusqu'à présent en fermage aux paysans, contre la dime. Or, comme les paysans ont absolument besoin d'affermir des terres du propriétaire ou fermier, cette disposition leur portera un grand coup (1).

Figurons-nous un propriétaire qui, sous l'ancien régime, loue aux paysans 600 hectares de sa terre. La dime étant de $\frac{1}{3}$, une partie pour le propriétaire, trois pour les paysans, le propriétaire prendra la récolte de 150 hectares et celle des 450 autres hectares appartiendra aux paysans.

Mais si on compte l'obligation accessoire de la dime, le rusfet, le travail que le paysan doit faire sur la tarla du propriétaire (2) (exemple pour 2 hectares pris en fermage par le paysan, celui-ci doit exécuter tous les

où l'article 115 punit de 1.000 marks d'amende et six mois de prison les contrevenants.

1. Voir notamment les discours de M. le député Lahovary, ancien ministre de l'Agriculture. Séance de la Chambre des députés du 14 décembre 1907.

2. Voir Introduction, p. 54 et s.

travaux nécessaires sur un $1/2$ hectare 50 ares), pour 600 hectares donnés en fermage, le propriétaire aura, en sus de la dime, prix du fermage, les travaux assurés pour une étendue de 150 hectares de sa réserve.

Sous le nouveau régime, avec l'interdiction du travail à tarla, le propriétaire, pour avoir la récolte de 150 hectares comme dime, donnera 450 hectares en fermage au lieu de 600, et prélèvera une dime de $1/2$ au lieu de $1/3$.

La conséquence fatale de cette prohibition sera donc que les paysans verront diminuer la portion que le propriétaire leur donnait auparavant en fermage, en dime, et en même temps verront augmenter la dime que le propriétaire prélève sur la récolte.

Le propriétaire, pour s'assurer les travaux sur 150 hectares de sa réserve, le travail à tarla étant interdit, donnera aux paysans 150 hectares en fermage à prix d'argent, conformément à la loi, et avec l'argent perçu il paiera ses ouvriers.

Propriétaires ou fermiers ne perdent donc rien à cette prohibition, qui est, au contraire, préjudiciable aux seuls paysans.

b) On a, en outre, soutenu que le contrat de dime à tarla est né du manque de numéraire dans les campagnes et de l'abondance de bras disponibles — partant des conditions économiques du pays — et quede plus il constitue un système-type qui est entré dans les habitudes du pays.

c) On a dit encore que cette disposition sera facilement

éludée, car en échange du prix de fermage, par exemple, le propriétaire ou le fermier pourrait obliger le paysan à faire des travaux agricoles sur sa réserve, détour qui permettrait de faire revivre le travail à tarla (1).

Réfutation de ces objections. — Ces objections paraissent solides à la première vue, néanmoins elles ne résistent pas à une analyse sérieuse.

En effet, en ce qui regarde la première, il est plus que probable que les propriétaires ou fermiers ne réduiront pas l'étendue donnée en fermage contre dime car ils y trouvent de grands avantages.

En effet, sans dépense aucune, celle même de la semence étant au compte du paysan, ils se procurent un revenu respectable. Cela est si vrai que même sous l'ancien régime, la dime proprement dite se trouve, pour la culture du maïs, figurer dans 83 0/0 des contrats de fermage en dime, et que 19,7 0/0 seulement des contrats stipulent la dime à tarla (2).

L'explication est simple à trouver : la culture de maïs, avec les deux binages obligatoires, revient en argent très cher au propriétaire, tandis qu'en dime elle ne lui coûte rien.

1. M. le député N. Filipesco, ancien ministre de l'Agriculture.

2. Pour le blé, 55,2 0/0 stipulent la dime proprement dite, 44,8 à tarla. Ici intervient une autre cause : la semence des paysans laisse beaucoup à désirer. Et puis la culture du blé est moins chère. *Enquête agricole*, « Les contrats agricoles », p. XIX.

Ils ne pourront donc pas réduire les étendues données en dime, puisqu'ils devront augmenter brusquement et dans une forte mesure leur capital d'exploitation, d'autant plus que, sous le régime de la nouvelle loi, ils ne pourront plus se procurer de main-d'œuvre à vil prix, la loi établissant un minimum de salaire.

L'étendue prise en fermage par les paysans ne diminuera pas, car au total les propriétaires ou fermiers leur céderont la même étendue comme d'ailleurs les adversaires de cette disposition de la loi le reconnaissent eux-mêmes.

Les paysans recevront 150 hectares en fermage qu'ils devront payer en argent ? Aucun inconvénient à cela, au contraire, il n'y a que des avantages.

La culture en dime explique que le travail est resté féodal en Roumanie, comme nous l'avons déjà vu. De plus, cette culture empêche tout progrès dans l'exploitation technique, — partant toute augmentation de la production agricole, — car aucun des deux associés n'a intérêt à le réaliser. En effet, supposons un terrain sur lequel on devrait faire des irrigations. Admettons que la dime soit dans la proportion une partie pour le propriétaire et une pour le paysan. La production d'un hectare en maïs valant 84 francs, la partie du propriétaire est de 42 francs. S'il faisait les travaux d'irrigation nécessaires, ils coûteraient au propriétaire une annuité de 40 francs pour un hectare. A supposer que la terre aura un double rendement, c'est-à-dire 168 francs,

la partie du propriétaire sera 84 francs, desquels en déduisant les 40 francs de dépenses, son bénéfice montera à 4 francs seulement. Le propriétaire donc n'a pas intérêt à réaliser cette amélioration.

Voyons si cela serait l'intérêt du paysan. A supposer une terre de qualité moyenne dont la production en maïs par hectare a une valeur de 42 francs pour chaque partie. Si le paysan labourait le terrain de l'automne et employait des engrais chimiques la valeur de production pourrait augmenter de 63 francs (des trois quarts). Mais comme le paysan doit partager ce surplus, il ne lui reviendra que 31 fr. 50. Les dépenses lui auront coûté 40 francs. Donc il aurait déficit, aussi il n'a également aucun intérêt à faire augmenter la production.

Donc, ce système de culture en dîme empêche tout progrès technique (1).

En résumé, comme le fait remarquer M. Popovici-Lupa (2), « la terre cultivée en dîme, par le fait produit moins de jour en jour et même si la partie prise par le propriétaire n'augmente pas, ni le paysan ni l'agriculture ne peuvent pas progresser ».

M. Popovici va jusqu'à proposer l'interdiction de la culture en dîme de par la loi.

De plus, les propriétaires ne pourront pas élever la dîme subitement et comme bon leur semblera de 1/3

1. C. Garoffid. *Opinion dans la Question agraire*, p. 57 et s.

2. N. O. Popovici-Lupa. *Réformes en faveur des paysans*, p. 21.

au 1/2, surtout sous le régime de la nouvelle loi, qui établit le maximum de dime que les propriétaires ou fermiers pourront prélever.

En ce qui concerne l'objection d'un type de contrat entré dans les habitudes du pays, elle ne tient pas debout : un peuple doit se débarrasser de ses habitudes si elles sont mauvaises. C'est une condition *sine qua non* de progrès.

A la seconde objection tirée du manque de numéraire dans les campagnes roumaines et de la disponibilité des bras, nous répondons, d'abord, qu'il ne semble pas que le travail à tarla ait son origine dans la difficulté que les paysans avaient de payer leurs fermages en argent, ou dans l'excédent de l'offre de la main-d'œuvre, mais, comme nous l'avons déjà expliqué (1), dans la tendance des propriétaires ou fermiers à cultiver en régie une plus grande étendue de leurs terres. Et même si les conditions économiques du pays en étaient l'origine, nous avons tout le droit d'espérer qu'elles changeront incessamment, si elles n'ont pas déjà changé en grande partie. En effet, d'une part, grâce à la création d'une Caisse Rurale, les paysans deviendront en large mesure, propriétaires et leurs bras seront, par le fait, retenus par l'exploitation de leurs propres terres.

D'autre part, il sera facile dorénavant pour le paysan, grâce à la création des Banques Populaires et de la

1. Cf., p. 59 et s..

Caisse Rurale qui est autorisée à faire des prêts sur les lettres de change, de se procurer l'argent nécessaire au paiement du fermage, avant la réalisation de sa récolte.

De plus, les paysans pourront même sous le régime de la nouvelle loi s'acquitter par des travaux (l'art. 3, le dit catégoriquement) ; mais dans ce cas il faudra dresser un nouveau contrat, *dans lequel on respectera le minimum de salaire*, établi conformément à la loi.

Par le fait, nous répondons aussi à la troisième objection, à savoir, que le travail à tarla revivra par un détour.

Il est bien vrai que même sous le nouveau régime, en fin de compte, il se pourra, que les paysans payent le fermage par des travaux. Mais dans ce cas la transformation de l'argent dû pour le fermage en travaux, devra se faire par un nouveau contrat (art. 3, dernier alinéa), dans lequel on respectera le minimum établi conformément à la loi. Il n'y aura donc plus possibilité d'usure de la part des propriétaires et des fermiers, car il y aura une commune mesure : l'argent, qui mettra le paysan en état d'apprécier l'équivalence entre le fermage qu'il devait payer en argent et les travaux par lesquels il doit s'acquitter.

Le but du législateur sera atteint, car ce qu'il a voulu interdire c'était la compensation entre un travail mal rémunéré et un prix de fermage excessif.

Le législateur donc a été bien inspiré en prohibant

le contrat de fermage contre dîme à tarla car il prêtait à l'usure.

SECTION II

La création des pâturages communaux. (Art. 9.)

D'après la statistique (1) la surface totale occupée par les pâturages en Roumanie est de 1.781.381 hectares et se décompose comme il suit :

Pâturages permanents.....	1.495.556 Ha.
Pâturages temporaires.....	285.825 Ha.

Cette surface est tout à fait insignifiante pour le bétail que la Roumanie possède (3.703.526 bêtes à cornes) (2) car il ne représente en termes moyens, par tête de gros bétail, que 0,48 ares de pâturage.

Il y a des districts comme ceux de Mehedintz, Dolj, Teleorman où la surface moyenne par tête atteint à peine 0,16 à 0,22 ares.

La tendance est encore à la diminution des surfaces destinées aux pâturages. En Roumanie se passe le phénomène inverse de celui qui s'est produit en Angleterre au siècle dernier : *les pâturages sont transformés en terrains de culture.*

Les statistiques sont très éloquentes sous ce rapport :

1. Colesco. *Statistique d'Animaux domestiques*, p. 40.

2. L. Colesco. *Statistique des animaux domestiques existants en 1900.*

En 1837, la surface labourable occupait 1.048 200 hectares, 8 % de la surface totale du pays.

En 1862...	2.197.000 Hect.	ou	17 o/o	de la surface totale du pays.
1875...	3.674.500	»	26 o/o	»
1886...	4.179.700	»	32 o/o	»
1904...	5.268.900	»	40 o/o	»
1907...	5.642.204	»	43 o/o	»

Il faut ajouter que la qualité de ces pâturages laisse à désirer, les propriétaires destinant au pâturage les mauvaises terres et réservant les bonnes pour la culture des céréales, en outre ils n'accordent aucun soin au pâturage, si bien que le revenu brut d'un pâturage est égal à son revenu net. Ce revenu est d'autant plus fort que les propriétaires n'affectent au pâturage qu'une portion infime de leurs propriétés.

Le pâturage réservé par les propriétaires ou fermiers présente encore d'autres inconvénients : ainsi le plus souvent il est situé à une grande distance du village.

Le manque de pâturage (1) met les paysans à la merci des propriétaires ou fermiers, car ils doivent à tout prix faire vivre le bétail qui forme leur principal capital d'exploitation.

Le pâturage était sous l'ancien régime un moyen de contrainte morale, très efficace, à la disposition des pro-

1. Les paysans possédant des propriétés parcellaires ne peuvent pas réserver une partie pour le pâturage.

priétaires ou fermiers lors de la conclusion du contrat de travail.

Voici ce que dit M. Popovici-Lupa, inspecteur de l'enseignement agricole, à cet égard :

« Les propriétaires et fermiers ne veulent pas accorder aux paysans de terrain pour le pâturage s'ils n'engagent pas leur bras sur la propriété. Les détenteurs des pâturages demandent des prix différents selon que le paysan leur a engagé ou non son travail. »

Et M. Paucescu (1), ancien ministre de l'Agriculture, s'exprimait dans le même sens :

« Les paysans ont le couteau sur la gorge quand il s'agit de pâturage ; ils donnent tout ce qu'ils ont pour un misérable morceau de pâturage sur lequel leurs animaux peuvent à peine trouver à se tenir debout l'un à côté de l'autre. »

Dans toutes les monographies des communes rurales on constate la même chose :

« Le manque de pâturage rend les paysans esclaves », dit M. Radian (2).

Bien plus, dans beaucoup de localités même, les propriétaires ou fermiers n'ont pas de pâturage (3).

Pour ce qui est des prix de fermage de pâturage, M. Chebap (4) s'exprime ainsi :

1. G. Paucescu. *Amélioration de l'état des paysans*.

2. S. P. Radian. *Monographie de la commune de Valeni*.

3. Cf. V. Gadein. *Monographie de la commune rurale de Bragadiru, Bulgarie*.

4. Chebap. *Le régime de la loi rurale de 1864*.

« La valeur du droit de pâturage a atteint en Roumanie un chiffre inouï, tant dans l'économie rurale européenne que dans l'économie rurale des Roumains, aussi bien par le passé que dans les pays voisins habités par les Roumains (1). »

Tout le monde était unanime à reconnaître l'usure dont le paysan était victime de ce chef.

Mais la question de pâturage doit être envisagée également à un autre point de vue, ou point de vue de l'exploitation du sol.

Les prix exorbitants des pâturages et leur mauvaise qualité ont eu pour résultat fatal d'une part la dégénérescence de la race, de l'autre la diminution sensible du bétail.

Ainsi : d'après les économistes (2), un cheval peut labourer 10-12 hectares dans un système de culture extensive ; or en Roumanie un bœuf peut labourer tout au plus 5 hectares (3).

En ce qui est de la diminution du bétail (4) nous avons un témoignage assez éloquent dans la monographie

1. M. J. I. C. Bratianui, ministre de l'Intérieur, cite des propriétés où le paysan payait jusqu'à 35 francs par tête de bétail. (Séance à la Chambre des députés du 16 décembre 1907.)

2. Von der Goltz, *Betriebslehre*, p. 256.

3. V. Pricina, directeur de l'Ecole d'Agriculture de Gemenini, cité par M. le professeur C. Filipesco dans sa savante étude de la *Revue d'Ec. Nationale*, n° d'avril 1908.

4. L'élevage est si compromis en Roumanie, qu'on y importe tous les chevaux nécessaires à l'armée, d'où il y a un siècle elle exportait des chevaux pour une valeur considérable. Cf. Colesco, *op. cit.*, p. 61.

de M. Gadeiu. « La population, dit M. Gadeiu, s'est doublée, tandis que le bétail s'est réduit avec plus d'une moitié pendant trente-neuf années » (1).

D'autre part, d'après la statistique de la Chambre de Commerce de Botasani, dans les trois départements de Botasani, Dorohoi, Suceava, 30 0/0 des paysans n'ont pas même une vache.

De plus, avec l'intensité qu'a prise l'exploitation agricole en Roumanie, on aura besoin dans un avenir très prochain, d'un nombre de plus en plus grand de bêtes de somme.

D'où cette conséquence pratique qu'il faut penser, dès à présent, à obtenir cette augmentation qui ne pourra se réaliser sans l'établissement de pâturages riches et assez étendus.

Sur l'importance du bétail dans l'exploitation agricole M. G. Maior (2) s'exprime ainsi : « Le paysan qui n'a pas de bétail n'est pas et ne peut pas s'appeler agriculteur, car il lui manque le plus précieux auxiliaire de l'exploitation. De plus, c'est toujours le bétail qui le tire des embarras financiers. La vache à lait fournit d'autre part, pendant l'été la base de l'alimentation des paysans et surtout des petits enfants. L'élevage du bétail a donc également une importance nationale de premier ordre »

1. Gadeiu, *op. cit.*, p. 151.

Cf. également Maior, *op. cit.*, p. 242. « Nous avons trouvé deux vaches dans un village de quatre cents familles. »

2. G. Maior. *La politique agraire chez les Roumains*, p. 480.

A tous ces points de vue le législateur devait, à l'occasion de la réforme agraire, régler aussi la question des pâturages : il fallait trouver une solution pour procurer à bas prix aux paysans le terrain nécessaire au pacage de leur bétail.

Plusieurs solutions s'offraient au législateur :

A. — *La première* consistait en une *servitude* grevant la grande propriété.

Les propriétaires auraient été obligés de réserver pour le pâturage du bétail des paysans un nombre déterminé d'hectares de leur terre (1).

Mais on s'est aperçu qu'admettre cette servitude serait revenir à la forme de la propriété féodale telle qu'elle existait dans le pays avant 1864. — De plus il y avait là une grave atteinte au droit de propriété, garanti formellement par la constitution.

B. — *La seconde solution* qui s'offrait au législateur était plus raisonnable.

Encourager par tous les moyens possibles, par des prix et exemptions d'impôts, la *culture des plantes fourragères* ; et rien de plus (2).

En principe c'était une excellente solution, mais d'une application pratique très difficile, sinon impossible. En

1. Cf. Haret, *op. cit.*, p. 37. — Radoiù, *La Question agraire*, p. 174, *Programme du parti radical de 1888*.

2. Discours P.-P. Carp. N. Filipesco, Chambre des députés. — C. J. Baïcoiranu, *L'élevage et l'amélioration du bétail roumain*.

effet, les paysans auraient dû réserver à ces cultures une partie de leur terre qui, nous l'avons vu, est déjà insuffisante même pour la production des céréales nécessaires à leur existence.

De plus, leurs parcelles de terre étant entremêlées, la culture en est forcément variée. Cultiver du fourrage sur une parcelle, c'est le voir perdu, à moins de le garder toute la journée.

Ajoutons que le paysan roumain est très réfractaire aux changements.

Il est puéril d'espérer qu'il va se décider du jour au lendemain à la culture des plantes fourragères, habitué qu'il est depuis des siècles à paître son troupeau sur de vastes étendues.

C. — Le législateur s'est arrêté à une *troisième solution* :

La création des pâturages communaux.

Les raisons qui ont plaidé en faveur des pâturages communaux sont multiples.

C'est d'abord un *argument de fait* tiré du pays même : la prospérité du bétail dans les villages des mosneni (1) où on a conservé les pâturages en commun.

Ensuite un argument de fait tiré de l'étranger : l'exemple des pâturages communaux chez les Roumains habitant l'Autriche-Hongrie (2) chez les Suisses

1. Les mosneni sont des paysans qui *ab antiquo* possèdent des propriétés en indivision.

2. Maïor. *Politique agraire des Roumains.*

(les Allemands) (1) et dans beaucoup de régions de la France.

Le législateur avait à tenir compte également d'un autre argument de fait, à savoir, l'état de développement agricole du paysan et ses habitudes enracinées de faire paître le bétail sur des pâturages étendus.

Il y avait là une très forte raison, car comme le dit parfaitement bien M. le professeur Philipovich (2) « devant les controverses qui surgissent, le problème des communaux doit être résolu selon les conditions concrètes en présence desquelles on se trouve ».

De plus, le législateur roumain, en admettant la solution du pâturage communal, n'a fait qu'écouter la doctrine de beaucoup d'économistes de marque.

Ainsi, Goltz (3), parlant des pâturages communaux, dit :

« Les pâturages communaux procurent aux paysans la possibilité *d'entretenir du bétail et de produire le fumier indispensable pour la culture de la terre*. Nourrir dans l'étable le bétail pendant l'été leur est très coûteux *sinon impossible*, à ces pauvres gens.

« On peut en dire autant et avec plus de fondement de l'emploi de leurs parcelles de terre dans ce but.

« Le pâturage communal procure en un mot aux propriétaires de petites et moyennes étendues, ainsi qu'aux simples ouvriers et artisans, la possibilité d'élever du

1. De Laveleye. *De la Propriété et ses Formes primitives*. Ch. VII.

2. Eugen von Philippovich, *La Politique agraire*, p. 214.

3. Von der Goltz, *op. cit.*, p. 80-81.

bétail sans qu'il en résulte pour eux une charge trop lourde.

« Le bétail, outre qu'il leur fournit le lait dont ils ont besoin, leur procure également le fumier indispensable pour la culture. »

Et le même économiste ajoute aux autres avantages des pâturages communaux celui « d'adoucir *les rapports économiques et sociaux entre les habitants du même village*, et ce point est capital à notre avis. »

M. le professeur Philippovich (1) se prononce dans le même sens :

« Les communaux ont leur importance en ce qui regarde le maintien de la petite propriété.

« Ils prouvent à celle-ci la pleine sécurité dans l'élevage du bétail, tout restreint que soit cet élevage. »

*
* *

S'étant arrêté à l'idée de constitution des pâturages communaux, le législateur devait penser aux moyens de créer ces pâturages.

Trois partis se présentaient :

1° Le premier consistait à se baser sur la loi de 1864 qui n'avait pas été observée sur ce point lors de son application.

En effet, la Commission chargée de l'application de la loi n'avait pas séparé, comme la loi l'ordonnait, les

1. Eugen von Philippovich, *op. cit.*, p. 213.

terrains destinés aux pâturages des terrains destinés à la culture.

Il fallait donc corriger, sous ce point, l'application de la loi de 1864 de la façon suivante : *Toute la terre reçue par les paysans conformément à la loi de 1864 sera divisée en trois parties dont l'une servira à la création d'un pâturage communal* (1).

Mais des arguments très sérieux s'opposaient à ce que cette solution fût admise.

Le législateur aurait soustrait à la culture des céréales une forte portion des terres des paysans.

Déjà les paysans souffrent du manque de terre, leur en soustraire encore une partie équivaldrait à les exposer à mourir de faim.

De plus, cette opération aurait été très coûteuse et aurait soulevé le mécontentement des paysans troublés dans leur possession.

2° Suivant une *seconde solution*, qui passa même dans le projet du gouvernement, la *terre nécessaire pour le pâturage communal aurait été affermée par la commune de chez les grands propriétaires*.

Celle-ci fut à son tour rejetée comme créant une servitude sur la grande propriété et constituant un retour à l'organisation de la propriété avant 1864.

3° Aussi, le législateur a-t-il disposé la création des *pâturages communaux, par l'achat au propriétaire de la terre nécessaire*. (Art. 9.)

1. Soutenu par feu Paucescu, ancien ministre de l'Agriculture.

Les avantages de cette solution sur toutes les autres, sont manifestes.

Le droit de propriété n'est pas atteint (1), car il n'y a pas de servitude ou expropriation.

Cette solution satisfera le besoin urgent que les paysans ont du pâturage.

D'autre part, elle constitue un moyen indirect d'augmenter la propriété des paysans et de diminuer les trop grandes propriétés qui abondent en Roumanie, au préjudice, à tous les points de vue, de l'économie nationale.

Critique à la solution du Gouvernement et réfutation.

— Mais la solution de la loi, création d'un pâturage par achat au propriétaire, n'a pas été sans soulever de *critiques*.

a) On lui a reproché de faire revivre une ancienne forme de propriété, la propriété communale, condamnée par tous les économistes (2) et contraire en même temps à l'esprit individualiste de notre époque.

On a prouvé par des chiffres que cette forme de propriété est en déclin partout, en France et même en Russie.

1. La constitution de pâturages se fera comme on l'a vu par l'achat à l'amiable. Sur ce point un accord est intervenu entre les deux partis politiques. Le chef du parti conservateur, représentant la grande propriété, s'est opposé à ce qu'on inscrivit dans la loi l'obligation de vente, s'engageant à intervenir auprès des grands propriétaires pour les amener à céder bénévolement la portion nécessaire à la création du pâturage.

2. Voir notamment Yermoloff. *La Russie agricole devant la Crise agraire* page 20 et s.

Le rapporteur de la loi (1) a répondu péremptoirement à cette objection. Sans entrer dans la réfutation scientifique des objections opposées à la loi, il disait :

« Les mesures que le législateur prend pour l'amélioration économique d'une classe sociale doivent être jugées, non à la lumière des considérations abstraites de progrès, mais par rapport à l'état de développement réel du pays où il légifère ».

Et il avait grandement raison.

Nous avons déjà montré le développement réel et l'état d'esprit dans lequel se trouve le paysan roumain.

Mais même en analysant les arguments scientifiques apportés contre le pâturage communal, notamment le principal à savoir que le pâturage communal soustrait une grande étendue à la culture des céréales et par le fait diminue les moyens de subsistance de la population, nous verrons qu'il ne porte pas en Roumanie.

En effet, comment peut-on parler de la diminution des moyens de subsistance, dans un pays où sur la production générale en céréales il n'y a qu'un quart qui soit consommé à l'intérieur (2), et où la densité de

1. Mr. le député A. Djuvara, actuellement ministre du Commerce.

2. Sous le rapport de l'exportation par tête d'habitant, la Roumanie tient le record pour toutes les céréales et par rapport à tous les États, hors l'Argentine. La Roumanie, en effet, vend à l'étranger environ 1 Hl. 70 de blé par habitant, pendant que la Russie n'en exporte que 0,27. La quantité de maïs exportée de notre pays représente 1 Hl. 82. par habitant, pendant qu'aux États-Unis la même proportion est de 0,87. Cf. L. Colesco. *Les Progrès économiques de la Roumanie*, p. 57.

la population est si faible (50 habitants par kilomètre carré)?

D'autre part, les inconvénients attribués à l'exploitation en commun ne peuvent non plus s'appliquer à la solution du législateur roumain.

Celui-ci en effet crée une propriété communale *uniquement pour le pâturage*. Or le pâturage, vu sa destination, représente un profit plus avantageux sous forme communale que sous forme individuelle. D'abord, on réalise une économie d'emplacement, ensuite une économie de gardes et enfin on peut réserver les terrains propres au pâturage. Outre cela, il faut remarquer que le législateur roumain ne crée même pas une propriété communale proprement dite; *ce qu'il y a de commun dans le pâturage, c'est uniquement le droit d'usage*, car chaque paysan a dans le pâturage un droit de propriété proportionnel à la quantité du bétail qu'il possède, si bien qu'il peut cultiver sa quote-part avec des plantes fourragères et la clôturer. (Art. 28 de la loi.)

De sorte qu'on ne peut pas parler d'un droit de propriété commun; il s'agit plutôt, au point de vue juridique, d'un droit de propriété possédé en indivision.

De plus, le ministre dans l'exposé des motifs de la loi s'exprimait ainsi :

« Le pâturage est une mesure essentielle *mais provisoire*. »

Il s'ensuit que dans l'intention du législateur, même

le droit d'usage n'est pas destiné à rester perpétuellement communal.

Le pâturage communal est destiné à se transformer petit à petit, en propriété individuelle, en terrain de culture pour les plantes fourragères.

Le pâturage, tel qu'il a été créé en Roumanie, est donc une étape de l'évolution vers la culture des plantes fourragères-artificielles, si recommandées par l'économie rurale.

Il est vrai que la loi dispose qu'un règlement établira la limite de l'étendue du pâturage communal qui pourra être cultivée avec des plantes fourragères, mais il en faut connaître les raisons.

La première raison, c'est que les paysans cultiveront, sous le nouveau régime, des plantes fourragères sur leurs propres terres, parce que la loi soumet l'usage du pâturage à cette condition (art. 58), et ensuite parce les paysans une fois habitués y cultiveront même une étendue supérieure à celle que la loi leur impose.

Ainsi, il n'y aura pas besoin d'étendre cette culture aux pâturages.

La seconde raison, c'est que même si les paysans arrivaient à généraliser la culture des plantes fourragères, le pâturage conserverait encore son utilité, car, pour élever et nourrir les bestiaux, il ne suffit pas d'avoir des étables et des fourrages. Ce n'est pas à la crèche que peuvent se former et se développer les bonnes races

d'animaux, mais dans les vastes pâturages bien aérés et bien situés.

b) On a combattu également la solution apportée par le législateur au problème du pâturage, en invoquant des raisons financières.

L'opération de l'achat du pâturage communal, a-t-on dit, grèvera les finances des communes d'une grosse dette que les paysans devront acquitter. De la sorte, le pâturage leur reviendra plus cher qu'auparavant (1).

L'argument peut être réfuté péremptoirement.

Quand même le pâturage communal représenterait pour les paysans une dépense plus élevée que le droit de pâturage qu'ils payaient aux propriétaires sous l'ancien régime, au moins le bétail aura-t-il de quoi se nourrir et les paysans seront-ils à l'abri de toute contrainte morale lors de la rédaction du contrat de la part des propriétaires ou fermiers.

Mieux encore, le pâturage communal est leur propriété, et après dix ans il sera libéré de toute dette.

Il faut donc conclure, que la solution donnée par le législateur roumain à la question du pâturage ne mérite pas les critiques dont elle a été l'objet. Tout au contraire, elle contribuera beaucoup à l'amélioration réelle de la situation économique du paysan roumain. Le pâturage communal répond à une véritable néces-

1. M. N.-T. Popp, se basant sur cette augmentation, dans un remarquable discours à la Chambre des députés, incline pour la solution d'établir une servitude de pâturage sur chaque propriété jusqu'à un huitième de son étendue cultivable.

sité, car, comme le dit très bien le ministre, dans l'exposé des motifs de la loi :

« Le pâturage répond à deux idées bien distinctes : Il permet de donner aux animaux l'air et l'exercice sans lesquels ils dégénéreraient et deviendraient tuberculeux ; et spécialement dans notre pays il a encore un autre but : procurer aux bestiaux, pendant l'été, la nourriture dont ils ont besoin, et qu'ils ne peuvent pas se procurer autre part. »

Et le ministre conclut :

« La création du pâturage rendra le libre arbitre au paysan, lors de la conclusion du contrat de travail. »

Nous ne voyons aucun inconvénient à ce que, à côté des propriétés individuelles, il y ait une infime partie du sol du pays qui soit la propriété commune (1). Personne, ni aucun exemple, ne nous prouve qu'il y aurait à cela des inconvénients.

Bien au contraire, les Allemands Suisses nous démontrent qu'il n'existe que des grands avantages (2). De plus nous avons la preuve que partout la suppression des pâturages communs a été funeste (3).

Il nous semble donc que nous avons établi suffisamment les avantages économiques des pâturages commu-

1. D'après les calculs 350.000 hectares seront transformés en pâturages communaux.

2. Cf. de Laveleye. *La Propriété et ses Formes primitives*, ch. VII.

3. Camille Trapenard, *Le Pâturage communal en Haute-Auvergne*, G. Maïor, *op. cit.*

naux, tant au point de vue des principes qu'au point de vue spécial de la Roumanie.

Il ne faut pas perdre de vue également le grand avantage social dont parle Von der Goltz (1).

Déjà on s'aperçoit des funestes résultats, qu'a eus pour la société moderne, l'attachement jusqu'à l'excès au principe individualiste qui s'est introduit partout.

Les pâturages communaux sont appelés à remédier au malaise économique et social de la propriété individuelle poussé à ses dernières limites, tout aussi bien que l'association tend à atténuer, en général, les mauvaises conséquences de l'individualisme économique et social.

SECTION III

§ 1. — *Le minimum de salaire.*

§ 2. — *Le maximum de quantité de travail à effectuer dans une journée.*

§ 3. — *Le maximum de fermage.*

Telles sont les dispositions essentielles de la loi.

« Sans elles », dit le rapporteur de la loi à la Chambre des députés, « la réforme de notre régime des contrats agricoles n'apporterait pas à la situation des paysans les améliorations auxquelles nous avons le droit de nous attendre. »

Et M. Creanga, qui avait procédé à l'enquête agricole, s'exprimait ainsi dans une interview :

1. Cf. p. 171.

« Sans l'établissement de ce minimum et de ces maxima, cette loi doit être considérée comme inefficace, comme morte. »

En effet, malgré la simplification que la loi apporte aux contrats agricoles, malgré la création des pâturages communaux, si la loi ne mettait une limite minimum, au-dessous de laquelle les salaires ne pourront baisser et une limite maximum, au-dessus de laquelle les fermages ne pourront s'élever, les paysans, en raison même de la nécessité où ils se trouvent, continueraient à être victimes des contrats usuraires.

C'est surtout par le salaire et par les prix d'affermage que les propriétaires ou fermiers exploitaient sous l'ancien régime les paysans (1).

Aussi, le législateur de 1907 fut-il obligé de régler le contrat de travail, surtout sur ce point (2).

Trois solutions principales se présentaient :

4. — Une loi générale contre l'usure (3) comme il en

1. Cf. l'Introduction de notre travail.

2. Déjà l'Académie roumaine, lors de l'affermage d'une de ses terres en 1906, avait établi dans le contrat de fermage des minima et maxima. Cf. sur ce point. Dr Busoicesco. « L'affermage de la terre », *Moara Greilor*. Bucharest 1907.

La fixation du maximum de salaire et maximum de fermage a été demandée déjà en 1882, par le Conseil général de Jassy.

De plus, les propriétaires et fermiers du département de Botosani, après la Révolution de l'année dernière, se sont réunis et ont fixé, de leur propre initiative, des prix minimum de travaux agricoles et de maximum, pour les terres données en fermage aux paysans.

3. Solution soutenue par M. le sénateur Xénopol. (Séance du 19 février 1908.)

existe en Russie (loi du 24 mars 1899) et notamment en Allemagne depuis la loi de 1880, complétée par la loi du 19 juin 1893, système qui est passé même dans le nouveau Code civil de 1900 (art. 138) (1).

Mais on rejeta cette solution, par cette considération, que les juges, en l'absence d'éléments nécessaires, auraient de grandes difficultés à découvrir l'usure. Aussi l'arbitraire des juges serait énorme (2). De plus ce système n'est qu'un système répressif d'usure ; or ce qu'il faut au paysan, c'est un système préventif.

B. — Des arbitres, auxquels les partis auraient recouru en cas de mécontentement, et qui auraient réduit les prix des contrats dans de justes limites (3).

Cette solution a été également rejetée, car aux critiques qu'elle mérite comme la première solution, il faut ajouter celle d'être peu pratique.

Pour chaque cas on aurait eu besoin d'une commission d'arbitres. Cela aurait conduit au curieux résultat, de voir établis plusieurs prix de travail dans la même localité, selon la Commission d'arbitres qui aurait statué.

C. — Le législateur s'est arrêté à une troisième solution. au système préventif, au système des tableaux des

1. Cf. de Tarde. *L'Idée du juste Prix*, p. 34 et s. — Saleilles. *Introduction à l'étude du Code civil Allemand*.

2. Sur les inconvénients de ce système, voir de Tarde, *op. cit.*, p. 313 et suiv.

3. Cf. Contre-projet du parti conservateur, art. 65 ; Popovici-Lupa. *Réformes pour les paysans*, p. 23.

prix minimum de salaire et maximum de fermage, modifiables tous les cinq ans, que les partis devront respecter dans les contrats agricoles.

*
* *

Avant d'analyser les points de détail du système, nous chercherons à discuter le système du législateur roumain au point de vue des principes économiques.

L'école classique nous dit que tout échange est basé sur la loi de l'offre et de la demande.

Cette loi est une loi fatale, inéluctable, qu'on ne peut donc soumettre à aucune réglementation et qui ne peut et ne doit pas être entravée, car c'est elle qui établit le juste prix dans l'échange.

Mais en ces derniers temps, des études plus approfondies ont prouvé que non seulement la loi de l'offre et de la demande n'explique qu'en partie l'établissement du prix dans l'échange, mais encore que d'autres causes peuvent en empêcher le jeu, ou même la fausser complètement, si bien que M. Gide a pu dire : « Le juste prix, tel que l'entendent les économistes orthodoxes, celui qui résulte de l'offre et de la demande, est devenu un prix injuste (1). »

1. Charles Gide. Voir « Justice et Charité » dans le volume *Morale Sociale*, p. 191 et suiv.

Voici ce que dit à ce propos M. Alfred de Tarde (1) .

« Les deux éternelles lois accouplées de l'offre et de la demande et du coût de production avaient paru suffisantes pour l'explication de la valeur et du prix, indépendamment de toute considération subjective puisée dans la conscience des échangistes. »

Et plus loin il expose de la façon suivante la notion du juste prix :

« Le juste prix en soi, c'est l'équivalence de l'objet ou la prestation reçue et l'objet et la prestation donnée.

Etant données les valeurs telles qu'elles sont fixées dans la conscience, le juste prix consiste toujours à n'acquérir une valeur quelconque qu'en sacrifiant une valeur égale.

« La partie importante du problème, c'est donc *l'étude des conditions antérieures à ce calcul d'équivalence* c'est l'établissement des termes de cette équation psychologique.

« Il s'agit donc de savoir comment les valeurs sont déterminées dans la conscience individuelle. » (P. 7.)

En effet, derrière les objets ou prestations qui s'échangent, il y a l'homme avec ses besoins, ses désirs, son organisation, son degré de civilisation, un cortège d'éléments subjectifs qui peuvent influencer la base sur laquelle l'échange se fait, surtout lorsqu'il s'agit du taux de salaire. — Ainsi s'expliquent des augmentations de

1. Alfred de Tarde, *op. cit.*, p. 21.

salaires dans le cas de grève, par exemple, sans que la loi de l'offre et de la demande y entre pour rien.

Ainsi s'expliquent les bas salaires en Roumanie, quoique d'après les considérations abstraites de l'offre, — vu la faible densité de la population — et de la demande, — vu les grandes propriétés existantes (1), — ils dussent être plus élevés qu'autre part.

Les salaires usuraires dans les campagnes ne peuvent donc s'expliquer que lorsqu'on fait entrer en ligne de compte les éléments subjectifs, la situation réciproque des parties contractantes.

En effet, nous avons vu que le paysan est mal préparé socialement pour pouvoir résister au propriétaire ou fermier. — D'autre part, la situation matérielle ne lui permet pas de discuter les conditions du travail. De plus, par tradition, il se soumet au propriétaire ou fermier comme à son maître. Il contracte en général pendant l'hiver lorsqu'il est acculé à la misère.

Ce sont également les éléments subjectifs qui expliquent les grands fermages de notre pays, quoique la terre s'offre en abondance.

Le paysan doit, de toute nécessité, faire appel aux propriétaires ou fermiers et accepter leurs conditions pour avoir la terre nécessaire à son existence.

Il a en face de lui le propriétaire ou fermier, qui est un seigneur, comme nous l'avons montré dans l'intro-

1. Pendant la moisson on fait appel même aux soldats.

duction, ayant un monopole de fait, et des moyens très raffinés pour amener les paysans à accepter, en échange de la terre qu'il leur fournit, des prestations dépassant de beaucoup la valeur locative réelle de cette terre.

On ne peut pas parler, en Roumanie, de la résistance individuelle à la dépression de salaire ou à l'augmentation artificielle du prix de fermage. Cela suppose, en effet, une bonne situation économique du paysan, ou bien la possibilité de changer de métier, ou au moins de propriétaire.

Or, nous avons vu que cela lui est impossible, l'industrie étant rudimentaire et, d'autre part, le nombre des exploitants se réduisant de jour en jour par la formation des trusts.

On ne peut parler non plus de la résistance collective, l'esprit de solidarité et d'association professionnelle n'étant pas répandu dans la masse des paysans.

En résumé :

D'une part, l'état d'ignorance du paysan roumain, le besoin de la terre, l'attachement au sol et à localité, où il est né ; d'autre part, la cupidité des fermiers ou propriétaires, la nationalité des fermiers, leur supériorité vis-à-vis des paysans, — des éléments subjectifs, et non pas la loi de l'offre et de la demande, peuvent nous expliquer pourquoi les prestations échangées, terre et travail, ou terre et argent, ou travail et argent, étaient loin d'être équivalentes dans les contrats intervenus entre paysans et fermiers ou propriétaires.

Donc, les conditions subjectives et antérieures au calcul d'équivalence sont déterminantes dans le calcul de cette équivalence, si bien qu'elles la faussent complètement.

On peut dire sans exagérer, que les prix se débattaient en Roumanie, entre propriétaires ou fermiers et paysans, à la façon dont fut débattu le prix entre Esaü et Jacob.

Or, comme le fait remarquer très exactement M. de Tarde : « Le prix qui fut débattu entre Esaü et Jacob, quoique les deux parties aient évalué librement leur apport dans l'échange et l'aient déclaré équivalent, choque aujourd'hui notre sens de justice. »

Et il conclut :

« La justice a évolué ; elle ne se fonde plus sur une équivalence arbitraire, laissée à l'appréciation des parties, mais sur une équivalence réelle. »

C'est cette équivalence réelle que le législateur roumain veut rétablir. Il lui fallait, pour atteindre son but, neutraliser l'influence des éléments subjectifs, qui déterminent l'échange dans les contrats agricoles entre paysans et propriétaires ou fermiers en Roumanie. Or, pour cela il n'avait à sa disposition qu'une seule voie : fixer des prix maximum et minimum que les parties devaient respecter dans les contrats agricoles.

Rester indifférent eût signifié qu'il permettait l'exploitation d'une classe plus faible et ignorante par une autre plus puissante et plus organisée ; c'eût été laisser

les conflits se perpétuer à l'infini, conflits qui mettaient en danger l'existence même du pays, car ils se manifestaient par des révolutions ; c'eût été, en un mot, faillir à son premier devoir, celui d'assurer la paix interne dans le pays.

..

Après avoir ainsi déblayé le terrain du débat, nous pouvons passer à l'analyse en détail, le procédé établi par le législateur roumain pour la fixation de ces tableaux de prix.

A. — Certains membres du Parlement avaient demandé que les prix maximum et minimum fussent fixés par la loi même.

Cette proposition ne fut pas admise.

Le système de minimum et maximum légal aurait été trop rigide et trop arbitraire, étant donné la fluctuation que la valeur de la terre et la main-d'œuvre peuvent subir, tant dans le temps que dans l'espace.

B. — Le législateur a introduit un autre système : Celui des tableaux des prix établis par des commissions départementales, formées par moitié de paysans et de propriétaires (1).

Le législateur est entré ainsi dans le courant moderne,

1. Ces commissions nous rappellent les conseils spéciaux de l'Etat de Victoria de l'Australasie.—Cf. Bertrand Nogaro. (*Le Contrat collectif en Australasie*, p. 69

qui veut que les conditions des contrats sortent d'une entente commune, entre les représentants des parties contractantes.

Mais puisque les prix subissent des variations tant dans l'espace que dans le temps, les conditions économiques n'étant pas identiques dans le même département ni d'une époque à une autre, les prix seront établis *par régions départementales et seulement pour cinq ans*. (Art. 65 et 67).

D'après quelles règles les commissions rempliront-elles leur rôle.

Pour le savoir il faut étudier en détail chacune de leurs attributions.

§ 1. — *Le minimum de salaire* (1)

La loi dit : « La Commission constatera les limites des prix au *moment des travaux agricoles* dans les trois der-

1. Nous trouvons une disposition, presque semblable, que dans notre ancienne législation agraire. — Le ministre de l'Intérieur dressait des tableaux des prix par districts et par mois. Ces tableaux, dont plusieurs ont été conservés, étaient envoyés à « l'Obsteasca Adunare », une sorte de parlement qui fixait, d'après eux, des prix minimum pour trois ans. — Cf. Tanasesco et Grigoresco, *Les contrats agricoles avant et après le règlement organique*, p. 21 et 30. — Les lois sur les contrats agricoles de 1882, art. 23, et la loi de 1893, art. 25, astreignent les conseils généraux à constater annuellement par des tarifs les prix des travaux agricoles, mais cette disposition était sans grande portée, car les tarifs ne devraient servir comme prix courants dans la liquidation des contrats que dans le cas où les contrats n'avaient pas stipulé de prix, ce qui arrivait très rarement.

nières années, et sur cette base elle fixera les prix au-dessous desquels les salaires ne pourront descendre. » (Art. 65.)

La *Commission* n'a donc pas un pouvoir discrétionnaire et arbitraire. *Elle ne fait que constater les salaires courants dans la région* et qu'enregistrer les variations des prix, en un mot, « elle est pour les salaires ce qu'un baromètre est pour l'atmosphère » (1).

Pourquoi la loi indique-t-elle que la *Commission* doit constater les prix de l'époque des travaux agricoles ?

C'est à l'époque des travaux que les salaires sont le plus élevés possible, le plus près de la vraie équivalence réelle dans l'échange, car la demande des propriétaires ou fermiers est intense. — Le législateur s'est donc dit que ce sont ces salaires qui doivent servir de base à la fixation du minimum qui sera respecté dans les contrats pendant cinq ans.

Objections à la fixation d'un minimum de salaire et réfutation

a) On a combattu avec acharnement la fixation du minimum de salaire, comme violant la liberté des contrats, et empêchant la loi de l'offre et la demande de jouer.

D'abord qu'entend-on par la liberté ?

« Qu'est-ce que c'est que la liberté ? » se demandait

1. Discours de M. J. J. C. Bratianu, ministre de l'Intérieur. Séance à la Chambre des députés, 14 déc. 1907.

M. P. Carp, le chef du parti conservateur, dans un de ses brillants discours.

« Est-ce la faculté absolue de faire ce que bon nous semble ? Je pense que non, et en pratique la liberté ne trouve son application que lorsque vous limitez le plus fort, quand vous l'empêchez d'abuser d'une liberté absolue.

« Il faut prouver que la loi n'a pas pris la défense du plus fort, il faut prouver que sans ces dispositions l'État ne laisserait pas le faible désarmé vis-à-vis du plus fort. Se faire défenseur d'une liberté qui est uniquement en faveur du plus fort, c'est une manière étrange et unilatérale d'entendre la liberté. »

Et plus spécialement, qu'entend-on par la liberté des contrats ?

C'est la possibilité pour les parties d'établir sans aucune entrave, dans un contrat, l'équivalence entre les deux prestations échangées. — Or, la loi poursuit précisément ce but : Supprimer les entraves qui pourraient empêcher la réalisation de l'équivalence entre les prestations échangées.

La loi ne viole en aucune façon la liberté du contrat ; les parties sont libres d'établir tout prix que bon leur semble, au-dessus de ce minimum ; *son but est uniquement d'empêcher l'usure dans le contrat de travail.*

D'ailleurs, les parties contractantes n'ont pas à se plaindre, car le minimum est fixé conformément aux prix établis à une époque (l'époque des travaux) où

elles ont la pleine liberté de contracter. Le minimum étant le résultat d'un régime de liberté comment dès lors empêcherait-il la liberté du contrat ? Les partisans de la loi de l'offre et de la demande n'ont pas à se plaindre que la disposition du minimum de salaire ait été introduite dans la loi roumaine, ils doivent, au contraire, s'en trouver satisfaits. En effet, la fixation d'un minimum permettra à la loi de l'offre et de la demande de jouer en pleine liberté, alors que, nous l'avons vu sous l'ancien régime, elle ne jouait pas.

Les salaires, sous l'ancien régime ne correspondaient pas à ce qu'ils devaient être d'après le jeu de cette loi, quoique la demande de travail fût considérable et l'offre restreinte, néanmoins ils avaient atteint des prix de famine.

Or, sous le nouveau régime, les salaires ne pourront plus descendre plus bas que la loi de l'offre et de la demande ne les détermine dans un moment de liberté, pendant l'époque des travaux.

b) On a combattu également cette disposition de la loi à d'autres points de vue.

« La fixation du minimum de salaire serait préjudiciable aux paysans, à ceux surtout qui sont maladroits, car ils ne seront plus embauchés » (1).

Cette objection ne peut pas porter, en voici la raison : On ne peut pas dire qu'il y ait dans l'agriculture autant

1. M. le député Marghiloman, Séance 16 décembre 1907 à la Chambre des députés.

de maladroits que dans l'industrie, car les travaux agricoles demandent une très petite habileté. Aussi ne donnent-ils pas lieu d'établir de sensibles différences entre la capacité des ouvriers. Et la preuve de cette affirmation, nous l'avons dans ce fait, qu'en Roumanie, il se forme des contrats collectifs — sans que cela soit requis par la loi, — dans lesquels on fixe un prix uniforme pour tous les paysans. Le prix est uniforme parce que le travail fourni par eux est aussi uniforme.

De plus, en agriculture, les travaux sont plus urgents que dans l'industrie, ce qui fait que les propriétaires sont obligés d'engager même les plus maladroits. Ils n'ont pas la possibilité de choisir, de regarder à la qualité du travail des paysans. Choisir équivaldrait à s'exposer à une perte irrémédiable.

Du reste, les maladroits seront quand même engagés, car l'article 36 de la loi sur les contrats, dispose que le minimum ne sera applicable qu'aux contrats passés trente jours avant le commencement des travaux respectifs. Si donc les propriétaires ou fermiers trouvent le minimum trop élevé, ils n'auront qu'à engager les maladroits dans cette période où il ne s'applique pas, partant les maladroits seront embauchés même sous le nouveau régime.

c) On a encore soutenu (1) que le prix de la main-d'œuvre haussant les propriétaires ou les fermiers la remplaceraient par des machines.

1. Notamment M. Nicolas Filipesco. *Questions Paysannes*, p. 18.

Cette objection porterait, d'abord, si le minimum était établi à un taux trop élevé. Mais les commissions se garderont d'agir ainsi ; elles fixeront toujours un minimum raisonnable parce qu'elles ont toujours en vue le salaire courant des trois dernières années, et parce que les délégués propriétaires s'opposeraient à ce qu'il en fût autrement.

En second lieu, l'introduction des machines n'est pas à craindre, car la machine coûte cher et ne peut être employée que pendant une courte période de l'année, et puis elle ne trouve pas à la ferme un terrain d'application et d'utilisation aussi favorable qu'à l'usine (1).

En Roumanie il y a un argument de plus.

Les capitaux sont très chers (2). Il y a donc un obstacle de plus, à l'introduction des machines sur une grande échelle.

d) Mais, prétend-on encore, les propriétaires ou fermiers tâcheront de remplacer la main-d'œuvre nationale par la main-d'œuvre étrangère.

Nous répondons que cela ne sera plus possible sous le régime de la nouvelle loi, qui interdit l'introduction de la main-d'œuvre étrangère. (Art. 37.)

e) Une autre objection a été soulevée.

On a dit que la fixation d'un minimum aura comme conséquence la diminution du crédit des paysans, car

1. Cf. J. Hittier. *Revue d'économie politique*, numéro octobre novembre 1902. Kautsky, *op. cit.*, p. 55 et suiv.

2. Intérêt habituel 8 o/o.

Intérêt hypothécaire privé même 14 o/o.

les propriétaires ne feront plus d'engagements dès l'hiver ni, par suite, d'avances aux paysans (1).

D'abord on peut répondre à cet argument qu'il est très probable que les propriétaires continueront d'engager des travaux dès l'hiver car leur intérêt les y oblige.

Il est plus difficile en effet, surtout dans un pays de faible densité, comme la Roumaine, de trouver de la main-d'œuvre à l'époque même des travaux où les paysans sont occupés sur leurs propres terres.

Ne pas engager de travaux dès l'hiver serait s'exposer à rester avec les champs non exploités, c'est renoncer à l'agriculture.

Et puis cette argumentation, fût-elle exacte, que les paysans ne perdraient rien ; ils n'auraient qu'à gagner à être engagés pendant la saison où les salaires sont élevés, sans compter l'avantage qu'ils auraient à n'être pas excités à la dépense par les propriétaires ou fermiers (2).

L'argent nécessaire jusqu'à la réalisation de la récolte, ils le trouveraient aux Banques Populaires de crédit et aux succursales de la Caisse Rurale, nouvellement créée.

f) Finalement on a soutenu que la fixation d'un minimum sera une nouvelle charge pour l'agriculture roumaine et la mettra en infériorité vis-à-vis des agricultures

1. Al. Marghiloman, Séance à la Chambre des députés, 16 décembre 1907.

2. Cf. Miellvacque, *op. cit.*

étrangères, ce qui lui fera perdre les marchés internationaux.

Nous pensons que cela n'arrivera pas ; les céréales roumaines ont des débouchés assurés, vu leur qualité (richesse en gluten) et la demande sans cesse croissante qu'en font les pays d'Occident.

D'autre part, la réduction réalisée dans le fret et l'intensification de la culture permettent toujours à l'agriculture roumaine de supporter la charge imposée par la fixation d'un minimum.

Et même, si par hypothèse, le minimum a pour résultat la diminution des grands profits des propriétaires ou fermiers, cette diminution profitera à la masse des paysans ; il n'y aura qu'un déplacement de bénéfices, le pays dans son ensemble n'y perdra rien.

§ 2. — *Maximum des différents travaux agricoles qu'un homme, une femme, ou un enfant pourront accomplir dans une journée (1)*

C'est là une disposition que le législateur prend pour assurer l'efficacité du minimum.

Le propriétaire ou fermier aurait pu facilement, en obligeant les paysans à effectuer un travail au-dessus de leurs forces, de tourner la disposition de la loi concernant le maximum et compenser l'augmentation du salaire que la loi lui impose.

1. Une disposition analogue se trouve dans l'ancienne législation agraire de la Roumanie, notamment dans le Règlement organique de 1832, art. 142.

C'est en même temps une disposition qui a pour but de protéger les enfants et les femmes.

§ 3. — *Le prix maximum de fermage, soit que le fermage est payé en argent, soit lorsqu'il est payé en dîme (avec une partie de la récolte).*

Fixer le maximum de rente qu'une terre puisse produire paraît, à première vue, hérésie économique.

En effet, ce qui détermine en principe le taux du fermage de la terre, c'est la valeur de la production de cette terre, valeur déterminée à son tour par trois éléments variables : la fertilité naturelle (variable dans l'espace), le prix de vente de la production (variable dans le temps), la densité de la population (variable tant dans l'espace que dans le temps).

Si cela est vrai, comment peut-on fixer un maximum général et permanent.

Principe de la fixation. — L'idée d'un maximum de fermage peut cependant se soutenir en théorie, car il est possible, tout en fixant un maximum, de faire varier le taux du fermage, aussi bien dans l'espace que dans le temps.

Supposons, par exemple, qu'on forme par région, dans chaque département, des groupes de communes possédant approximativement la même qualité de terre.

Si maintenant on fixe un maximum pour une région, en se basant sur la propriété, dont *le sol est de meilleure qualité* que celle de toutes les autres de la région et dont la situation est la plus avantageuse, la fixation de ce maximum n'empêchera pas le premier et le troisième des éléments dont nous avons parlé (fertilité naturelle du sol, densité de la population) d'influencer le taux du fermage.

La fixation de ce maximum n'empêchera donc pas le taux du fermage de varier en espace.

En ce qui concerne la variation dans le temps, si le maximum n'est fixé que pour une courte période, la fixation de ce maximum n'empêchera non plus le taux du fermage de varier dans le temps.

Le système de la loi roumaine peut donc être admis, même au point de vue théorique, le maximum dans ce système devant être fixé non seulement par département, mais même dans chaque département par région (1).

De plus, ces maxima ne seront fixés que pour cinq années, (Art. 67.)

*
* *

Eludions maintenant le côté pratique du problème du

1. Cf. Tableaux des prix fixés par les commissions départementales pour l'année 1907-1908. *Bulletin du Ministère de l'Agriculture*. On en trouve dans le département de Dolj jusqu'à 7 régions.

maximum, c'est-à-dire les normes d'après lesquelles la Commission fixera ce maximum.

A. — Pour la fixation du maximum du prix de fermage, *payé en argent*, la loi dit que la commission devra prendre en considération, d'abord la valeur de la production moyenne de la terre dans les cinq dernières années, puis le fermage courant dans la région pour les terres de même qualité en grande surface.

La Commission doit combiner ces deux considérations et fixer le maximum de telle manière qu'il ne dépasse pas d'un tiers le fermage des terres de la région, en grande surface.

Le législateur s'est vu forcé de fixer ces deux normes d'appréciations parce que, si la Commission n'avait eu à tenir compte que de la production de la terre, les profits du fermier auraient pu se trouver en disproportion avec la valeur locative courante de la terre, ils auraient été des profits usuraires.

Et comme cette loi est une loi de protection des paysans, elle veut que les paysans soient traités autant qu'il est possible, sur un pied d'égalité avec le grand fermier et, de plus, que l'augmentation de production profite surtout aux paysans, c'est-à-dire à ceux qui travaillent la terre.

Si, d'autre part, la Commission n'avait considéré que le fermage, abstraction faite de la production de la terre, la fixation du maximum n'aurait pas réalisé ce que le législateur cherche principalement, l'égalité de la jouis-

sance, les fermages pouvant être augmentés d'une façon artificielle comme nous le verrons qu'ils ont déjà monté en Roumanie, grâce à la formation des trusts.

B. — Pour la fixation du *maximum de dîme* (partie de la récolte que le propriétaire prélève), la loi porte que la dîme maximum ne doit pas dépasser la proportion existant entre le capital, que le fermier ou le propriétaire a déposé et le capital que le paysan apporte.

La Commission évaluera, donc, d'une part, les éléments par lesquels le propriétaire ou fermier contribue à la production, la terre dont la valeur variera suivant les améliorations faites par le propriétaire et les instruments agricoles, que les propriétaires ou fermiers mettront à la disposition des paysans.

Elle évaluera, d'autre part, la valeur du travail du paysan et de ses bêtes de trait.

On ajoutera la semence au compte du propriétaire ou du cultivateur, suivant que c'est l'un ou l'autre qui l'a fournie.

De la comparaison de ces deux termes, la commission déduira un tableau de prix proportionnels d'où se dégagera la proportion maximum, et par le fait, la dîme maximum.

Ainsi le législateur entend-il donner au contrat de fermage en dîme le caractère d'un véritable contrat d'association.

En effet, ce contrat avait même sous l'ancien régime, quelques-uns des caractères du contrat d'association.

Les deux parties déposaient un capital, toutes deux participaient aussi bien aux profits qu'aux pertes.

Si l'année était bonne, toutes deux profitaient de l'abondance de la récolte, mais le contraire était aussi vrai. De là les avantages de ce contrat.

Il y avait seulement, sous l'ancien régime, disproportions entre les capitaux apportés par chacune des parties et les bénéfices qu'elles retiraient.

La part des bénéfices du propriétaire ou fermier était exagérée.

C'est précisément pour réaliser l'égalité sur ce point, que la loi nouvelle prend les dispositions que nous avons vues.

De la sorte, l'association sera parfaite sous le nouveau régime. Aussi ce type de contrat de fermage en dîme est vu d'un bon œil par le législateur :

« Le contrat de fermage contre une partie de la récolte (dîme) réalise », dit le rapporteur de la loi à la Chambre, « la plus heureuse forme de l'association effective entre le propriétaire et le paysan cultivant la terre »

« Le paysan qui passe le contrat se rend bien compte, d'une part, de l'équivalent de ses prestations par rapport à la terre qu'on lui offre et, d'autre part, ne peut être trompé ni en ce qui concerne la qualité de la terre, ni en ce qui concerne la qualité de la semence, ni en ce qui concerne l'époque où il fait sa récolte.

« En outre, le propriétaire, dans ce contrat, a tout intérêt à diriger les paysans vers une exploitation de

plus en plus méthodique, car l'augmentation de la production lui profite également » (1).

*
* *

Objections à la fixation d'un maximum de fermage et réfutation. — a) On a combattu le maximum de fermage par ce motif que la fixation d'un maximum empêche la rente du sol d'augmenter et, d'autre part, limite les profits du propriétaire ou fermier.

Cet argument ne porte pas :

La fixation d'un maximum n'empêche pas la rente de s'accroître, puisque le fermier peut offrir au propriétaire n'importe quel fermage (2).

En ce qui concerne les profits, il est bien vrai que la loi les limite à 30 0/0 : mais c'est le droit de l'Etat de limiter les profits, comme il limite les intérêts quand ils tendent à devenir usuraires.

30 0/0 représente un profit assez élevé, l'intérêt légal en Roumanie étant de 6 0/0.

Que cette disposition contribue à réduire le nombre des fermiers, rien de plus probable et de moins regrettable. Elle s'accorde avec la tendance moderne, qui est de restreindre autant que possible les intermédiaires.

1. Dans le même sens voir : R. Merlin, *Le Métayage*, p. 203 et s.

2. C'est si vrai que M. Garoflid pense qu'à cause de l'augmentation progressive du fermage, le maximum ne sera pas efficace. *Le nouveau projet de loi sur les contrats agricoles*, p. 9. — Cf. Dans le même sens : Discours de M. le député Jarca (Séance du 13 décembre 1907).

b) On a encore fait à la fixation de maximum de fermage cette objection que les propriétaires ou fermiers n'ayant plus de grands bénéfices ne loueront plus leurs terres aux paysans (1).

Nous avons déjà répondu à cette critique. Les grands propriétaires n'auront pas d'intérêt d'agir ainsi, parce qu'ils trouvent un grand avantage à la culture d'une partie de leurs terres par les paysans (2). Il faut encore compter que, peu à peu, grâce à la Caisse rurale, les paysans auront de moins en moins besoin des terres de la grande propriété.

c) Enfin, a-t-on dit, la fixation d'un maximum sera défavorable aux paysans — qui payaient précédemment un fermage inférieur au maximum établi par les commissions, — car les propriétaires ou fermiers demanderont dorénavant même ce prix maximum, comme prix de fermage, et ils céderont aux paysans les terres de mauvaise qualité.

La critique est bien faible. En effet, il y avait très

1. M. le député Jarca (Séance du 13 décembre 1907), pour empêcher que le fait ne se réalise, est allé jusqu'à proposer que les propriétaires ou fermiers soient obligés, par la loi, à céder aux paysans la terre nécessaire pour compléter 5 hectares. Cela signifierait que la loi assurerait à chaque paysan le droit à la terre, c'était un retour à la forme de la propriété antérieure à 1864. Aussi cette disposition n'a-t-elle pas passé dans la loi. Elle a été imposée en 1907 par l'Académie Roumaine lors de l'affermage d'une de ses terres. Elle a été acceptée par le fermier. L'étendue que le fermier était obligé par le contrat à céder aux paysans atteignait 21 0/0 de l'étendue cultivable de la terre. (Cf. Dr Busoicesco. « L'affermage de la terre *Moara Grecilor*. Bucarest, 1907, p. 34.

2. Cf., p. 158.

peu de propriétaires ou fermiers (12,5 0/0) qui, sous l'ancien régime, prissent aux paysans des prix de fermage conformes à la nouvelle loi (1). On peut considérer aussi comme très improbable que ces propriétaires ou fermiers rendent les conditions du contrat pires sous un régime protectionniste des paysans, que sous un régime de pleine liberté. Au contraire, ils chercheront à adoucir les conditions du contrat, précisément en raison de ce que le besoin de terre des paysans diminuera par suite de la création d'une Caisse rurale, en même temps qu'une culture plus intensive fera augmenter la demande de main-d'œuvre : double raison pour laquelle propriétaires ou fermiers ne pourront pas demander même le maximum. On donnera aux paysans les mauvaises terres de la propriété? Cela arrivait même sous l'ancien régime. Au moins maintenant ils les paieront à des prix raisonnables. Et puis le paysan fortifié comme organisme économique, ayant à sa disposition, grâce à la Caisse rurale, la terre nécessaire à son existence, ne sera plus forcé comme sous l'ancien régime d'accepter la terre que le propriétaire lui offrira. Il prétendra avoir une bonne terre en location.

*
* *

C. — La fixation du maximum de fermage *au cas où les terrains sont donnés pour le pâturage du bétail.*

Cette fixation se fera à un double point de vue : par

1. *Enquête agricole*. « Les contrats agricoles », p. IV.

tête de bétail et par hectare d'abord, ensuite selon le nombre d'animaux qui peuvent paître sur un hectare.

La loi prescrit aux commissions départementales de considérer, lors de la fixation de ce maximum, la qualité de la terre que les propriétaires ou fermiers louent pour le pâturage.

Le législateur, conséquent avec lui-même, dans la poursuite de son but, qui est d'empêcher dorénavant les prix de fermage usuraires, devait organiser aussi la fixation du prix de pâturage.

Cette fixation, indique la loi, se fera *à la fois par tête de bétail, par hectare et par nombre* ; si elle était faite uniquement par tête de bétail, les propriétaires auraient pu, quand même, demander des prix usuraires, en ne mettant à la disposition des paysans qu'une petite étendue de pâturage. Le même raisonnement s'appliquerait si la fixation était faite en tenant compte seulement des deux premiers éléments et en négligeant le troisième : les propriétaires auraient entassé un grand nombre d'animaux par hectare, le bétail n'aurait rien eu à brouter, quoique le prix payé par les paysans n'eût pas dépassé le maximum décrété par la Commission. Les propriétaires auraient ainsi pu tirer de chaque hectare des revenus usuraires.

CHAPITRE II

LA RÉPARTITION FONCIÈRE EN ROUMANIE

Dans presque tous les pays, dit M. Béchaux (1) « à la base du problème agraire se pose la question de savoir comment le sol est réparti, si c'est un pays de grande ou de petite propriété ».

Cela est vrai en Roumanie, plus que partout ailleurs.

En effet, la statistique officielle (2) accuse les chiffres suivants sur la répartition agraire en ce pays :

Catégorie de propriétés	Nombre des propriétés	Etendue totale possédée
—	—	—
Prop. jusqu'à 10 Ha.	1.015.302	3.319.695
Prop. de 10 à 50 Ha.	36.318	695.953
Prop. de 50 à 100 Ha.	2.381	165.456
Prop. de 100 à 500 Ha.	2.608	785.719
Prop. au-dessus de 500 Ha..	1.503	3.001.473

Mais cette statistique appelle plusieurs observations. En ce qui concerne le nombre des grands propriétaires qui possèdent au delà de 500 hectares, nous devons observer que la statistique nous fournit le nombre des grandes propriétés et *non pas des grands propriétaires*.

1. Etienne Béchaux, *La Question agraire en Irlande*, p. 83.

2. Nous nous servirons cette fois de la statistique faite en 1905, à l'occasion du recensement, et qui donne des chiffres officiels. D'ailleurs elle ne diffère de celle de M. Creanga que par 145.500 hectares.

Or, il arrive très fréquemment en Roumanie qu'une personne possède plusieurs propriétés. On y trouve de grands propriétaires qui possèdent jusqu'à quinze terres, répandues dans les différents départements.

De ce chef, on doit réduire le nombre des grands propriétaires approximativement à 1.250. Même ce chiffre n'est pas le chiffre réel, car il existe en Roumanie 250 propriétés de main-morte (1).

Nous pouvons donc conclure que nous avons en Roumanie 1.000 *grands propriétaires de plus de 500 hectares*.

En ce qui concerne les petits propriétaires, il faut observer que nous avons à faire à une statistique fiscale, qui par conséquent n'indique que le nombre de cotes, sans avoir égard aux copartageants. Or, il y a en Roumanie 200.000 copartageants (2).

Il faut donc élever le nombre de petits propriétaires de ce chef à 1.200.000 (3).

Les étendues qu'on trouve dans la statistique doivent être également corrigées, car la statistique est faite lors du recensement fiscal.

Le cadastre n'existant pas, les grandes propriétés ont été certainement diminuées et, par contre, la petite propriété augmentée, en raison de la tendance des

1. Jancovesco. *La Répartition de la Propriété en Roumanie*.

2. Creanga, *op. cit.*, p. 60.

3. En effet dans le recensement le revenu par hectare est fixé de la grande propriété : 26 francs, paysanne : 37 francs.

administrations financières de Roumanie, même pour le revenu, à diminuer le revenu de la grande propriété et à augmenter celui de la petite (1).

Le rapporteur du dernier recensement le reconnaît lui-même : « L'étendue réelle de la grande propriété doit être supérieure à celle qui est inscrite au recensement (2). »

Si on admet une erreur de 10 0/0, il s'ensuit que la grande propriété atteint certainement 3.300.000 hectares.

Mais il faut ajouter encore à ce chiffre les forêts qui se trouvent sur les grandes propriétés, et qui ne figurent pas dans le recensement.

Les forêts appartenant aux particuliers et institutions publiques en Roumanie ont une étendue de 1.276.498 hectares. Appartiennent à la propriété au-dessous de 100 hectares, d'après M. Greanga 350.000 hectares. Et en admettant que la propriété de 100 à 500 hectares possède 100.000 hectares de forêt, nous avons pour la propriété au-dessus de 500 hectares, 7 200.000 hectares.

Nous pouvons donc conclure par le fait que *les grands propriétaires de Roumanie possèdent au moins 4.000.000 d'hectares du sol de la Roumanie.*

En prenant les chiffres ainsi corrigés, la répartition

1. Cf. Introduction, p. 69, note 1.

2. M. Capitaneano. Rapport adressé au ministre des Finances sur le recensement fiscal de 1905, p. 9.

de la propriété foncière en Roumanie peut être résumée ainsi :

D'un côté, *plus d'un million de paysans possédant moins de trois millions d'hectares (en moyenne 3 Ha.) ; de l'autre, quatre mille grands propriétaires possédant plus de quatre millions d'hectares (4.000 hectares en moyenne.)*

Donc, la répartition est plus *vicieuse* qu'en Angleterre, pays considéré par les économistes comme ayant la plus défectueuse répartition foncière du monde (1).

La répartition agraire est encore plus viciée en Roumanie qu'en Angleterre, par le fait que la population agricole y représente 82,05 0/0, alors qu'en Angleterre elle ne représente seulement que 20 0/0.

Cette répartition défectueuse de la propriété foncière en Roumanie est accentuée également par la situation de la *propriété moyenne* (50 à 100 hectares) qui *est mal représentée* : elle occupe 2,13 0/0 de l'étendue cultivable du pays (2).

Enfin, une aggravation nouvelle de cette mauvaise répartition résulte du *morcellement* de la petite propriété (au-dessous de 10 hectares) (3).

1. En effet, d'après le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* du professeur Conrad, v. IV, p. 167, dans la Grande-Bretagne, la moyenne possédée par les grands propriétaires (au-dessus de 400 Ha.) est de 1.400 hectares et en Irlande de 1.700.

2. Cette catégorie de propriété est bien représentée 36,6 0/0 de l'étendue de la catégorie, dans la province de Dobrodja, quoique la Dobrodja ne représente que 11,85 0/0 de l'étendue totale du pays.

3. Voir p. 41 et s. de l'Introduction.

Ce qui caractérise donc la répartition foncière en Roumanie, ce sont les extrêmes :

D'un côté, grande propriété, qui a les caractères de latifundia, comme nous le démontrerons tout à l'heure, de l'autre côté, propriété morcellaire, deux formes de propriétés que les économistes sont unanimes à condamner (1)

Tous les économistes sont d'accord pour reconnaître l'importance capitale de la répartition foncière dans un pays.

Büchenberger (2, s'exprime ainsi :

« La manière dont est répartie la propriété foncière parmi la population est d'une importance capitale pour le développement économique et politique d'un pays. »

Et M. Souchon se prononce dans le même sens :

« Dans les études d'économie rurale, une des questions les plus saillantes est, à coup sûr, celle de la constitution foncière du sol, ou, en d'autres termes, de la répartition rurale. »

Nous sommes donc conduits à analyser de plus près la répartition foncière en Roumanie.

1. Suivant le calcul de M. Creanga, où il fait entrer aussi les forêts de l'Etat qui occupent 1.065.528 hectares, la répartition serait encore plus vicieuse.

Voici le résultat de son calcul :

Total des terres cultivées et forêts :

Propriété jusqu'à 10 hectares : 3.503.645 Ha. de l'étendue cultivable du pays ou 37,30 o/o.

Propriété au-dessus de 100 hectares : 5.882.692 Ha. de l'étendue cultivable du pays ou 62,70 o/o

2. Büchenberger. *Grundzüge der deutschen Agrarpolitik*.

SECTION I. — *La Roumanie pays de latifundia.*

On peut, sans hésiter, proclamer qu'il existe en ce pays une propriété latifundiaire.

En effet, quand peut-on appeler de ce nom la grande propriété ?

M. le professeur von Philoppowich (1) répond ainsi à cette question :

« La grande propriété se transforme en propriété latifundiaire lorsqu'elle supprime la petite ou la moyenne propriété, au point de rendre la classe des petits ou moyens propriétaires, politiquement et socialement, insignifiante. »

Or, nous avons vu que cette situation est réalisée en Roumanie : d'une part la moyenne propriété ne représente que 2,13 0/0 dans la répartition, la petite propriété a été empêchée de se développer, d'autre part la classe paysanne est nulle politiquement (2) ; socialement elle est encore plus insignifiante, car les paysans se trouvent sur le dernier degré de l'échelle sociale, tandis que les grands propriétaires jouent le rôle principal dans la société roumaine.

Il résulte de la définition de M. de Philippowich, que ce n'est pas tant l'étendue de la grande propriété

1. Eugen von Philippowich, *op. cit.*, p. 67.

2. Cf. Introduction, p. 76.

qui détermine la notion de Latifundia, mais surtout les caractères économiques qui sont liés à une étendue trop grande, suivant le temps et le pays.

« La notion de Latifundia », dit de son côté le professeur Conrad « est relative. Les latifundia supposent la compression (Verdrængung) de la petite et de la moyenne propriété, et c'est précisément ce fait qui constitue leur grand danger ; en un mot, le grand préjudice qu'apportent les exploitations latifundiaires consiste dans la compression des petites et moyennes exploitations (1). »

Le latifundia donc, n'est pas constitué par une étendue abstraite, déterminée en soi-même, mais par le rapport qui existe, en un moment donné, entre l'étendue de la grande propriété d'un côté et les autres catégories de propriétés de l'autre, et surtout par les mauvais effets qu'elle a sur ces autres catégories.

L'affirmation du professeur Conrad est très judicieuse. En effet, si on comparait la propriété du duc de Richmond qui possède 50.000 hectares ou bien la propriété du duc d'Argyll qui en possède 60.000, avec les grandes propriétés de la Roumanie, on ne trouverait pas de terres d'étendue semblable dans ce dernier pays.

D'autre part, si on comparait l'étendue des propriétés existantes aujourd'hui en Roumanie, avec l'étendue

1. *Hand wörterbuch der Staatswissenschaften*, t. IV ou mot « latifundia ».

existante au commencement du XIX^e siècle, on trouverait que les propriétés d'alors étaient plus étendues. D'où il faudrait conclure qu'il n'y a pas de propriétés latifundiaires en Roumanie. Mais si l'on fait intervenir l'élément relatif, la situation de la grande propriété en Roumanie vis-à-vis des autres catégories de propriétés du pays, de petite et moyenne étendue et l'influence qu'elle a sur ces catégories, on est amené à conclure sans hésitation qu'en Roumanie la grande propriété s'est transformée en propriété latifundiaire.

En effet, la propriété au-dessus de 500 hectares occupe — sans tenir compte des forêts — 38,50 0/0 de l'étendue cultivable du pays, tandis que la moyenne propriété (50 à 100) ne représente que 2 0/0. Il n'est donc pas possible de contester que la moyenne propriété, tant appréciée par les économistes (1), ait été comprimée, empêchée de se développer.

On peut en dire autant de la grande propriété paysanne de 10 à 50 hectares qui ne représente que 8 $\frac{1}{2}$ 0/0 de l'étendue cultivable du pays ; elle non plus n'a pas pu prendre un grand développement.

Le reste de l'étendue cultivable du pays (41 $\frac{1}{2}$ 0/0), forme la propriété morcellaire, dont nous avons déjà montré en détail la répartition (2).

Il résulte de là, que la petite propriété a été aussi

1. Cf. Roscher, *Traité d'Ec. politique rurale*, p. 206.

2. Cf. p. 76 de l'Introduction.

comprimée dans son expansion et, en outre, a été forcée de se fragmenter en petits morceaux. Les statistiques établissent que 66,4 0/0 de la petite propriété (— 10 Ha.) ont une étendue inférieure à 4 hectares (1).

Nous tâcherons d'analyser de plus près comment la grande propriété a comprimé, suffoqué, peut-on dire, la petite propriété en Roumanie.

Cette compression s'est exercée sous plusieurs aspects.

En premier lieu *la petite propriété a été empêchée dans son expansion*. Elle n'a pas pu se transformer en vraie propriété paysanne.

Écoutez ce qu'en dit Radu Rosetti (2) :

« Le paysan qui s'est enrichi par son travail et a capitalisé quelques milliers de francs ne peut pas trouver en Roumanie de terres à acheter pour cet argent, les propriétés qui ont cette valeur sont très peu nombreuses, très chères et très éloignées.

« Les paysans donc ne peuvent pas placer leurs économies dans ce qui constitue pour eux, et en général dans toute la Roumanie, le bien par excellence. »

De là un grand mécontentement dans la masse des paysans riches. Ce sont eux, en effet, qui se sont mis à la tête du mouvement des revendications de terre et ont eu le principal rôle dans les troubles de 1907.

En second lieu, *la grande propriété a asservi en Rou-*

1. Creanga, *op. cit.*, p. 46.

2. Rosetti, *op. cit.*, p. 588.

manie le travail des paysans, comme nous l'avons déjà constaté.

C'est la confirmation de la théorie de Loria sur la terre libre :

« La terre libre asservit le travail, et plus elle est étendue plus cet asservissement est puissant ; le travail », dit-il, « ne gagne sa liberté que lorsque la terre étant occupée en grande partie, ce n'est plus lui qui détermine la valeur de la terre. »

Ce n'est que l'existence de vastes domaines qui explique le bas salaire en Roumanie et l'asservissement de la main-d'œuvre.

Il arrive, par ce fait, en ce pays, ce que le professeur Conrad appelle « das Verdrængung des Bauern » (la compression des paysans) caractéristique du latifundia : les paysans, en effet, dépendent, comme nous l'avons vu, de la grande propriété avoisinante et sont comprimés par elle sous tous les rapports.

De là, le système agraire de la Roumanie, que j'ai déjà exposé, avec tout son cortège d'abus et d'injustices.

« C'est dans ce rapport anormal qui existe entre l'étendue de la propriété des paysans et celle de la grande propriété que réside tout le mystère du caractère usuraire des contrats agricoles en Roumanie (1). »

En troisième lieu, la grande propriété a empêché aussi tout progrès de l'agriculture chez les paysans.

1. C. Stere. *Viata Ramanesca* n° 3, 1908.

Il faut que les trois millions d'hectares de la grande propriété soient cultivés et si la culture de ces trois millions d'hectares entre en concurrence avec la culture des terres appartenant en propre ou prises en location par les paysans, les paysans doivent négliger la culture de celles-ci.

De là, la faible production de la propriété paysanne comparativement à la grande.

De la nécessité économique de cultiver ces trois millions d'hectares est né tout l'appareil des contrats agricoles que nous avons exposé, et le système de culture en dime, notamment.

C'est précisément la crainte de ne pas pouvoir travailler leurs terres qui explique la résistance que les propriétaires mettent à l'émancipation du travail des paysans (1) ; dès que ce travail serait libre, les propriétaires seraient exposés à voir leurs terres rester inexploitées faute de main d'œuvre, les paysans appliquant leur travail sur leurs propres terres pour améliorer la production et intensifier la culture.

Tant que les grandes propriétés de milliers d'hectares existeront, les paysans ne seront donc pas maîtres de leur travail et ne pourront par conséquent faire progresser l'exploitation sur leurs propres terres.

1. Cette crainte explique également pourquoi on n'a accordé aux paysans en 1864, que l'étendue strictement nécessaire à leur existence. On a pensé que de la sorte le travail du paysan n'entrera pas en concurrence avec le travail du propriétaire. La même crainte fut la cause des deux premières lois sur les contrats agricoles.

Enfin en dernier lieu la nécessité économique de faire cultiver les 3 millions d'hectares de la grande propriété impose aux paysans un capital d'exploitation en disproportion avec leurs ressources.

Les statistiques nous montrent que le capital d'exploitation (instruments agricoles et bétail) est ainsi réparti entre les paysans et les propriétaires ou fermiers :

	Batteuses	Charrues	Herses	Binots	Moissonn.	Trieurs	Vans
Pr. ou	—	—	—	—	—	—	—
fermiers	1.276	42.000	21.000	3.000	3.560	2.745	6.056
Paysans	7.669	474.000	25.000	18.833	10.556	2.982	17.678 (1)

Bêtes de trait

	Grands propriétaires ou fermiers		Paysans	
Bœufs....	94.161	ou 8,2 0/0	1.054.151	ou 99,8 0/0
Chevaux.	37.679	» 5,3 0/0	673.250	» 94,7 0/0 (2)

Soit, au total, 1.727.401 bêtes de trait ou 93 0/0 appartenant aux paysans, et seulement 131.840, ou 7 0/0, aux propriétaires et fermiers, quoique l'étendue possédée par les paysans soit inférieure à l'étendue possédée par les propriétaires ou fermiers.

Ces deux tableaux démontrent que *la grande propriété est cultivée surtout avec le capital des paysans*, chose

1. L. Colesco. *La Statistique agricole de la Roumanie*, p. 70-71.

2. *Annuaire « statistique de la Roumanie, 1905 »*, p. 188-189.

d'ailleurs explicable, vu le fort capital que les propriétaires devraient posséder pour cultiver leurs trois millions d'hectares.

Les paysans supportent ainsi tout le poids de l'exploitation de la grande propriété. Ils doivent nourrir et entretenir un grand nombre d'animaux et se procurer des instruments agricoles, plus qu'il ne leur en faut pour leurs propres exploitations.

Nous pouvons conclure que la grande propriété en Roumanie est une propriété latifundiaire, et que là est en grande partie, la cause immédiate de la situation précaire du paysan roumain.

Nul mieux que M. G. Stere, professeur à la Faculté de Droit de Jassy, n'a résumé le caractère et les inconvénients de la propriété latifundiaire en Roumanie (1).

« Le caractère inhérent à cette forme de propriété est de supprimer et d'absorber la moyenne propriété foncière et d'encercler la petite propriété paysanne, au point de ne lui laisser aucune possibilité de développement et d'expansion.

« Le latifundia, par son pouvoir d'attraction, par la puissance financière qu'il représente, a une tendance fatale à englober dans son corps toutes les moyennes et petites propriétés voisines et, en même temps, à enlever aux paysans qui auraient capitalisé une petite somme la possibilité de monter un degré de l'échelle

1. La Revue *Viata Rumanescă*, numéro de janvier 1906.

économique par l'achat de petits lots, car ils ne trouvent pas de petites étendues à acheter.

« Ainsi, d'une part, la classe paysanne étant réduite à l'étendue qu'elle possède est condamnée à un morcellement infini de ses terres, et d'autre part l'exploitation latifundiaire qui l'entoure de tous les côtés peut lui imposer sa loi, tant en ce qui concerne le fermage de la terre dont elle ne peut pas se passer, qu'en ce qui concerne les conditions du contrat de travail, d'autant plus que les paysans, par le manque de prairies et de pâturages, se voient menacés dans la force vitale même de de leurs exploitations, dans leurs bêtes de trait ».

Avant d'en terminer avec les inconvénients que la propriété latifundiaire présente pour notre pays spécialement, il faut ajouter à ce que nous avons dit, que *les latifundia sont la cause directe du fermage* qui se pratique sur une grande échelle en Roumanie (1).

En effet, en Roumanie, la production des terres affermées augmente avec l'étendue comprise dans la catégorie.

Ainsi tandis que les propriétés de 50 à 100 hectares ne sont louées que dans la proportion de 24,09 0/0, celles de 1.000 à 3.000 sont affermées dans la proportion de 56,33 0/0, et les propriétés de 3.000 à 5.000 hectares et au-dessus, dans la proportion de 73,36 0/0, pour la

1. Il est reconnu, d'ailleurs, que les pays de grande propriété sont ceux où le fermage est le plus répandu. Ex. : L'Angleterre, la Sicile.

première catégorie et de 72,43 0/0, pour la seconde (1).

De plus, c'est dans les départements où la grande propriété est le mieux représentée ou très concentrée que le fermage est le plus répandu.

Ainsi, dans le département de Botosani (le district où la révolution prit naissance) (2) les propriétés au-dessus de 50 hectares, données en fermage, représentent 76,98 0/0 de l'étendue cultivable du département, pendant que les propriétés dépassant 100 hectares représentent 67,65 0/0 de la même étendue.

Dans le département de Jalomitza, la grande propriété a une étendue moyenne de 1.805 hectares. Les propriétés données en fermage représentent 70,92 0/0 de l'étendue cultivable du département (3).

Je n'énumérerai pas les autres inconvénients des latifundia, que tous les économistes ont indiqués.

Je ne citerai que l'empêchement apporté par les latifundia à une bonne culture du sol. Cela se vérifie en Roumanie, où la production est de beaucoup inférieure (4)

1. G. Creanga. *op. cit.*, p. 77.

2. Creanga. *op. cit.*, p. 75.

3. Creanga, *op. cit.*, p. 75.

4. Production moyenne dans la période de 1898-1902.

Pays	Maïs	Blé	Avoine	Orge
Angleterre....	Hl.	28 Hl. 60	37 Hl. 30	30 Hl. 30
Autriche.....	16 »	15 » 60	13 » 10	18 » 80
Belgique.....		29 » 10	35 » 50	31 » 50
Danemark....		32 » 40	31 » 40	28 » 40
France.....	15 » 90	17 » 40	23 » 60	19 » 70
Allemagne....		24 » 30	35 » 40	27 » 60
Roumanie....	13 » 50	13 »	17 » 10	12 » 50

Bulletin du Ministère de l'Agriculture, 1904.

à celle des autres pays, quoique la terre y soit d'une meilleure qualité, constituée, comme en Russie, par le tchernosem, terre noire d'origine végétale (1).

§ 1. — *La formation des latifundia.* — Il nous reste à montrer comment et à quelle époque se sont formés les latifundia. Pour cela il faudra montrer l'évolution de la propriété en Roumanie.

Lors de la fondation des deux principautés roumaines, la Valachie et la Moldavie, qui se place au XIII^e et au XIV^e siècle, il existait dans les plaines situées entre le Danube et le Dniestre d'un côté et les Karpathes d'un autre côté de petits villages. A la tête de chaque village se trouvait un chef, le *judetz* ou le *cneaz*, dont le principal rôle était de distribuer la justice entre les habitants du village.

A chaque village appartenait un territoire en propre. Ce territoire était considéré comme un bien commun. Mais en vue d'une bonne exploitation, à chaque maison correspondait une portion déterminée (*jireabie*) du territoire du village, et cela seulement en ce qui concerne les terrains de culture.

Le reste du territoire, qui constituait l'étendue la plus considérables (prairies, pâturages et forêts), était possédé en commun. Le chef du village avait en jouissance et non pas en propriété une ou plusieurs *jireabi*.

1. M. Mielvacque s'exprime ainsi à ce sujet : « Le sol de la Roumanie est une véritable terre de jardin. » Cf. également Eugène Giurgiu, *Considérations générales sur le Sol arable de la Moldavie*, p. 99 et suiv.

Il avait de plus le droit à une dîme de la récolte des habitants du village et à trois jours de travail gratuit de la part de chaque chef de famille, cela constituait une récompense qu'on lui donnait pour les services rendus à la communauté comme juge et comme administrateur.

Cette organisation est connue dans l'histoire sous le nom de *jus Valachicum*. On la trouve également dans les colonies roumaines de l'ancienne Pologne.

Mais l'organisation, que nous venons d'exposer sommairement, subit des modifications profondes au cours des siècles.

Les princes étendirent leur domination sur les villages et consolidèrent par des actes *écrits* la qualité de *judetz* aux chefs des villages. De plus ils créèrent de nouveaux villages, en accordant le titre de *judetz*, par des actes des donations aux seigneurs de leur cour qui s'étaient distingués à un titre quelconque.

Le droit des *judetzi* devient de la sorte *écrit* et *héréditaire*, tandis que celui des paysans reste coutumier. De plus la possession de ces derniers est sans cesse troublée par les guerres très fréquentes à cette époque. Les guerres font diminuer la population du pays. Les *judetzi* font venir des colons étrangers. Ces colons ne peuvent que reconnaître le droit plus ancien, supérieur des *judetzi*.

Les *judetzi* commencent, à la même époque, à aliéner du consentement des princes, les parcelles inoccupées, appartenant à la communauté.

Les princes d'autre part confirment tous aux *judetzi* la possession des villages *avec leurs limites*.

Tout fait croire que les *judetzi* ne sont pas de simples administrateurs du territoire appartenant aux villages, *mais même les propriétaires de cette étendue*, si bien qu'au *xvii^e* siècle la dime que les paysans donnaient aux *judetzi* est considérée comme un *cens*, comme un loyer des parcelles occupées par eux.

D'autre part, la classe des *judetzi* se divise en deux : les uns, par l'effet des partages successoraux, tombent dans la classe des paysans libres (*razesi*) et les autres forment l'aristocratie du pays, ayant tendance à réunir dans leurs mains de grandes étendues territoriales.

« A la fin du *xvi^e* siècle et au commencement du *xvii^e* les fréquents changements des princes, la tolérance que ces souverains éphémères désirent montrer, pour garder et augmenter leurs partisans, avait eu comme résultat la concentration, dans les mains de quelques boyards, des grandes richesses et à cette époque, grandes richesses équivalaient à la possession de beaucoup de villages. Celui qui possédait beaucoup de villages désirait en posséder davantage (1). »

Mais les vrais latifundia se sont constitués au *xviii^e* siècle, pendant le règne des princes phanariotes.

Par quels moyens ?

1. Radu Rosetti. *La Terre, les Seigneurs, les Paysans*, p. 191.

« En matière d'accaparement de la terre », dit M. Radu Rosetti, « il n'existait pas de morale au XVIII^e siècle. Tous les moyens étaient corrects et permis. Les boyards (seigneurs) — lorsqu'ils n'étaient pas occupés d'intrigues, soit pour remplacer le prince régnant, soit pour acquérir des fonctions et privilèges, — s'efforçaient d'inventer des moyens d'usurper les propriétés des *razesi* (1). Ces moyens varient de la fraude à l'intimidation. Pour atteindre leur but, bien souvent ils ne reculaient pas même devant le crime. »

Le résultat a été, qu'au commencement du XIX^e siècle, le tiers de la Moldavie appartenait à vingt-huit familles. La famille Conake, par exemple, possédait à elle seule 42.000 hectares.

M. Rosetti résume ainsi la situation de la propriété à cette époque :

« La constitution des latifundia et la concentration de la possession de la propriété foncière dans quelques mains privilégiées, constitue la phase finale de la transformation de l'ancienne répartition.

« Tandis que la caractéristique de l'ancienne répartition était l'existence de beaucoup de propriétés et de propriétaires modestes, celle de la nouvelle est une poignée de propriétaires possédant des propriétés immenses (2) ».

1. Les paysans libres et propriétaires.

2. Rosetti, *op. cit.*, p. 314-315.

§ 2. — *Les causes du maintien et du progrès des latifundia*

Les causes qui expliquent le maintien à notre époque des latifundia, c'est la faible densité de la population, et le régime de travail agricole spécial à la Roumanie.

Ce qui a contribué en Occident au recul de la grande propriété, c'est en premier lieu la grande densité de la population, qui demande de jour en jour une plus grande quantité de céréales, partant une culture intensive du sol, incompatible avec l'existence des grandes propriétés.

Cette nécessité ne s'est pas encore fait sentir en Roumanie, car la densité de la population est faible. (50 habitants par kilomètre).

L'approvisionnement en céréales y est plus qu'assuré, puisque le pays exporte la plus grande partie de sa production en céréales, les trois quarts comme nous l'avons déjà vu.

Ce fait a été de nature à permettre à *l'agriculture roumaine de rester toujours à l'état de culture extensive*, qui ne demande ni capitaux, ni forte main-d'œuvre. Or, dans un pays de culture extensive, la grande propriété, voire même la propriété latifundiaire peut se maintenir et même prospérer.

Une autre cause a contribué au maintien de la propriété latifundiaire. C'est le mode d'exploitation de la

terre : Colонат partiaire en Valachie, fermage contre du travail en Moldavie. Non seulement ces deux systèmes dispensent le propriétaire ou fermier d'entretenir les bêtes et de se procurer les instruments agricoles nécessaires à l'exploitation, mais encore ils lui procurent gratuitement la main-d'œuvre nécessaire à la culture de sa réserve.

De plus, la propriété paysanne en Roumanie a été, dès le commencement, à peine suffisante pour produire la nourriture nécessaire au paysan. Par la suite, elle s'est transformée en propriété parcellaire (1).

Le paysan, de jour en jour, s'est vu obligé à vendre ce qu'il avait en abondance, son travail.

La main-d'œuvre devenait de jour en jour plus disponible et s'offrit en abondance au propriétaire et fermier, d'où une dépréciation fatale de la main-d'œuvre.

Les propriétaires d'autre part augmentaient sans cesse : dans le système de Valachie, la dime, et surtout les travaux supplémentaires ; dans le système de Moldavie, le travail que les paysans devaient exécuter sur la réserve du propriétaire ou fermier en échange de la terre qu'ils recevaient.

Donc la grande propriété put se maintenir et même sa situation devenait meilleure de jour en jour.

Les deux systèmes de culture non seulement n'empê-

1. Cf. Introduction, p. 36 et s.

chèrent pas l'exploitation en grand, mais la facilitèrent, si bien qu'on voit en Roumanie le phénomène qu'on ne retrouve nulle part en Occident, les exploitations agricoles plus concentrées que les propriétés latifundiaires mêmes.

On voit une personne possédant plusieurs latifundia.

Cette concentration des exploitations a été poussée très loin, jusqu'à la formation des « truts » (1), chose inconnue jusqu'à présent en agriculture.

Un autre fait contribua enfin, subsidiairement, à la conservation et même à l'augmentation de la grande propriété. La vente des biens de l'Etat se fit dans les premières années en totalité (en entier).

Ainsi l'Etat a vendu dans ces conditions 164.941 hectares qui sont allés accroître la grande propriété (2).

SECTION II. — *L'Intervention de l'Etat*

Il résulte, de tout ce que nous venons de dire, que la répartition de la propriété foncière est non seulement tout à fait vicieuse, mais même dangereuse pour l'état économique et social de la Roumanie.

Le législateur roumain a été donc obligé d'envisager également ce côté, le *plus important du problème agraire*, et de prendre des mesures pour faire disparaître

1. Voir le troisième chapitre de la seconde partie de notre ouvrage.

2. Creanga, *op. cit.*, p. 40.

petit à petit les *latifundia*, dont la persistance ne peut se soutenir à aucun point de vue.

« Il n'existe aucune raison, soit d'ordre économique, soit d'ordre politique ou social, qui plaide en faveur des *latifundia* (1). »

L'Etat a le droit et même le devoir, de changer la répartition foncière du pays lorsqu'elle est anormale et dangereuse pour son existence même.

Voici en quels termes s'exprime à ce sujet M. le professeur von der Goltz :

Après avoir montré, citant des exemples de l'histoire, que les problèmes qui ont demandé l'intervention de l'Etat ont été surtout les problèmes de répartition foncière, il dit :

« Une répartition de la propriété territoriale qui corresponde aux circonstances et aux nécessités présentes est une des plus importantes, peut-être la plus importante condition pour le bien économique et social de toute la nation et de l'Etat.

« Elle (la répartition foncière) exerce une influence toute-puissante sur l'exploitation de la terre et de la population rurale, mais aussi sur les autres industries et sur toutes les catégories de population du pays.

« L'histoire des peuples nous atteste qu'une répartition vicieuse dans la possession de la terre, en contradiction avec le bien général, conduit, lorsqu'elle se pro-

1. Conrad. *op. cit.*, p. 972.

longe, aux plus difficiles luttes sociales, voire même à des révoltes.

« C'est donc à l'Etat que revient le droit et le devoir de veiller à ce qu'une si dangereuse répartition de la terre ne se réalise pas, et si elle s'est déjà réalisée ou menace de se réaliser l'Etat doit prendre les mesures nécessaires » (1).

Et le professeur Schmoller se prononce dans le même sens (2).

« Il faut que l'Etat vienne au secours de la classe paysanne par une grande politique agraire, il faut que l'Etat cherche à transformer une partie de la propriété noble, exemple de charges, en propriété paysanne plus productive et entourée de garanties. »

Ainsi le droit de l'Etat d'intervenir à ce sujet n'est pas contesté.

De plus, nous constatons que le changement dans la répartition d'un pays n'est pas demandé par ces économistes à un point de vue de justice idéale, mais au point de vue de la paix intérieure et surtout *du progrès économique du pays*.

L'Etat roumain, dans le passé, n'avait pas pris de mesures pour faire disparaître la mauvaise répartition des biens fonciers.

Il ne s'était pas attaqué au latifundia. La seule mesure

1. Théodor Von der Goltz, *op. cit.*, p. 92.

2. Schmoller. *Principes d'Economie politique*, p. 389.

qu'il eût prise tendait à la destruction de l'immense domaine de l'Etat (1).

Les latifundia donc, même après 1864, ont pu continuer d'exister et même de progresser.

La vente des biens de l'Etat n'avait pu qu'atténuer le besoin de terre qu'avaient les paysans.

Les paysans, à toute occasion et par tous les moyens, même par des pétitions au Parlement, réclamaient de la terre.

On ne pouvait pas satisfaire à leurs demandes. Il ne restait à l'Etat que 162.266 hectares cultivables(2).

Il fallait donc, à tout prix, créer une institution qui faciliterait le passage, sans perturbation et sans atteinte au droit de propriété (3), des latifundia aux mains des paysans, c'est-à-dire la désagrégation progressive du bloc de la grande propriété, qui pesait trop lourdement sur le pays tout entier.

Un projet de loi dans ce sens fut déposé dès 1887, par M. I. Bratianu d'après lequel l'Etat était autorisé à acheter les terres privées, d'une étendue inférieure à

1. En 1864, il disposait de 1.894.817 hectares, un quart de l'étendue cultivable du pays.

2. Exposé des motifs de la loi de la Caisse rurale.

3. M. Basilescu, professeur à la Faculté de Droit de Bucarest, proposa en 1902 un système radical, basé sur le droit historique des paysans : l'expropriation forcée avec indemnité, jusqu'à deux tiers, des grandes propriétés. *Talpa Terei*. Plus récemment M. Barbu Stirbey a soutenu également l'expropriation forcée jusqu'au quart des grandes propriétés. (Cf. Mémoire adressé à M. le ministre de l'Intérieur, 1908.)

1.000 hectares, pour les revendre ensuite aux paysans. Mais ce projet ne fut pas même discuté.

Un autre plus sérieux et mieux étudié fut celui de 1897 qui tendait à la création d'une Caisse Rurale. L'institution était conçue dans ce projet comme institution d'Etat.

Toutefois, comme ce projet admettait indirectement l'expropriation forcée, il fut combattu avec acharnement, non seulement par les conservateurs, mais également par les membres du parti libéral. Voté par la Chambre des députés, il ne fut plus présenté au Sénat (1).

§ 1. — *Les associations paysannes pour l'achat ou la prise en fermage des terres*

L'idée d'une Caisse rurale, qui n'était pas mûre en 1897, fut préparée par une loi d'initiative privée sur *les associations paysannes* du 9 février 1904.

L'esprit d'association dans la masse des paysans s'était fortement manifesté dans la création des Banques Populaires (caisse de crédit personnel) (2).

On a voulu mettre à profit et encourager cette tendance à l'association des paysans, faire une nouvelle application de l'association dans le monde agricole.

La loi de 1904 tend à faciliter aux associations pay-

1. Pour plus de détail, voir Braesko, *op. cit.*, p. 253.

2. Voir sur le mouvement et la situation des Banques populaires Braesko, *op. cit.*, et plus récemment Jean Protopopesco, *La Coopération*.

sannes la prise en ferme ou l'achat des grandes propriétés.

Les paysans avaient déjà essayé de s'associer pour acheter ou simplement pour prendre en ferme les propriétés sur lesquelles ils habitaient; mais ils n'avaient réussi que dans une faible mesure (1). Les propriétaires refusaient toujours leurs propositions, non pas qu'il leur fût offert par les paysans des prix trop bas, mais parce qu'ils hésitaient à entrer en relations juridiques avec un trop grand nombre de paysans, tant à cause des risques qu'ils pouvaient courir, que surtout à cause des difficultés que la procédure civile mettait à la réalisation de leurs créances.

Pour supprimer ces deux obstacles qui s'opposaient au progrès des associations paysannes, la loi de 1904 modifia simplement deux articles de la procédure civile : les articles 74, relatif à la citation et 514, relatif à l'exécution.

D'une part, la loi dispose que la citation se fera au nom collectif de l'association, cette dernière étant considérée comme une simple personne.

D'autre part, conformément à cette loi, ne pourront être opposées aux créanciers privilégiés ou hypothécaires de l'association, les divisions, les aliénations, ou

1. Plusieurs associations de paysans (conformément à l'article 27 de la loi de 1881, abrogée en 1889) ont acheté 1.5442 hectares. Le nombre des paysans associés était de 2.928, qui ont payé 5.084.041 francs. De même 1.288 paysans ont acheté en s'associant, du Crédit Rural, 7376 hectares pour 2.898.210 fr. Cf. Agricola. (D. Protopopesco). *Les Associations Paysannes*, p. 27 et s.

toute autre constitution de droit réel, faites par l'association au cas d'achat, qui seront postérieures à leurs titres.

Egalement ne seront pas opposables aux propriétaires les actes faits par l'association, postérieurement à la prise en fermage d'une terre.

On peut dire de cette loi ce que M. Souchon dit du projet de M. Siegfried, relatif au Homestead : « L'audace de l'idée était voilée par la modestie de la réforme. »

En effet, comme l'a très bien souligné M. Radovici, cette loi préparait celle de la Caisse rurale, « elle était un acheminement vers la Caisse rurale ».

Sous l'empire de cette loi et des autres deux lois, — à savoir la loi de 1905 qui les dispensa de l'impôt de patentes et la loi de février 1907, qui disposa que lors de l'affermage des terres de l'Etat, il ne leur sera demandé que deux tiers de la garantie et qu'elles seront préférées à d'autres fermiers si elles n'offrent pas moins de 50/0 de la somme offerte par d'autres personnes, — les associations en vue de prendre des terres en fermages, notamment, ont pris un merveilleux essor (1).

Les banques populaires leur ont prêté l'argent nécessaire à leur fonctionnement.

Au 31 décembre 1904, il n'y avait que 17 associations qui payaient environ 300.000 francs de fermage.

Au 31 décembre 1907 il y en avait 65, qui payaient 1.193.187 francs de fermage pour 42.551 hectares.

1. Voir l'article de *Viaga Romanesca*, 1906, n° 7. M. V. I. Bratiano.

A ce chiffre il faut ajouter les 34 associations dont le contrat de fermage commence en 1908 et 1909, et qui paieront 1.151.314 francs de fermage.

Au total il y aura en Roumanie au 1^{er} janvier 1909, 99 associations ayant en fermage 76.333 hectares et payant 3.144. 501 francs de fermage (1).

Comme signe de l'importance de ces *Obște*, de ces associations, je me contenterai d'indiquer que le maximum de fermage annuel payé, celui de l'association de *Oncesti* est 141.800.

Le mode de fonctionnement de ces associations est le suivant :

Les paysans partagent la terre affermée en lots, soit proportionnels aux sommes versées par chacun pour le paiement de la garantie, soit d'après leurs bras et le capital d'exploitation qu'ils possèdent.

Personne ne peut recevoir un lot de plus de 5 ou 10 hectares. Chaque paysan paie en argent la terre qu'il reçoit.

Le prix par hectare est fixé en comptant le prix de fermage de la terre, l'impôt foncier et les autres impôts, les frais d'administration de l'association et un tant pour cent pour le fonds de réserve.

Beaucoup d'associations se sont attaché une personne

1. Et il se peut que, d'ici là, il s'en forme de nouvelles. — Extrait de l'*Annuaire des banques populaires* pour 1907.

technique pour faire progresser la culture. Les produits sont vendus en commun (1).

Les bons résultats et l'excellente organisation de ces associations donnent à penser à beaucoup que ces associations ont résolu la question agraire en Roumanie, que la Caisse rurale ne doit plus être constituée (2).

C'est exagérer leur rôle. Mais un fait est acquis : elles ont relevé la confiance des propriétaires et de tous les hommes politiques dans les paysans et, par le fait, préparé la réalisation de la Caisse Rurale.

La Casse Rurale. — L'idée d'une Caisse rurale a été admise, en ces derniers temps, même par les conservateurs.

En 1897, à l'occasion de la discussion du projet de la Caisse rurale M. Take Jonesco, ancien ministre des Finances, disait : « Comme conséquence du passage de la grande propriété dans les mains des paysans, je ne vois qu'un désastre financier, économique et social. »

Le même, en 1906, proposait la création d'une banque d'initiative privée, qui fournirait aux paysans l'argent nécessaire à acheter les grandes propriétés qui sont à vendre (3).

1. Cf. Hitier. — Une nouvelle application de la coopération de production en agriculture. Art. *Revue d'Economie politique*, p. 1907.

2. Notamment M. Gadeiu, *La Question agraire*, Bucarest, 1907. « Je ne vois pas ce qui s'opposerait à ce qu'on préférât exclusivement le fermage à la vente. » (P. 61.) « L'institution des associations paysannes est le levier le plus puissant pour le relèvement économique du paysan. » (P. 80.)

3. Voir l'analyse détaillée de ce système dans Georges Tasca, *La Propriété rurale en Roumanie, en Angleterre et en Irlande*.

De plus, en 1908, lors de la souscription à la Caisse rurale, nouvellement créée, le plus grand propriétaire de Roumanie, M. Georges Cantacuzène (ancien président du Conseil), demanda par lettre à être inscrit pour 200.000 francs, et il disait au Sénat lors de la discussion de la loi : « Aujourd'hui, la création d'une institution financière destinée à faciliter aux paysans travailleurs et économes la possibilité d'acheter des terres, est admise en principe par tout le monde, puisque une pareille institution, si elle est bien conçue et bien dirigée, constituera une œuvre d'apaisement et de solidarité sociale (1). »

La nécessité de la Caisse rurale était donc sentie par tous nos hommes politiques, par les grands propriétaires-mêmes ; c'est qu'elle comblait la lacune qui existait dans l'ensemble des institutions de crédit national.

En effet, la Banque nationale roumaine sert aux commerçants et aux industriels, le Crédit rural, le Crédit urbain, la Banque agricole aux grands propriétaires terriens.

Il est vrai qu'il existe un Crédit agricole et des Banques populaires, mais elles ont pour objet de procurer le crédit personnel nécessaire aux paysans.

Il manquait donc une institution qui leur procurât, dans les mêmes conditions où se trouvent les autres

1. Séance du Sénat du 10 mars 1908.

classes du pays, le crédit réel dont ils avaient besoin.

On s'est d'ailleurs convaincu, que la Caisse rurale, en dehors du rôle qu'elle exercera pour la création d'une forte classe paysanne, en corrigeant la vicieuse répartition foncière du pays, sera encore avantageuse même à la grande propriété.

En effet, par la création de la Caisse rurale, la demande des paysans fera augmenter le nombre des amateurs. Par le fait, la valeur des grandes propriétés haussera.

De plus, personne ne paie plus cher la terre que les paysans.

Voici ce que dit M. Théodore Rosetti (1), ancien président du Conseil des Ministres :

« Il est certain que personne ne peut payer l'hectare aussi cher que les paysans. Quel que soit le système d'exploitation qu'il emploiera, l'exploitation du propriétaire ou fermier, comporte des dépenses que le paysan n'a pas. Ainsi la dépense pour la main-d'œuvre n'existe pas pour ce dernier, parce qu'il emploie ses propres bras. De même, les dépenses d'administration, de surveillance, et toutes sortes d'autres obligations n'existent pas pour lui. »

« Aussi, pour le paysan la terre présente une valeur plus grande que pour n'importe qui. C'est pour cela

1. Séance du Sénat, 21 janvier 1904.

qu'il offre toujours les prix les plus élevés possibles (1). »

En second lieu, par la création d'une Caisse rurale, les grands propriétaires pourront se débarrasser des terres devenues trop onéreuses.

La grande propriété supporte en Roumanie une dette hypothécaire écrasante, environ 400 millions de francs de dette, qui pèse sur une valeur vénale d'un milliard (2).

Bien souvent il arrive que le propriétaire de 1.000 hectares n'est propriétaire effectif que de 50 hectares, le revenu du reste étant absorbé par les dettes, qui, contractées en majeure partie, au Crédit rural (3), ne seront éteintes que dans quarante années.

Ces propriétaires auront donc la possibilité de ne vendre qu'une partie de leur propriété, en conservant l'autre libre de toutes charges, ce qui d'ailleurs serait même souhaitable pour la situation économique du pays, où une grande propriété réduite à des proportions raisonnables est nécessaire.

1. Les chiffres viennent confirmer la théorie : la vente en lots des propriétés de l'Etat aux paysans, a produit 686 francs à l'hectare, tandis que la vente en bloc a donné seulement 382 francs. L. Colescu, *Statistique agricole*, 1904-1905. Quoique la valeur courante maximum de la terre n'atteint en Roumanie que 800 francs l'hectare, nous connaissons nombre de cas, où les paysans ont payé 1.200 francs par hectare.

2. D. Nenitescu. *Les charges de la grande propriété rurale en Roumanie*.

3. D'après M. Nenitescu, *op. cit.* ; la dette hypothécaire au Crédit rural s'élève à 300 millions de francs.

La diminution de la surface exploitée aura pour résultat une culture intensive.

Des améliorations pourront être faites avec la partie de l'argent reçu qui dépasse la dette.

A ce sujet Sering (1) s'exprime ainsi, sur les résultats de la colonisation dans l'Est de la Prusse :

« Ce qui est resté de la grande propriété a gagné considérablement à cette diminution, au double point de vue de l'indépendance et de la productivité. »

Enfin, il nous semble, qu'il ne saurait être préjudiciable aux grands propriétaires d'avoir sur leurs terres une population contente de son sort, bien nourrie et par conséquent, fournissant de bons travailleurs.

*
* *

A. — *Le caractère de la Caisse rurale.* — Nous allons maintenant étudier l'organisation que la loi de 1908 a donnée à cette institution, « qui procurera aux paysans les moyens nécessaires pour se rendre propriétaires ».

C'est une société de crédit par actions, ayant un caractère mixte, car une moitié du capital appartient à l'Etat et l'autre moitié aux particuliers. (Art. 1 et 2 de la loi.)

1. Sering. *Die inneve Kolonisation in östlichen Deutschland.*

Beaucoup (1) étaient partisans de la création d'une institution d'Etat.

Ils invoquaient à l'appui de leur idée :

a) Des raisons historiques : En 1897 la Caisse rurale a été conçue comme institution d'Etat. Même le projet du gouvernement présenté en octobre 1907, à la Commission parlementaire, créait une institution d'Etat ;

b) L'exemple de l'étranger ; la banque russe de 1882 (réorganisée en 1895) (2) et les Rentenbanken de Prusse (3) ;

c) Des raisons politiques et sociales. La Caisse rurale aura une mission d'ordre public, celle de présider au changement de la répartition de la propriété foncière ; or c'est là une des attributions essentielles de l'Etat.

Il est dangereux qu'une institution, qui intéresse les deux plus fortes classes sociales d'un pays, soient à la disposition des particuliers, qui pourraient en transformer le caractère et les attributions et envenimer les relations entre ces deux classes sociales, transformer en un mot une institution destinée à amener la paix entre les deux classes, en une institution de guerre ;

d) Raison économique : les particuliers spéculeront sur les besoins de terre chez les paysans, pour augmenter leurs bénéfices.

1. Notamment M. le député Porumbaro et M. Stoicesco, ancien ministre de l'Agriculture.

2. Cf. Kovalewski. *Le Régime économique de la Russie*, p. 95 et s.

3. Cf. C. Jonesco. *Etude sur la Législation agraire de la Prusse* ; A. Souchon, *op. cit.*, p. 168 et s.

Les raisons qui plaident en faveur d'une institution d'État paraissent très sérieuses. Néanmoins, le législateur roumain n'a pas admis que la Caisse rurale soit une institution d'État, et cela pour les considérations ci-après :

α) L'État achetant la terre pour la revendre, cela équivaldrait à l'État nationalisant le sol au profit de la masse. Il aurait été imprudent qu'une classe attendit de l'État la satisfaction de ses besoins, voire même de ses appétits. En Roumanie, il y eût eu là un danger d'autant plus redoutable que, dans la mentalité des paysans, l'État est considéré comme une providence ;

β) L'institution d'État présente tous les inconvénients qui découlent nécessairement des fluctuations politiques et des changements de gouvernement ;

γ) Avec une institution dépendant directement de l'État, le gouvernement aurait pu favoriser ses amis politiques, en obligeant la Caisse rurale à faire des évaluations exagérées quand il se serait agi de terres appartenant aux propriétaires, amis du gouvernement ;

δ) Les finances de l'État auraient pu être menacées, car le crédit de l'État paraît illimité à la masse.

Le législateur a choisi une solution intermédiaire, ne comportant ni institution d'État ni institution particulière. Il a donné à la Caisse rurale un caractère mixte et nous trouvons qu'il a été bien inspiré. En voici les raisons :

Dans le système du législateur roumain, ce n'est plus

l'Etat qui achète les terres, mais c'est une société de crédit par actions ; on ne risque donc pas la nationalisation du sol.

D'autre part, l'institution ayant un caractère contractuel, l'Etat ne pourra lui apporter de modifications qu'avec le consentement des actionnaires.

L'Etat, dans ce système, n'est qu'un simple actionnaire, impuissant à exercer une pression en faveur de ses amis politiques. De plus son crédit ne peut pas être menacé ; car l'Etat n'est engagé que dans des limites fixes jusqu'à concurrence des actions possédées (du capital social apporté).

La participation de l'Etat est avantageuse, car il mettra toujours un frein aux appétits des particuliers s'ils cherchaient, par exemple, dans cette institution de gros dividendes.

La participation des particuliers sera comme un frein régulateur, un contre-poids à une trop grande émission de bons, qui pourrait troubler le marché financier et faire sauter l'institution.

La participation des particuliers aura encore l'avantage, d'apporter dans les opérations de la Caisse rurale, l'attention méticuleuse qui est la caractéristique de toute entreprise privée ; en un mot, la participation des particuliers garantira à la Caisse rurale une bonne gestion.

Et comme couronnement, ce système, ayant reçu l'approbation des deux partis politiques de notre pays, sera à l'abri des changements de gouvernement.

B. — *Les attributions de la caisse rurale.* — Les principales attributions de cette institution sont les suivantes :

1^o *Procurer aux paysans le crédit dont ils ont besoin pour acheter des terres.*

Cette attribution s'exerce de deux façons :

a) Comme intermédiaire entre les propriétaires qui sont disposés à vendre leurs terres et les paysans qui désirent les acheter (art. 4, al. *a* et *b*) ;

b) Par achats, directs au propriétaire ou à la licitation publique des terres à vendre. (Art. 4, al. *c*).

Il fallait combiner ces deux façons, car les opérations étant limitées à la première, les opérations de la Caisse auraient été trop restreintes ; il arrive très rarement, en effet, que la volonté des propriétaires de vendre et celle des paysans d'acheter soient concordantes.

La Caisse rurale aurait perdu la meilleure occasion de remplacement du grand propriétaire par les paysans, celle qui se présente précisément lorsque le propriétaire consent bénévolement à ce changement.

Si, au contraire, la Caisse rurale n'aurait acheté que les propriétés à vendre, sans chercher à jouer le rôle d'intermédiaire, c'est-à-dire à sanctionner l'entente qui a eu lieu entre les propriétaires et les paysans, elle aurait manqué à sa tâche, car elle aurait empêché la formation de la petite propriété, là où précisément la demande de terre est plus intense et le grand propriétaire disposé à vendre.

Et puis, l'accord serait néanmoins intervenu ; on aurait subi seulement double formalité : vente de la propriété à la Caisse rurale et ensuite revente par la Caisse rurale aux paysans.

On a critiqué la première attribution (al. *a* et *b*) comme dangereuse pour les propriétaires. Les paysans, a-t-on dit, sachant qu'ils peuvent directement acheter une terre au propriétaire, le forceront de leur céder la propriété.

L'institution pourra donc devenir une arme de terro-risation et le passage de la grande propriété d'une classe à une autre, se fera avec secousse, ce qu'il faut absolument éviter, pour le bien du pays.

Telle est la principale critique adressée à la Caisse rurale de 1897, qui n'admettait que cette catégorie d'opérations.

Elle n'est pas fondée. La crainte exprimée est injustifiée : le passé atteste que non seulement les paysans n'ont pas forcé un propriétaire à vendre sa terre, mais tout au contraire, lorsqu'ils ont eu besoin de terre ils ont entamé avec lui des pourparlers, lui offrant toujours le prix le plus élevé possible, soit comme fermage, soit comme prix d'achat.

De plus, la loi s'est attachée à prévenir par des sanctions très sévères les moyens violents, que les paysans seraient tentés d'employer pour forcer un propriétaire à se défaire de sa terre.

L'article 12 dispose que les paysans qui agiront par

menace, agressions, incendies, refus collectif d'exécuter les travaux agricoles, ne pourront plus recourir pendant dix ans aux offices de la Caisse rurale.

On a critiqué également la seconde attribution (al. c) de la Caisse rurale : l'achat des grandes propriétés par la Caisse rurale.

On y a vu le danger d'une disparition complète de la grande propriété, car, la plupart des terres étant obérées, beaucoup de propriétaires tâcheront de les vendre à la Caisse rurale. Or, la grande propriété a à remplir en Roumanie une importante mission éducative, et un grand rôle économique à jouer.

Ceux (1) qui exposaient cette critique voulaient que les opérations de la Caisse rurale se limitassent à l'achat :

- 1° De terres de mainmorte ;
- 2° Des terres qui sont à vendre à la licitation publique ;
- 3° Des terres hypothéquées au Crédit rural, quand les propriétaires voudraient éteindre ou seulement réduire la dette qui grève leur propriété.

La crainte de voir disparaître la grande propriété est sans fondement. Les propriétaires ne sont pas forcés à vendre toute la propriété. La Caisse rurale les autorise à vendre seulement une partie de leur propriété pour payer leur dettes ; par le fait il restera encore une assez forte part de la propriété primitive.

1. M. le député Marghiloman, ancien ministre et M. J. Lahovary notamment.

Ce qui est vrai, c'est que les latifundia, par l'effet de la Caisse rurale, seront réduits aux justes proportions d'une grande propriété.

Mais cela ne peut que nous réjouir.

Les grandes propriétés qui resteront seront de grandes propriétés non par l'étendue, comme jusqu'à présent, mais par les capitaux dont elles disposeront et l'agriculture scientifique qu'elles pratiqueront.

Si on eût admis les propositions de ceux qui critiquaient l'achat direct de la Caisse rurale, on aurait fortement limité les opérations de celle-ci.

De ce fait, le passage de la grande propriété dans la main des paysans aurait été extrêmement ralenti. Or, en Roumanie cette opération est de toute urgence, comme nous avons déjà pu le constater.

La Caisse rurale, si elle eût été obligée de n'acheter que les terres à vendre aux licitations publiques, et les terres de mainmorte, serait exposée à ne pas trouver d'acheteurs paysans sur place et devrait donc, dès lors, entreprendre (on sait ce qu'il en coûte et quelle en est la difficulté) une œuvre de colonisation intérieure.

II. — *Attributions de banque (art. 4 al. i et j) : prêts contre lettres de change, effets publics, d'Etat ou garantis par l'Etat, obligations foncières, etc., achat et vente de ces effets.*

Le législateur a permis à la Caisse rurale de faire des opérations de banque, pour qu'elle puisse couvrir

ses frais généraux et les dépenses d'administration, et surtout pour rémunérer le capital initial de 10 millions.

« Si les opérations de la Caisse rurale », dit l'exposé des motifs du ministre, « s'étaient limitées uniquement à procurer aux paysans le crédit nécessaire pour l'achat des terres, il est évident qu'au commencement, pendant quelques années, non seulement le capital n'aurait pas été rémunéré, mais les dépenses d'administration n'auraient pas non plus été couvertes. »

Les membres de l'opposition et beaucoup de membres de la majorité libérale ont combattu la commercialisation de la Caisse rurale (1).

A notre avis, c'est avec raison qu'on a combattu cette attribution donnée à la Caisse rurale.

En effet, la Caisse rurale est une institution appelée à satisfaire à une nécessité d'ordre public, au changement de la répartition foncière et non pas une institution destinée à augmenter les revenus des actionnaires et de l'Etat.

Pour remplir son rôle économique elle ne doit pas se livrer à des opérations qui sont le but des institutions commerciales.

Les opérations de banque n'ont rien de commun — elles sont même incompatibles — avec le but que poursuit la Caisse rurale. Ces opérations n'auront pour résultats que de compliquer le mécanisme de la Caisse.

1. V. Séance Ch. députés, 9 Février 1908.

Par la commercialisation de la Caisse rurale, les attributions de premier ordre, prévues dans les premiers alinéas de l'article 4, seront fatalement négligées et, par le fait, l'institution ne produira pas les effets qu'on est en droit d'attendre d'elle.

D'autre part, l'Etat étant actionnaire, il est compromettant pour lui de prêter de l'argent, partant le spéculer.

De plus, le capital de la Caisse rurale est un capital de garantie et dès lors ne peut être placé en aucune entreprise commerciale, ces entreprises étant par leur nature même exposées à des risques.

Il est en outre possible qu'il y ait des pertes dans ces opérations, surtout étant donné que la clientèle de la Caisse rurale sera formée par les petits agriculteurs, clientèle bien dangereuse.

On expose donc la Caisse rurale à de mauvaises affaires (voire même à un krach financier), surtout dans les années agricoles malheureuses très fréquentes dans notre pays.

A tous ces arguments, qui plaident contre la commercialisation, il faut ajouter que les succursales de la Caisse rurale feront double emploi dans les campagnes avec les Banques populaires dont elles ralentiront le bel essor.

L'argument que le bénéfice des opérations commerciales est destiné à couvrir les frais d'administration et

à rémunérer le capital de la Caisse rurale, ne résiste pas à un examen sérieux.

En effet, la loi prévoit que, pour les dépenses de l'administration, on percevra 0,5 0/0 sur la somme prêtée (art. 53). Elle indique aussi que la Caisse rurale pourra réaliser un bénéfice jusqu'à 10 0/0, lors de la vente aux paysans des terres achetées par elle aux propriétaires.

Ce bénéfice rémunérera suffisamment le capital initial.

Tout au moins, — pour prévenir toute éventualité — on aurait pu disposer, dans la loi, que la Caisse rurale ne distribuera de dividendes au capital de l'Etat, qu'après avoir distribué des dividendes au capital privé.

On aurait pu, en outre, obliger l'Etat à garantir un intérêt quelconque au capital des particuliers.

De la sorte, toute crainte de non rémunération du capital des particuliers aurait été écartée.

L'Etat aurait pu faire ce petit sacrifice.

Les Etats étrangers (1) en font de plus grands encore. Je ne citerai que le Danemarck, pays plus petit que la Roumanie qui affecte 5 millions de couronnes chaque année, à la Caisse rurale (2).

1. Pour la banque russe de 1895 : l'Etat fournit 5 millions de roubles.
Pour les banques allemandes de 1893 : l'Etat fournit 100 millions.
Pour l'achat des terres en Irlande la loi de 1903 prévoit que l'Etat fournira 100 millions.

2. Cf. le très intéressant rapport de M. Tisserand, publié dans le *Bulletin de l'Office de renseignements agricoles*, n° janvier 1908, p. 40.

L'Etat roumain n'aurait-il pas pu sacrifier 250.000 frs pour garantir un intérêt de 5 0/0 aux actionnaires particuliers, quand il s'agit de ne pas compromettre une institution qui a un si important rôle à remplir dans l'économie générale du pays ?

III. -- *Rôle tutélaire*

La Caisse rurale, en dehors des attributions que nous avons indiquées, a aussi pour objet d'encourager et de surveiller les améliorations culturales à introduire sur les terres achetées par les paysans, par son intermédiaire ou directement à elle.

A cet effet, dit l'article 40, la Caisse rurale devra établir un règlement

Elle obligera les paysans à cultiver des plantes fourragères, des légumes, betteraves, plantes textiles, etc.

Il appartiendra donc à la Caisse rurale, de mettre les nouveaux propriétaires dans les conditions nécessaires pour pouvoir conserver leurs propriétés et en tirer tous les bénéfices qu'elles peuvent fournir.

C'est une attribution très importante étant donné la routine et l'ignorance du paysan roumain dans les questions agricoles.

L'amélioration des exploitations paysannes est d'une importance capitale en Roumanie (1).

1. Cf. Garoflid. *Opinions dans la Question agraire*, p. 42 et s.

Beaucoup, en effet, attribuent aux procédés primitifs de culture employés par le paysan roumain la principale cause de sa misère (1).

Le problème est plus important que jamais aujourd'hui, après l'institution de la Caisse rurale, qui fera passer une bonne partie de la grande propriété aux mains des paysans.

Si donc les méthodes de culture ne changent pas, si les améliorations sur les terres des paysans ne surviennent pas, la production générale du pays baissera, car, en l'état actuel, la production de la terre paysanne par hectare pour le blé est de 3 hectolitres inférieure à la production de la grande propriété (2).

Le danger est d'autant plus grave que les céréales forment le principal produit d'exportation de la Roumanie (3).

Aussi, la Caisse rurale doit-elle s'intéresser sérieusement à cette question, qu'on peut dire vitale pour l'agriculture de notre pays.

Il faut louer également le législateur de la disposition inscrite dans l'article 74, d'après laquelle, si le dividende dû à l'Etat dépasse 6 ⁰/₀, le surplus, sera consacré à la création d'un fonds d'amélioration de la culture sur les terres achetées par les paysans.

1. G. Filipescu. *L'amélioration de l'Agriculture comme amélioration de la condition des paysans*.

2. *Statistique agricole de la Roumanie pour 1905*.

3. En 1906 les céréales représentent 405 millions de francs sur un total de 409 millions de francs d'exportation.

Nul doute que les dividendes dépasseront ce taux et que, de ce chef, la Caisse rurale pourra mieux encore contribuer au progrès de l'agriculture paysanne.

C. — *Mesures pour la conservation de la propriété paysanne. — L'inaliénabilité et l'indivisibilité des lots.*

— « Lorsque la statistique accuse dans un pays, d'une manière non équivoque, un abus de la mobilisation en grand, on peut avoir recours pour y parer, aux remèdes et aux moyens dont l'Etat dispose. Une suspension légale de la liberté du trafic des terres peut alors rendre de bons services ; telle serait par exemple, une restriction consistant à prescrire un minimum de possession qu'il ne serait pas permis d'outrepasser » (1).

Nous connaissons la statistique roumaine à ce point de vue, elle nous prouve qu'il y a un grand abus de mobilisation de la propriété paysanne dans notre pays (2).

Le grand nombre d'aliénations déguisées (affermage pour quatre-vingt-dix-neuf ans) a démontré au législateur que le temps n'est pas encore venu de permettre la libre circulation des propriétés appartenant aux paysans.

Aussi la loi déclare-t-elle, dans l'intérêt de la conservation de la propriété paysanne, que les terres achetées à la Caisse rurale ne pourront être affermées qu'en

1. Roscher. *Traité d'Economie politique rurale*, p. 613.

2. Cf. Introduction, p. 976 et s.

cas d'impossibilité de culture de la part du propriétaire et seulement avec le consentement de la Caisse rurale. (Art. 38).

De plus dans l'article 42 elle pose le principe de l'inaliénabilité des lots achetés à la Caisse rurale.

D'ailleurs, en ce qui concerne l'inaliénabilité, elle ne fait que consacrer le principe contenu dans l'article 132 de la Constitution roumaine (1).

La loi permet cependant les aliénations entre les paysans. La raison de cette exception est facile à saisir. Ce que cherche la loi, c'est d'empêcher la grande propriété d'augmenter ou de se reconstituer indirectement, par l'achat des terres paysannes.

Le même danger n'existe pas dans l'achat fait par des paysans mêmes. Au contraire, il est à désirer que les terres des paysans incapables passent dans les mains des paysans capables, qu'une sélection puisse se faire dans la classe des paysans et qu'une grande propriété paysanne se forme (2).

Le législateur, à ce point de vue, s'est arrêté à mi-chemin. Il interdit aux paysans l'achat de plus de deux lots et la réunion dans la même main de plus de 15 hectares (art 42 al. 1).

C'est la crainte de voir augmenter, dans une trop forte proportion, le nombre des prolétaires, des paysans sans

1. Voir p. 35 de l'Introduction.

2. Nous entendons par grande propriété paysanne, la propriété de 20 à 100 hectares.

terre, qui a déterminé le législateur à édicter cette restriction dans les aliénations entre les paysans.

Il a obéi à la même préoccupation, en disposant dans le même article (al. 4) que la Caisse rurale aura le droit de préemption dans les aliénations des gros lots au-dessus de 25 hectares.

En effet, la Caisse rurale achetant ces lots, les distribuera de nouveau aux paysans ayant moins de 3 hectares ou à ceux qui n'ont aucune propriété, et de préférence aux acheteurs d'un lot, de manière à faciliter la diffusion de la petite propriété dans la masse des paysans.

Les termes nous manquent pour critiquer cette dernière disposition de la loi.

Nous avons déjà pu constater combien faiblement est représentée en Roumanie la moyenne propriété ou la grande propriété paysanne ; elle ne figure dans l'ensemble de l'étendue cultivable du pays que pour 11,02 0/0 (1).

Or, tous les économistes soutiennent qu'il faut précisément encourager le développement de cette propriété. Roscher (2) notamment dit :

« On peut admettre comme certain qu'un mélange de propriétés grandes, moyennes et petites, *avec prédominance des moyennes*, constitue le rapport le plus salubre pour l'économie sociale. »

1. Cf. Creanga, *op. cit.*, p. 66.

2. G. Roscher, *op. cit.*, p. 206.

En empêchant le développement de la moyenne propriété, le législateur met obstacle en réalité à ce qu'une bonne répartition de la propriété foncière puisse se réaliser en Roumanie.

La statistique roumaine nous montre également un autre abus de la mobilisation de la propriété paysanne.

C'est l'état de *morcellement* dans lequel se trouve, par suite du régime successoral, cette propriété.

Nous trouvons en Roumanie que 61,80 0/0 (1) de petits propriétaires au-dessus de 10 hectares, sans compter les copartageants, possèdent moins de 4 hectares (2).

Ce morcellement de la propriété paysanne est d'autant plus grave que la terre en Roumanie forme l'unique source de revenu des paysans, à qui les gains accessoires font défaut. En effet, le peu de développement de l'industrie ne leur permet pas de trouver pendant l'hiver d'appoint à leur occupation principale, l'agriculture.

Le législateur s'est donc vu obligé de prendre des mesures contre un morcellement qui entraîne de sérieux inconvénients (3).

1. Cf. Creanga, *op. cit.*, p. 46.

2. Nous considérons la propriété au-dessous de 4 hectares comme morcellaire en Roumanie, pour ce motif que la production de l'hectare en ce pays est en moyenne de moitié inférieure à celle de l'Allemagne. Or, l'office impérial de statistique en Allemagne considère comme propriété morcellaire celle qui n'atteint pas 2 hectares.

3. Suivant Roscher *op. cit.*, p. 200 et s., ces inconvénients sont : 1° perte de beaucoup de terrain à cause de la multiplicité des chemins et démarcations nécessaires ; 2° impossibilité pour le propriétaire de faire des assolements ; 3° manque de capitaux nécessaires aux propriétaires

D'après la loi il faut distinguer deux cas :

a. — Les terres sont achetées de la Caisse rurale ou par son intermédiaire ;

b. — Les terres appartiennent aux paysans en vertu de la loi de 1864 ou en vertu des lois sur la distribution et la vente des domaines de l'Etat.

Dans le premier cas, la loi décrète l'*indivisibilité obligatoire* pour les lots de 5 hectares. (Art. 61.)

Dans le second, *l'indivisibilité est facultative*, après accord unanime entre les cohéritiers.

Mais, comme le régime successoral du Code civil roumain admet l'égalité entre les cohéritiers, le législateur indique que celui d'entre eux à qui le lot sera attribué, du consentement de tous les héritiers ou après tirage au sort, sera tenu d'indemniser ses cohéritiers dans le délai de trois ans.

L'intérêt qu'il doit payer est de 6 0/0 au maximum. La Caisse rurale lui avancera l'argent nécessaire dans ce but.

Le législateur roumain s'est arrêté à cette solution comme présentant le moins d'inconvénients.

Admettre en effet l'indivisibilité facultative (le système de « Høferollen » introduit en Hanovre en 1874),

pour se livrer à une exploitation intensive ; 4° les propriétaires parcellaires sont des victimes désignées de l'usure ; 5° le morcellement ouvre la porte aux prestations en nature les plus anormales ; 6° il crée au propriétaire une situation plus dure que celle du simple journalier, car le propriétaire est lié à la localité où se trouve la parcelle, et ne peut se déplacer pour se rendre dans les localités où la demande de main-d'œuvre est le plus intense.

pour les terres achetées à la Caisse rurale, autant vaudrait laisser l'émiettement se perpétuer en Roumanie, car, comme la tradition y est en faveur du partage égal, personne n'aurait accepté de bon gré l'indivisibilité. Le législateur aurait donc lui-même mis en échec sa propre réforme.

Admettre l'institution de l'*Anerbe*, telle qu'elle existait en Hanovre et en Saxe avant 1874 ou comme elle existe depuis 1896 en Allemagne pour les *Rentengütter*, cette solution aurait provoqué des animosités, des crimes même, entre les frères ; de plus l'ainé ou le cadet des frères ne sont pas toujours les plus capables des enfants.

Les mêmes motifs ont fait repousser la désignation de l'héritier privilégié par le père.

Le principe de l'indivisibilité des lots a été combattu même dans notre pays, notamment par M. Kogalniceanu (1), un des hommes les mieux au courant de la question paysanne en Roumanie.

« L'indivisibilité, » soutient d'abord M. Kogalniceanu, « implique une grande injustice car elle signifie que la loi déshérite brutalement une partie des enfants en faveur d'un seul. »

Cette argumentation ne porte pas, le Code civil n'établissant pour tous les héritiers d'une personne un droit égal qu'en ce qui concerne la valeur de la succession, et

1. M. Kogalniceanu, *La Question paysanne*, p. 23 et s.

non pas sa réalisation. Et la preuve en est dans l'article 736 du Code civil roumain alinéa 2, qui dispose que les biens non susceptibles d'une division avantageuse ne seront pas partagés entre les cohéritiers.

D'autre part, l'article 41 alinéa 2, spécifie que l'application du partage en nature ne doit pas avoir pour résultat la division d'exploitation.

L'argument porterait contre un système qui n'aurait pas admis le droit pour les cohéritiers, à une indemnité en argent, mais il ne peut valoir contre le système du législateur roumain qui non seulement admet ce droit mais l'entoure de toutes les garanties possibles.

Le second argument de M. Kogalniceanu est plus important. « L'indivisibilité va éloigner de la possession de la terre un grand nombre de paysans et, par le fait, créer un prolétariat agricole dans notre pays. Les frères déshérités vont rester dans le village où ils augmenteront l'offre de la main-d'œuvre, ce qui aura pour résultat une grande baisse des salaires. »

On peut répondre tout de suite à cet argument que la différenciation de la classe paysanne en paysans propriétaires et ouvriers agricoles (prolétaires) sera avantageuse tant pour l'exploitation de la grande propriété que pour les ouvriers mêmes.

Elle sera avantageuse pour la grande propriété, parce que celle-ci aura toujours à sa disposition la main-d'œuvre nécessaire et pourra être cultivée d'une façon intensive.

D'ailleurs, il est établi que ce mode de culture ne peut être appliqué qu'avec des ouvriers salariés.

Cette différenciation sera avantageuse, ajoutons-nous, pour les ouvriers mêmes, car si le partage égal n'était pas interdit, ils seraient devenus les propriétaires parcellaires qui, faute de moyens d'exploitation suffisants, sont réduits à une vie bien plus dure que celle des simples journaliers (1).

En effet, les propriétaires parcellaires étant les esclaves de leurs parcelles, ne peuvent aller là où la demande est plus considérable et, par suite, les salaires plus élevés.

Dans son commentaire sur l'*Enquête agricole*, M. G. Creanga (2) établit que, dans la proportion de 92,1 0/0 des propriétés, il aurait été plus avantageux pour le paysan d'être simple journalier agricole que de posséder un lopin de terre et de prendre en fermage un autre morceau chez le propriétaire ou fermier.

Cette condition sera dorénavant d'autant plus avantageuse pour le paysan, avec la protection que la nouvelle loi sur les contrats lui assure.

De plus, il ne faut pas nous alarmer car le surplus de la population agricole émigrera vers les villes et se placera dans l'industrie (3) et le commerce, absorbés aujourd'hui par les étrangers.

1. A. Souchon, *op. cit.*, p. 56.

2. *Enquête agricole*. « Les contrats agricoles », p. 18.

3. L'avenir de l'industrie est assuré en Roumanie vu la puissante force motrice (pétrole) que possède le pays. D'autre part, la vente des grandes

Nous pouvons donc conclure, que par l'introduction du principe d'indivisibilité, le législateur aura fait disparaître pour l'avenir la cause principale de la destruction de la propriété paysanne en Roumanie.

Toujours, dans le but de former une forte propriété paysanne, il prend aussi des mesures pour faciliter le *remembrement de cette propriété* (1).

Etant donné les grands inconvénients de la dispersion (2) « nous aurons donc bien le droit de considérer les mesures possibles contre la dispersion, comme un des modes d'action les plus efficaces en faveur de la propriété paysanne » (3).

Le législateur n'a pas admis le système de remembrement obligatoire tel qu'il existe dans beaucoup d'États de l'Allemagne du Sud notamment, en Autriche, en Hongrie, et dans quelques cantons suisses où une certaine majorité des propriétaires de la commune peut terres à la Caisse rurale dirigera vers l'industrie une forte partie des capitaux qui étaient fixés dans ces terres.

1. C'est M. Jean Lahovary, ancien ministre de l'Agriculture, qui, lors de la discussion de la loi, a demandé au gouvernement de prendre ces mesures. Cf. Jean Lahovary. *La Question agraire en Roumanie*. Edition française, p. 58 et s.

2. M. Souchon, *op. cit.*, p. 101, les résume ainsi : d'une part la non-contiguïté des parcelles appartenant à un même propriétaire, se traduit par une diminution considérable de surfaces cultivables, et, d'un autre côté, elle est génératrice de troubles culturels, parce qu'elle empêche les cultivateurs de se livrer librement au genre d'exploitation qu'ils considèrent comme le plus avantageux. Elle rend impossible une bonne surveillance de la part des propriétaires. La dispersion entraîne, en outre, une déperdition considérable de temps et d'argent, évaluée par les agronomes pour les parcelles situées à 4 kilomètres à 50 francs par hectare.

3. Souchon, *op. cit.*, p. 108.

obliger la minorité à des opérations de remembrement et à des échanges de parcelles (1).

Le motif, c'est que, vu l'esprit du paysan, fortement attaché à la propriété, on risquerait par là de soulever des protestations unanimes. Et puis, le remembrement obligatoire se heurte à d'innombrables obstacles comme : difficulté de trouver des parcelles semblables, bouleversement du régime des servitudes, difficulté de transporter sur une parcelle les hypothèques grevant une autre parcelle. Le législateur n'a pas davantage admis, et cela en raison même des faibles résultats que ce système a produits en France, la solution de la loi française de 1884, qui réduit les frais à payer pour les échanges quand ces échanges seront faits dans le but de mettre fin au morcellement.

Le législateur roumain s'est arrêté à une solution plus simple et plus efficace.

Le remembrement sera facultatif, mais, pour encourager cette opération, la loi met la terre de la Caisse rurale à la disposition de ceux qui accepteront de renoncer dans ce but aux parcelles possédées par eux, en faveur des paysans propriétaires des parcelles contigues, comme elle met le crédit de la Caisse Rurale à la disposition de ceux qui désirent incorporer à leurs parcelles les parcelles voisines.

1. Cf. Souchon, *op. cit.*, p. 217 et s. Spécialement pour la Hongrie, cf. Maior, *La Politique agraire*, p. 245 et s.

L'opération avantagera les deux intéressés.

L'un recevra un lot entier de la Caisse rurale et aura l'avantage de voir sa dette diminuée du chiffre égal à la somme qu'il a à recevoir.

L'autre verra ses parcelles réunies et, au lieu de s'acquitter en argent comptant, contractera vis-à-vis de la Caisse Rurale une dette qu'il acquittera par annuités.

Les mêmes dispositions sont applicables également au cas d'une indivision déjà existante entre plusieurs cohéritiers.

Un seul héritier peut prendre le lot entier de la succession, tandis que les autres seront pourvus de terre par la Caisse rurale et verront leurs dettes diminuées proportionnellement à leur part dans la succession.

Par le fait, l'état d'indivision avec ses mauvais effets cessera ; en même temps l'émiettement du lot sera empêché.

CHAPITRE III

L'EXPLOITATION DE LA TERRE PAR LE SYSTÈME DE FERMAGE EST LA CARACTÉRISTIQUE DE L'AGRICULTURE ROUMAINE

Sur 3.810.351 hectares, qui forment l'étendue cultivable de la propriété au-dessus de 100 hectares, 2.293.961 hectares ou 60,20 0/0 sont affermés (1).

1. Creanga, *op. cit.*, p. 75.

Il y a des départements, par exemple Jassy, où l'étendue affermée forme 92 0/0 de l'étendue cultivable du département.

De cette étendue affermée, 825.503 hectares ou 36,3 0/0 le sont à des étrangers (1).

C'est surtout dans la région du nord-est du pays, en Moldavie, que les étrangers, surtout les Juifs (39,93 0/0), ont pris de grandes étendues en fermage.

Dans cette région, sur la totalité de l'étendue affermée, 56,93 0/0 le sont par eux (2).

Si nous considérons par districts l'étendue prise en fermage par les étrangers, nous avons le tableau suivant pour les quatre départements de la Moldavie, où l'agriculture est le plus développée :

Départements	o/o de l'étendue affermée du district
—	—
Neamtz.....	78,55 o/o
Botosani.....	68,20 »
Jassy.....	66,97 »
Dorohoi.....	66,51 » (3).

En outre, quelques fermiers juifs ont pris en fermage plusieurs terres, réunissant ainsi entre leurs mains des étendues de milliers d'hectares, constituant de véritables trusts, comme nous allons le voir (4).

Les plus connus sont le trust Fischer et le trust Juster.

1. Creanga *op. cit.* p. 80.

2. *Id.* p. 81.

3. *Id.* p. 82.

4. On a dénommé cette concentration des exploitations : trusts agricoles à l'instar de la concentration des exploitations en industrie.

Le trust des frères Fischer (Juifs autrichiens) tenait en fermage en 1905, une étendue de 257.838 hectares dont 159,399 sont des terres labourables et le reste, en grande partie, des forêts. Il englobe 69 communes rurales.

Le trust Juster tenait en fermage, en 1905, 30.452 hectares de terres labourables.

Ces deux trusts réunissent à eux seuls 489.551 hectares cultivables.

C'est une superficie égale à celle de 9 départements de la Roumanie (1).

Les terres possédées par eux pourraient fournir la subsistance à une population de 50.000 à 60.000 familles, soit de 250.000 à 300.000 âmes.

Ces deux trusts payent un total de 3.966.907 francs de fermages (environ 4 000.000 de francs).

Les trusts Fischer occupent dans le département de Botosani (40.000 hectares en 8 propriétés), de Dorohoi et de Jassy, un sixième de la superficie cultivable de chacun de ces trois départements ; aussi a-t-on dénommé cette région : Fischerland (le pays de Fischer) (2).

§ 1. — On voit donc *qu'en Roumanie les exploitations sont encore plus concentrées que les propriétés*, ce qui aggrave l'existence des latifundia, tandis qu'en Angle-

1. Pour saisir l'importance de la comparaison il faut savoir qu'en Roumanie il y a au total 32 départements.

2. Cf. Stere *Viata Romanesca* n° 6, année 1906.

terre ou en Irlande la mauvaise répartition foncière est, en partie, corrigée par le fait que les grandes propriétés se divisent en plusieurs fermes.

En Roumanie, non seulement chaque propriété est exploitée par un fermier, mais de plus il y a concentration dans la même main de l'exploitation de plusieurs grandes terres.

Ce phénomène est en contradiction formelle avec la théorie des économistes, déclarant la concentration agricole, non seulement inférieure à la concentration industrielle, mais même impossible, chose que les socialistes eux-mêmes ont été, bien à contre-cœur, forcés de reconnaître.

Ce sont les systèmes d'exploitation de la terre en Roumanie qui expliquent la formation des trusts et la contradiction existant entre leur apparition en agriculture et les principes de l'économie politique.

En effet, nous avons vu en Moldavie que l'exploitation des grandes terres se fait par le système de sous-location d'une grande partie de la terre aux paysans, par le fermier ou propriétaire, contre du travail.

Le profit du fermier dans ce système consiste dans la différence entre le fermage qu'il paye au propriétaire et celui qu'il reçoit des paysans.

Il est aisé de comprendre, dès lors, que le fermier cherche à augmenter l'étendue louée, car ses profits croissent proportionnellement au nombre des hectares loués.

Le fermier, en Moldavie, ressemble à un commerçant qui chercherait à revendre beaucoup pour augmenter ses bénéfices. La devise du commerçant est : vendre beaucoup ; celle du fermier roumain est : sous-louer beaucoup. Il se voit donc poussé pour pouvoir sous-louer beaucoup au paysan, à prendre en fermage de nombreuses propriétés et le plus étendues possible (1). Le profit, il ne le cherche donc pas dans l'augmentation de la production, mais dans l'augmentation de l'étendue pris en fermage.

Mais ce qui a déterminé principalement la formation de trusts *et rendu possible l'exploitation en grand*, c'est que le paiement du loyer se faisait par les paysans en travaux exécutés sur la réserve du fermier. Cette réserve pouvait donc être cultivée par les fermiers sans aucun capital d'exploitation. Les paysans leur procuraient non seulement le travail, mais également les instruments agricoles et les bêtes de trait nécessaires (2).

En augmentant seulement le prix de sous-location, les fermiers pouvaient donc cultiver une réserve de plus en plus grande.

En Valachie, avec le système d'exploitation du colonat partiaire, le profit du fermier est aussi proportionnel au nombre d'hectares pris en fermage, la dîme augmentant également avec le nombre des hectares.

1. Aussi voit-on louées, en Moldavie, toutes les propriétés dépassant 5.000 hectares. Creanga, *op. cit.*, p. g. 71.

2. Cf. p. 216 et s.

Et comme les paysans sont obligés d'exécuter sur la réserve des fermiers les travaux agricoles nécessaires, et cela avec leurs propres bêtes ou instruments, les fermiers voient leur réserve cultivée, sans avoir besoin de capitaux.

En augmentant le loyer des terres données aux paysans, les fermiers peuvent cultiver une réserve de plus en plus grande.

Le système de l'exploitation de la terre en Roumanie, se prête donc à merveille à l'exploitation latifundiaire, si les fermiers n'ont pas besoin d'augmenter leurs capitaux d'exploitation, aucun empêchement ne s'oppose à ce qu'ils prennent en fermage de grandes et nombreuses étendues.

Cela est si vrai qu'on rencontre des propriétaires de milliers d'hectares, qui prennent néanmoins en fermage d'autres grandes étendues.

Mais il existe encore une autre cause générale qui a rendu possible la formation et l'existence des trusts.

La faible densité de la population a eu comme résultat, qu'on ne soit pas encore arrivé en Roumanie à une culture intensive.

En Occident, au contraire, de jour en jour, pour assurer la subsistance de la population, on a été obligé d'intensifier l'exploitation. Or, l'intensification de la culture est en rapport indirect avec l'étendue cultivée ; les grandes étendues ne peuvent pas être cultivées rationnellement.

C'est un principe connu que dans un système d'agriculture intensive toute augmentation de l'exploitation produit une plus grande dépense, une perte de temps, de force et de matériel (1).

Thünen, cité par Kautsky, nous montre mathématiquement que la terre qui produit 20 hectolitres à l'hectare aurait un revenu de 15 marks à côté de la ferme.

A 1 kilomètre de distance de la ferme, ce revenu se réduit à 10 marks

2	—	—	7
4	—	—	0

Mais en Roumanie, où l'exploitation se fait par l'intermédiaire et avec les instruments et les bêtes des paysans, ces pertes et dépenses sont supportées par ces derniers.

Aussi l'exploitation en grand, voire même la concentration des grandes exploitations, peut-elle exister en Roumanie.

§ 2. — *L'accaparement des exploitations agricoles*

Si la question des trusts se présente de telle façon, si les trusters, comme tout intermédiaire, ne cherchent qu'à accroître leurs profits en augmentant le nombre des affaires, pourquoi le législateur a-t-il pris des mesures contre ces fermiers ?

C'est que ces grands fermiers, dans les derniers temps,

1. Kautsky, *La Question agraire*, p. 220.

spéculaient sur le besoin de terre, sans cesse grandissant, par suite de l'accroissement de la population et du morcellement de la propriété paysanne.

De plus, ils poursuivaient, manifestement, l'accaparement des exploitations des grandes terres de Roumanie pour monopoliser de la sorte l'instrument de travail le plus important pour une population agricole : la terre.

Analysons ces deux points.

Possédant toute la terre cultivable à des distances, au-delà desquelles, il est impossible au paysan de s'engager (1), le grand fermier tenait le paysan à sa discrétion : il pouvait dicter à celui-ci ses conditions au moment de la conclusion du contrat.

Le prix de sous-location avait atteint le chiffre de 180 francs l'hectare. C'était de la vraie spéculation, car l'hectare de maïs ne peut donner un revenu maximum que de 150 francs.

Pour le pâturage, on imposait jusqu'à 35 francs par tête de bétail (2),

Le salaire s'était abaissé jusqu'à 0 fr. 40 par jour (3).

Mais le mal n'était pas limité aux terres des trusters.

1. Le paysan, en Roumanie, étant maître de ses instruments agricoles, a sa charrue, ses bêtes, et, par conséquent, ne peut pas se mouvoir dans un grand rayon.

2. Discours prononcé par M. J.-I.-C. Bratiano, ministre de l'Intérieur à la Chambre des députés, séance du 14 décembre 1907.

3. *Enquête Agricole*, « Les contrats agricoles », p. VII.

Conformément à la loi économique qui veut que, dans le même marché, les prix soient uniformes, les prix usuraires s'étaient généralisés dans toutes les propriétés du pays.

Une preuve éclatante que les fermiers trusters cherchent à spéculer sur les besoins des paysans, c'est que, lorsqu'ils prennent en fermage une terre, ils ne considèrent pas la fertilité du sol et la situation de la terre, mais ont égard surtout au nombre des paysans qui sont établis sur la propriété (1).

Ils peuvent même prendre une terre en fermage, sans l'avoir jamais vue (2).

Si les propriétaires leur imposent l'obligation de ne pas changer les conditions des contrats agricoles existants ils refusent catégoriquement (3).

§ 3. — *L'Augmentation des fermages*

La statistique confirme, d'ailleurs, la spéculation à laquelle donnent naissance les sous-locations des terres aux paysans.

D'une part, le fermage payé par les paysans pour 1 hectare cultivé en maïs dépasse la valeur locative de l'hectare (4) de :

1. Cas cité par M. Haret, *op. cit.*, p. 13.

2. Cas cités par M. Creanga. *La Situation des Fermiers*, p. 21.

3. Cas cité par M. Creanga, *op. cit.*, p. 4, et un autre cas cité par M. Rosetti, *op. cit.*, p. 539.

4. M. Spiru Haret cite le cas suivant : « Pour 1 hectare de prairie le fermier prenait 160 francs de chez les paysans, tandis qu'il ne payait au propriétaire que 12 francs l'hectare. » *Op. cit.*, p. 22.

Nombre des propriétés examinées	Proportion 0/0 Propriétés							Au-dessus de 500
	15 0/0	15-30	30-50	50-100	100-200	100-300	300-500	
782	5,6 0/0	6,5	7,5	25,2	35,2	13,8	4,7	0,7 (1)

D'autre part, le fermage en argent pour les terres prises par les paysans s'est élevé de 1870 à 1906, dans la proportion suivante :

Sur	1 propriété ou	0,5 % du total de prop. examinées, de	1-5 francs
— 17	—	8,1	5-10
— 22	—	10,5	10-15
— 22	—	10,5	15-20
— 32	—	15,2	20-25
— 31	—	14,8	25-30
— 38	—	18,11	30-40
— 22	—	10,15	40-50
— 17	—	9,	50-70
— 6	—	2,8	plus de 70 (2)
210		100 0/0	

Capitalisant le fermage par 20, on arrive à des chiffres que jamais la terre n'a atteints en Roumanie, ce qui prouve bien que la hausse du fermage est artificielle et provient de la spéculation des fermiers.

Cette hausse du fermage ne peut s'expliquer ni par l'augmentation de la production, ni par la hausse du prix des céréales, ni par l'accroissement de la population.

1. *Enquête Agricole*, « Les contrats agricoles », p. IV.

2. *Enquête agricole*. L'augmentation du fermage, p. IV.

En effet, la production moyenne par hectare, dans la période 1862-1866, est pour le maïs de 12 Hl. 7, et pour le blé de 12 Hl. 4. Pour la période 1901-1905, la moyenne est de 11 Hl. 5 pour le maïs et 15 Hl. 8 pour le blé.

La production a donc augmenté seulement de 25 0/0 pour le blé et a diminué pour le maïs, de 9,5 0/0.

Cependant, le fermage s'est accru de 100-200 0/0 pour 31 0/0 des propriétés, et de plus de 200 0/0 pour 37 0/0 des propriétés. Quant aux prix des céréales, il est constant qu'ils ont subi dans les vingt dernières années une baisse considérable, sous l'action de la concurrence des pays d'Amérique, concurrence que les céréales roumaines ont dû subir, fatalement sur les marchés internationaux.

La population, il est vrai, a augmenté dans les trente-six dernières années de 47 0/0, mais c'est là un coefficient bien insuffisant pour expliquer à lui seul une hausse de 200 0/0 du prix des sous-locations dans le même délai (1).

1. Voici comment s'exprimait dans la séance du 27 mars 1906, M. P. Poni, alors président de l'Académie Roumaine, relativement à l'affermage d'une des terres de l'Académie.

« Les fermages ont dû augmenter dans le temps d'une façon naturelle, grâce aux améliorations de la culture, à la facilité des transports et de l'exportation, ou grâce à l'augmentation de la valeur des céréales.

« Mais en analysant tous ces éléments on peut constater qu'ils ne peuvent pas justifier une aussi grande augmentation du fermage.

« Cette augmentation ne peut s'expliquer que par le fait que le fermier a la possibilité d'exploiter comme il veut les paysans. »

A l'instar des trusts en industrie, les trusts agricoles en Roumanie ont cherché à accaparer toutes les exploitations. A cette fin, ils ont provoqué une hausse artificielle du prix de fermage, pour supprimer toute concurrence et rester les maîtres du marché.

Travaillant sur d'immenses surfaces (1) et surtout avec des capitaux bon marché, capitaux étrangers empruntés à 2 et 3 0/0, ils pouvaient offrir des prix que les fermiers roumains, qui empruntaient à 8-10 0/0, ne pouvaient jamais offrir.

Ainsi, le trust Fischer a payé pour une terre affermée en 1905, d'une étendue de 3.840 hectares, une somme de 280.800 francs, ce qui revient à 72 fr. 90 l'hectare, tandis qu'il avait payé pour les terres affermées de l'Epitropie Saint Spiridon, quelques années auparavant, seulement 12 fr. 90 l'hectare (2).

Cette hausse est moins éclatante, mais assez marquée toutefois, si on compare l'étendue et le fermage payés en 1903 à l'étendue et au fermage payés en 1905.

Il résulte de cette comparaison qu'en deux années seulement le trust a élevé par hectare, en terme moyen, de 55 0/0 le prix du fermage (3).

Voici, à ce sujet, le sentiment du rapporteur du bud-

1. Les frères Fischer, juifs autrichiens, possèdent aussi des terres en fermage en Autriche. Cela nous prouve, au surplus, que nous sommes en face de véritables accaparements internationaux.

2. Creanga, *op. cit.*, p. 83.

3. Creanga, *op. cit.*, p. 84.

get de 1907-1908, M. Nicolas Xénopol, un des économistes les plus connus du pays :

« L'augmentation des fermages, dans quelques régions surtout, du double et même du triple, dans les cinq dernières années, ne peut pas être considérée comme un phénomène normal résultant d'une amélioration sensible des systèmes de culture ou d'une hausse des prix des céréales. Nous pensons que cette augmentation est artificielle (1). »

Et M. Rosetti s'exprime sur le même point dans les termes suivants :

« La seule cause de l'augmentation du fermage était la perspective de diminuer le prix de la main d'œuvre, en augmentant le prix de sous-location de la terre dont les paysans avaient besoin (2) ».

Cette augmentation des fermages payés aux propriétaires a en comme conséquence une augmentation plus que proportionnelle du prix auquel les fermiers consentaient la sous-location des terres aux paysans. et des conditions de travail plus dures.

C'est ainsi que M. Creanga a constaté, lors d'un voyage fait en Moldavie (3), que « le trust avait d'un seul coup porté le fermage de 30 francs à 70 francs l'hectare. » La même constatation nous est fournie par

1. Le rapport général sur le projet du budget de 1907-1908.

2. R. Rosetti, *op. cit.*, p. 509.

3. Creanga, *La Situation des Fermiers en face de la Question paysanne*, I. 20.

rapport adressé par M. l'inspecteur Praja au ministre de l'Instruction publique relativement à une terre tenue en fermage par le trust.

« Avant 1890, le fermage annuel pour la falce (1 Ha. 1/2) était de 8 à 10 francs. Mais, depuis cette date le fermage a quintuplé et dans les dernières années il a plus que décuplé. »

§ 4. — *Les bruits des fermiers et leurs dangers*

Mais examinons si ces accaparements peuvent être dénommés trusts.

« Si importante qu'elle puisse être, une entreprise ne peut être qualifiée de trust si elle se place volontairement sur le terrain de la libre concurrence, et si elle n'entreprend pas, à l'aide de combinaisons diverses, de s'assurer un monopole » (1).

Or, les entreprises d'exploitation des terres en Roumanie méritent bien le nom de trusts, car elles cherchent, à l'aide de combinaisons diverses, à s'assurer un monopole, le plus grave monopole qui puisse exister : le monopole de la terre.

Voici ce que des paysans ont raconté à M. Creanga :

« Voyant que notre fermier (Fischer) augmentait le prix de la terre d'une façon abusive, nous sommes allés au propriétaire voisin, à une bonne distance de notre village, pour affermer chez lui les terres qui nous étaient nécessaires. Mais, l'année suivante, nous n'a-

1. M. Martin Saint-Léon. *Les Trusts et les Cartels*, p. 136.

vons plus pu procéder de la même manière, car le fermier (Fischer) avait pris en fermage même les terres voisines, de telle sorte que nous sommes obligés d'accepter les conditions que nous avions refusées la première année. Nous avons essayé de nous mettre en grève, mais alors le trust a fait venir des travailleurs de ses terres d'Autriche. »

Dans un rapport officiel, nous trouvons la même constatation. « Le monopole des trusts a jeté les populations rurales dans l'exaspération car les fermiers trusts ne sous-louent de terre qu'à ceux des paysans qui engagent leurs bras sur la propriété. Ces fermiers ont augmenté tant qu'ils ont voulu le prix de sous-location de la terre, et ont payé le travail des paysans aux prix qu'ils voulaient ».

La tendance d'accaparement des trusts ressortira mieux de ces quelques autres exemples, cités par M. Creanga (*op. cit.*, p. 21) :

« Le trust a envoyé à un propriétaire du district de Buzen un émissaire pour lui offrir comme fermage, pour une de ses propriétés, 60.000 francs au lieu de 40.000 qu'il recevait de son fermier actuel. Le propriétaire a été d'autant plus surpris de cette offre qu'il savait bien que le fermier actuel, quoique lui payant seulement 40.000 francs, ne faisait pas de bonnes affaires ».

« A un propriétaire, le trust offre pour une de ses

terres, 50.000 francs de plus que n'importe quel autre fermier ».

Cette tendance éclate aussi dans ce fait qu'une année le trust Fischer par exemple a augmenté ses domaines de 20.975 hectares.

Les trusts ont des idées plus vastes.

Comme leur spéculation devenait en ces derniers temps par trop manifeste, ils ont voulu s'assurer, à l'instar des trusts d'Amérique, le concours des parlementaires influents pour battre en brèche toute tentative parlementaire dirigée contre eux.

C'est ainsi qu'à un parlementaire le trust Fischer a offert 50.000 francs de fermage de plus que le chiffre normal que pourrait lui consentir n'importe quel fermier (1).

Les trusts cherchent, de plus, à tourner même l'article 7 de la constitution roumaine, qui interdit aux étrangers de devenir propriétaires du sol du pays.

Pour cela ils font acheter une terre par un Roumain, qui la leur donne en fermage pour quatre-vingt-dix-neuf ans.

Pour empêcher les propriétaires d'exploiter eux-mêmes leurs terres après l'expiration du bail à ferme, le trust leur achète, tout le capital agricole : instruments, machines, bêtes, etc.

De la sorte, les trusts accapareurs se seraient prému-

1. M. Creanga. *La situation des fermiers*.

nis contre toute idée de retour des propriétaires à leurs terres. D'autre part, offrant des prix de fermage inabornables pour d'autres, ils auraient supprimé toute concurrence et ruiné toute la classe des fermiers.

Leur plan, alors, se serait réalisé.

Détenteurs d'un monopole, n'ayant plus à redouter aucune concurrence, ils auraient d'une part, exploité le paysan dans son besoin primordial, la terre, et, d'autre part, maîtres du marché, ils auraient brusquement diminué le prix du fermage payé par eux aux propriétaires.

On voit par ce qui précède, que les trusts constituent en Roumanie un vrai danger national. Et, pour nous servir de l'heureuse expression de M. Martin Saint-Léon : « Nous pouvons affirmer que le trust a créé en Roumanie un régime de tyrannie qui, s'il enrichit quelques-uns au delà de toute limite, est, par contre, préjudiciable à l'intérêt général. »

§ 5. — *La loi pour la limitation du droit de fermage*

Il entrerait dans les attributions du législateur de dissoudre les trusts déjà constitués et en même temps d'empêcher pour l'avenir la constitution de toute organisation analogue.

C'est dans ce but que le législateur roumain de 1908 met des limites au droit de fermage.

A quel point a-t-on limité ce droit ?

Le droit est limité, lorsqu'il s'agit de prendre en fermage plusieurs propriétés, à une étendue totale de 4000 hectares.

Le législateur a choisi ce chiffre en se basant sur ce que les terres de 3.000 à 5.000 hectares sont celles qui se donnent le plus en fermage (73.36 0/0 de l'étendue de la catégorie) (1).

D'autre part, les terres entre 1.000 à 3.000 hectares représentent la catégorie la plus importante de la grande propriété (721.198 hectares) (2).

De sorte que, pour atteindre les grands fermiers, le législateur devait frapper dans ces deux catégories combinées. En prenant les limites inférieures de l'une et de l'autre, on arrive à 4.000 hectares, limite fixée par la loi.

Le législateur, en s'en tenant à ce chiffre, a eu également en vue une autre considération : c'est qu'il n'atteint que faiblement les fermiers roumains.

En effet, sur l'ensemble des fermiers touchés par cette dispositions, il n'y a que 23 Roumains, possédant au total 162.628 hectares, tandis que les étrangers possèdent 214.000 hectares dont 160.000 pour le seul trust Fischer (3).

Mais c'est aussi l'intérêt d'une bonne culture qui a inspiré la décision du législateur.

1. M. Creanga, *op. cit.*, p. 77.

2. *Idem*, p. 93.

3. Cf. Discours de M. Toma Stelian, ministre de la Justice. Séance du Sénat, 3 avril 1908.

Il a considéré, qu'au delà de 4.000 hectares lorsque les terres sont disséminées, une bonne exploitation n'est pas possible.

Si, dans l'industrie, une excessive extension en surface des établissements nuit à la bonne marche des affaires, à plus forte raison en est-il de même en agriculture, où la surveillance est encore plus difficile à exercer, s'agit-il même d'une propriété, lorsqu'elle est trop étendue, à *fortior*, devient-elle d'une extrême difficulté, sinon complètement impossible, lorsque les terres sont dispersées dans tout le pays (1).

Mais si le législateur s'est placé aussi au point de vue culture, pourquoi n'a-t-il pas mis une limite même quand il s'agit du fermage d'une seule terre ?

La raison en est simple ;

Il y aurait eu, de la part du législateur, un véritable abus d'intervention à contraindre le propriétaire à partager sa terre, lorsqu'il veut la donner en fermage.

D'ailleurs ce partage d'exploitation ne doit pas être imposé par une loi.

Il se fera forcément à l'avenir, avec le changement qu'apporte aux conditions d'exploitation, la nouvelle loi sur les contrats agricoles. Dorénavant, les fermiers

1. Un des maux, et non des moindres, inhérents au trust, consiste en ce que le fermier ne visitait pour ainsi dire jamais ses nombreuses propriétés. De ce chef la culture laissait beaucoup à désirer et l'on peut imaginer de quels abus les paysans étaient l'objet, de la part des *intendants*.

devront posséder un capital d'exploitation considérable et proportionnel à l'étendue cultivée.

Objections à la loi contre les trusts et réfutation. — Contre la législation, brièvement exposée plus haut, plusieurs critiques ont été formulées, à savoir :

1° La loi est inutile, une fois fixé le minimum de salaire et le maximum de fermage, ces fixations garantissant le paysan contre toute exploitation.

Cette argumentation n'est pas convaincante, car les trusts ne présentent pas des inconvénients au seul point de vue des conditions du contrat agricole.

Ils sont dangereux également, sous d'autres rapports, notamment au point de vue économique, social, national et politique.

Ainsi, au point de vue *économique* : les trusts cherchent à rester les maîtres du marché pour imposer ensuite aux propriétaires leurs prix.

Les trusts ne peuvent pas pratiquer une bonne culture sur leurs terres.

Leurs *dangers sociaux* sont évidents : ils ne remplissent pas le rôle éducateur dont les chefs d'exploitation doivent s'acquitter dans un pays de récente civilisation comme le nôtre ; le fermier trusté ne réside pas à la campagne, il la visite en étranger.

Dangers politiques, provenant de ce que leurs organisateurs s'efforcent, au besoin par la corruption, de circonvenir les hommes politiques du pays, pour les amener à fermer les yeux sur leurs agissements.

Dangers nationaux, ils visent à devenir propriétaires de la terre en Roumanie, portant à tourner la Constitution roumaine dans son article 7.

En outre, comme les trusters sont des juifs, ils ont des intendants juifs. La présence de ces éléments étrangers tout-puissants, dans les campagnes roumaines vis-à-vis d'une population ignorante et mal organisée, constitue un véritable danger national et donne d'incessantes occasions aux troubles antisémites.

En outre, les juifs ont éliminé petit à petit les Roumains de l'exploitation de la terre, comme ils les ont éliminés déjà du commerce, de la finance et de l'industrie. Les plus importantes branches d'activité, si la loi n'intervenait, auraient été, à la longue, monopolisées par des juifs ;

2° On a critiqué la loi d'un deuxième point de vue.

Si le remplacement des fermiers roumains par des juifs étrangers, constitue le véritable grand péril des trusts, pourquoi généraliser la loi et ne pas la limiter uniquement aux fermiers étrangers ?

La solution indiquée ici par les adversaires de la loi est très difficile à appliquer.

On a fait à la Roumanie ce renom, absolument injustifié d'ailleurs et contraire aux faits, que les juifs, chez elle, sont persécutés. Une loi leur interdisant à eux seuls le droit de fermage aurait prouvé, de la part du législateur roumain, un esprit d'intolérance qui n'est pas de mise de nos jours.

Il aurait donc fallu faire une loi contre tous les étrangers. Pareil acte aurait mis en branle toute la diplomatie européenne, d'autant plus qu'il aurait constitué une méconnaissance et une violation flagrante des conventions commerciales, qui lient la Roumanie vis-à-vis des pays étrangers.

En second lieu, la nationalité des trusters ne doit pas entrer en ligne de compte pour le législateur : actuellement on a affaire à des trusts formés par des étrangers, mais rien ne dit qu'il n'en soit pas formé, à l'avenir, par des Roumains.

Or, même dans ce cas, les dangers économiques et sociaux des trusts n'en continueraient pas moins d'exister.

3^e *Un troisième reproche* a été fait à la loi. On a dit : La restriction du droit de fermage ne devrait pas s'étendre à toute la superficie du pays, mais uniquement aux terres contiguës ou qui se trouveraient dans une zone déterminée, car ce n'est pas le nombre des propriétés, c'est surtout la possession d'une grande étendue dans une zone quelconque, qui contribue à assurer aux trusts un monopole de fait (1).

A première vue, la critique paraît solide, mais en la serrant de plus près, on voit qu'une loi dans ce sens n'aurait pas fait disparaître les dangers économiques,

1. C'est dans ce sens qu'avait été conçu le projet du cabinet Cantacuzène au temps des troubles agraires. La zone était fixée à 50 kilom., et l'étendue à 3.000 hec. en cas de terres contiguës.

sociaux, politiques et nationaux que nous avons indiqués.

Bien plus, ces dangers se trouveraient accrus, puisqu'on aurait incité les trusts à augmenter le nombre de leurs propriétés et à se répandre dans tout le pays.

Et puis, si l'on envisage les dangers des trusts exclusivement au point de vue du monopole de fait qui pourrait se constituer sur une superficie quelconque, le législateur, pour être conséquent, aurait dû abaisser de beaucoup le maximum, au moins jusqu'à 1.000 hectares.

Il aurait dû également, limiter, même pour une terre appartenant à un seul propriétaire, si elle dépassait l'étendue maximum, obliger le propriétaire à la diviser lorsqu'il aurait voulu la lui donner en fermage, ce qui aurait porté une grave atteinte au droit de propriété.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que le but poursuivi par le législateur est, indirectement, mais principalement, la suppression du fermage partant le retour des propriétaires à leurs terres.

Or, ce qui a décidé l'extension du fermage et sollicité en ce sens les activités, c'était surtout, sauf les systèmes d'exploitation, la possibilité de prendre en fermage un grand nombre de propriétés dans différentes régions.

De la sorte, les fermiers ne risquaient jamais, même le montant du fermage, car les pertes éventuelles sur une propriété située dans une région se compensaient par les gains réalisés sur celles des autres régions. Cela

est d'autant plus important, dans un pays comme le nôtre, où l'inconstance des conditions hygrométriques modifie annuellement, par région, la production elle-même.

Les inconvénients d'une difficile surveillance n'entrent pas dans les comptes des fermiers, étant donné la façon dont on pratique l'agriculture en Roumanie. De courtes visites faites par le fermier à l'époque du travail, au temps de la moisson surtout, suffisent pour que l'exploitation marche bien. La présence continue, sur ses terres des subordonnés nombreux et fidèles exécuteurs de ses instructions, supplée avantageusement à son absence.

Avec le système de limitation du fermage simplement dans des zones déterminées, le but principal de la loi n'aurait donc pas été atteint.

Vu l'immense extension qu'a prise le fermage en Roumanie (62 0/0 des grandes propriétés sont affermées) et les conséquences funestes de ce mode d'exploitation (1), nous ne pouvons qu'approuver la fin poursuivie par le législateur.

1. M. Mielvacque, *op. cit.*, p. 199, après avoir montré que les fermiers ne sont pas des hommes du métier, décrit ainsi l'exploitation à laquelle se livre le fermier de Roumanie : « Il exploite la terre en colon qui passe et en aventurier. Il n'observe aucun assolement. Le blé est la céréale qui se vend le plus cher et qui entraîne les moindres frais. Tant que la terre peut produire, il sème du blé sur blé, jusqu'à ce que les herbes l'envahissent et que le sol donne des signes d'épuisement visibles. »

Si le fermage peut se concevoir et se défendre dans d'autres pays, en raison des capitaux considérables et des connaissances spéciales que les fermiers apportent dans l'exploitation de la terre, il ne saurait en être de même en Roumanie.

Les fermiers n'ont pour tout capital, comme le faisait remarquer un député (1), qu'une voiture et deux chevaux.

D'autre part, ils ignorent tout de la science agricole (2).

Les fermiers, en Roumanie, sont des exploitants d'hommes plutôt que des exploitants du sol.

Aussi, leur disparition s'impose-t-elle pour le bien du pays.

4° La loi, ont dit encore les adversaires, aboutira à l'augmentation du nombre des fermiers. Il y aura moins de grands fermiers occupant des milliers d'hectares, mais beaucoup plus de petits fermiers étrangers, si bien que le danger, au point de vue national, n'aura fait que s'aggraver.

Deux observations suffisent à montrer la faiblesse de cette objection.

La première, c'est que les petits fermiers ne pourront jamais faire hausser artificiellement les fermages et s'assurer un monopole. Au contraire, leur multiplication

1. M. le député Saulesco. Séance du 13 février 1908.

2. Cf. p. 62, note 2 de l'Introduction.

profitera aux paysans, la concurrence entre les fermiers devant nécessairement amener un relèvement des salaires. D'autre part, les petits fermiers chercheront, par une culture intensive, à gagner en production ce qu'ils perdront en étendue. En réalité, la demande de travail s'accroîtra pour le plus grand avantage des paysans

En second lieu, il est plus que probable que, rendue moins rémunératrice par la limitation des profits des fermiers et par les autres garanties que la loi sur les contrats donne aux paysans contre leur exploitation, la profession de fermier sera désormais moins recherchée.

Les fermiers, du reste, ont vu dernièrement surgir en face d'eux un nouveau concurrent : les associations pour la prise en fermage des terres (obstiele), dont nous avons constaté l'essor. Personne ne pourra résister à cette concurrence.

Economisant la main d'œuvre, ces associations peuvent offrir des prix qui défient tous les autres. Pour ne citer qu'un exemple, l'association de Darvari, dans le département de Mehedintz, avait en 1905 concurrencé avec succès 10 particuliers, dont l'un tenait déjà la terre en fermage. Elle avait élevé le fermage de 53.530 francs à 97.050 francs (1) ; et encore y a-t-il lieu de remarquer que tous les impôts sont toujours à la charge de l'association. En outre, elle s'était engagée à construire sur la propriété des magasins de dépôt pour les céréales (2).

1. La terre a une étendue de 2,000 hectares.

2. Dans le tableau qui se trouve à la fin de l'ouvrage de M. Rosetti :

Il n'y a donc nullement lieu de redouter une extension du nombre des fermiers étrangers.

5° La loi a vu se dresser contre elle une dernière critique de principes.

« Limiter le droit de fermage, c'est limiter la liberté et l'activité des hommes. Interdire à un fermier de prendre en fermage plus d'un nombre déterminé d'hectares, autant vaut fixer une limite à l'activité d'un médecin, d'un avocat ou d'un commerçant. »

Cette argumentation ne résiste pas à la discussion.

La liberté individuelle ou l'activité, en effet, dans toute société bien organisée a des limites, autrement elle deviendrait nuisible à la collectivité.

Ainsi, l'activité du médecin même est limitée : il ne peut pas provoquer des avortements.

Personne ne doit, au nom de la liberté et par son activité, pouvoir mettre en danger l'existence d'un pays entier. Or, l'activité non limitée des fermiers roumains avait causé aux populations rurales (1) d'incalculables

« Pourquoi les paysans, etc. » nous constatons des hausses plus considérables encore. Ainsi, à la page 686, nous voyons qu'une terre a été affermée à une association paysanne pour 91.800 francs, tandis que précédemment elle était affermée à un particulier 40.000 francs seulement.

1 Cf. Compte rendu de la Chambre de commerce et industrie IX^e circonscription, sur l'état économique des départements de Botosani, Dorohoiu, Suclava. Il résulte de ce compte rendu que dans ces départements, où les trusts sont les plus importants, les paysans se trouvent dans un état de misère extrême. Ainsi : 30 o/o (140.000 paysans) n'ont aucune vache ; 50 o/o n'en ont qu'une et, dès lors ne peuvent pas non plus cultiver la terre avec leur propre bétail. La production est très faible

dommages, et était la cause immédiate des révoltes agraires (1) si funestes pour le pays (2).

Or, si la question se présente de cette façon, l'Etat, alors même qu'on ne lui attribuerait qu'un rôle de police, devait prendre des mesures énergiques contre les trusters provocateurs des révoltes (3).

dans cette région, et les fermages si élevés, qu'un paysan, dans le département de Botosani reste, à la fin de l'année, débiteur de 15 francs, dans le département de Dorohoiu de 19 fr. 50, dans le département de Suceava de 39 fr. 50.

1. Nous savons que les premières révoltes ont éclaté sur les terres en fermage par les trusts. Cf. page 78.

2. On évalue le nombre des paysans tués au cours de la révolte de 1907 à 10.000, et les dommages causés à 100.000.000 francs environ.

3. Tous les pays, d'ailleurs, prennent des mesures contre les accaparements, surtout contre les accapareurs des objets de première nécessité. Il suffit de rappeler la brillante campagne du président Roosevelt contre les trusts d'Amérique, et celle qu'est en train d'entreprendre en France M. Méline contre les spéculateurs américains qui veulent accaparer en France, comme ils l'ont fait en Amérique, le commerce des viandes. Cf. *Le Temps*, n° du 18 octobre 1908.

CONCLUSION

Les lois agraires votées en Roumanie étant ce que nous avons dit, quels en seront les résultats probables ? Quelles perspectives est-il permis d'en augurer pour l'avenir ?

Leur première conséquence, c'est que la répartition foncière en ce pays se modifiera peu à peu et qu'une propriété paysanne s'y constituera.

Ce sera très certainement un bien pour le pays. L'expérience a démontré la supériorité de la propriété paysanne sur toutes les autres catégories de propriétés. Les pays de petites propriétés sont les pays où l'agriculture a le plus progressé. C'est d'ailleurs la conclusion à laquelle arrive M. Souchon, dans son ouvrage que nous avons déjà cité :

« Il nous est apparu que la propriété paysanne est, au point de vue économique, un type supérieur soit à la grande propriété, soit à l'exploitation parcellaire » (1).

M. Souchon va encore plus loin. Il ajoute :

1. La propriété paysanne a, en dehors des autres avantages économiques, le sérieux mérite de remplir l'office d'agent de conser-

« On peut même affirmer que les conditions contemporaines de la culture et de l'économie générale accentuent rapidement cette double supériorité ; et il n'est pas excessif de prévoir le temps où il ne sera même plus permis de dire que le maintien de la grande propriété reste désirable à raison de sa mission éducative. »

M. Souchon a grandement raison d'affirmer que la disparition complète de la grande propriété est à désirer, en France, par exemple, où cette propriété a rempli sa mission et où les paysans sont bien organisés. Mais nous ne pouvons pas tenir le même langage pour la Roumanie, où l'éducation professionnelle de la masse paysanne est bien loin d'être achevée.

D'autre part, les forces syndicales y sont encore à l'état embryonnaire, on peut même dire qu'elles n'existent pas (1).

La grande propriété devra se maintenir en Roumanie

vation sociale. « Le développement de la propriété paysanne », dit M. Souchon, *op. cit.*, « présente une importance capitale pour l'issue des luttes actuelles entre les collectivistes et les partisans de la propriété individuelle. Personne ne doute que les propriétaires fonciers sont les meilleurs défenseurs de la propriété individuelle. Leur multiplication est pour augmenter d'une façon décisive les chances de survie de nos vieilles formes sociales. » Cf. également « Stere Sociale-Démocratisme ou poporanisme. Articles parus dans la revue *Viata Romanesca* » N° August, 1907 et s.

On voit par là combien injustifiée était la critique soulevée contre la Réforme agraire en Roumanie, par ceux qui voulaient lui donner un caractère socialiste très prononcé.

1. Cf. Notre étude de la revue *Mouvement économique* N° de novembre 1907. Edition française. Bucarest, 1907.

dans les limites raisonnables bien entendu (1), pour pouvoir également fournir du travail aux paysans qui, par la force des choses et par l'effet du principe d'indivisibilité posé dans la Caisse rurale, seront transformés en prolétaires.

La réforme aura une autre grande conséquence : les grandes propriétés seront cultivées par le système du faire valoir, les profits et l'étendue prise en fermage étant limitées par la loi.

Le retour à la terre des propriétaires n'aura que des avantages tant pour eux que pour les paysans.

Le fermage, tel surtout qu'il se pratique en Roumanie, a pour résultat l'épuisement de la terre et des paysans (2). Or, l'intérêt du propriétaire est que la terre garde pour de longues années sa faculté productive et que les paysans soient dans un état prospère. Ceux-ci, de leur côté, ne pourront que gagner à posséder parmi eux un guide qui les dirige dans la voie du progrès (3),

1. Suivant M. Radu-Rosetti, on pourrait fixer ses limites dans la région de montagnes à 100 hectares cultivables, dans la région des collines, à 300 hectares cultivables, et dans la région des plaines à 500 hectares cultivables. (*Op. cit.*, p. 644).

2. Cf. p. 285. Note 1.

3. Nul mieux que M. Alimanesteano dans son ouvrage, *La Grande propriété et la Question paysanne*, n'a montré le rôle que le grand propriétaire doit jouer parmi les populations rurales de la Roumanie.

Voir aussi discours de M. le sénateur Valerian Urseano, doyen de la Faculté de droit de Bucarest. Séance du 11 mars 1908.

qui soit continuellement en contact avec eux et qui n'ait pas pour unique but de les exploiter et de les voler.

Le passage d'une partie de la propriété aux mains des paysans se fera lentement, car l'émission des bons ruraux ne pourra dépasser un certain chiffre fixé par la puissance d'absorption de marché financier (1).

L'exemple de la Prusse (2) et de l'Irlande (3), nous permet de penser que la Caisse rurale contribuera grandement au relèvement des paysans.

D'autre part, les termes clairs des contrats, et la fixation d'un minimum de salaire et d'un maximum de fermage les mettront désormais à l'abri de toute exploitation dans les contrats passés avec les propriétaires ou fermiers.

1. M. Jean Lahovary, ancien ministre de l'Agriculture, l'estime à 15 millions. Donc, en fixant en moyenne l'hectolitre à 500 francs, il résulte que la Caisse rurale pourra chaque année faire passer aux mains des paysans approximativement 30.000 hectares.

2. Cf. C. Ionesco, *Etudes sur la législation agraire de la Prusse*. Bucarest, 1905.

3. Cf. Béchaux, *op. cit.*

Les résultats des achats de terres, en considérant les cas cités par M. Béchaux, se résumeraient en :

- 1° Amélioration de l'habitation et amélioration de l'alimentation;
- 2° Améliorations culturelles, emploi des engrais chimiques et doublement de la production depuis l'achat;
- 3° Liquidation des anciennes dettes;
- 4° Prudence plus grande des paysans dans l'usage de leur crédit;
- 5° Disparition des usuriers;
- 6° Consommation de l'alcool diminué d'un tiers;
- 7° Contentement des paysans.

Par le fait, l'ordre et la tranquillité règnent partout, alors qu'avant l'achat, le pays était toujours en effervescence.

La fixation d'un minimum de salaire, à en croire l'expérience des autres pays (1), aura pour résultat une augmentation notable des salaires.

La même constatation ressort du fait qu'après avoir été introduit dans les cahiers des charges des travaux de l'Etat en Angleterre, depuis 1891, et en France depuis 1899 (2), le minimum de salaire est réclamé avec insistance en vue d'empêcher les abus du sweating-system (3).

1. Bertrand Nogaro. *L'arbitrage obligatoire et la propagation du contrat collectif en Australie*. C'est le travail le plus récent, qui, d'après les renseignements pris sur place, contient les résultats de la législation interventionniste, notamment dans l'Etat de Victoria. A la page 85, M. Nogaro écrit : « En ce qui concerne le salaire, on peut dire qu'il y a eu, depuis le fonctionnement de ces institutions, une hausse générale. Le minimum actuel constituait auparavant un maximum que peu atteignaient. » « Les statistiques nous indiquent donc que l'intervention de l'autorité a donné à la classe ouvrière plus qu'elle ne pouvait obtenir par son action spontanée », p. 87. « A l'élévation du tarif de salaire minimum correspond une hausse du minimum de salaire réel, p. 91. » Et, se demandant si la hausse du minimum comporte une hausse du salaire moyen, M. Nogaro répond : « L'opinion générale et indiscutable est qu'il y a eu un relèvement d'ensemble du niveau des salaires. » Sur les avantages de l'établissement du salaire minimum, il dit : « Il évite que des causes accidentelles amènent une baisse brusque du salaire, p. 97. »

D'autre part, M. de Tarde, *op. cit.*, p. 288, affirme la même chose : « La consécration d'un minimum de salaire ne peut manquer de provoquer un relèvement des salaires. »

2. Cf. Alfred de Tarde, *op. cit.*, p. 27 et suiv. Dans ce savant ouvrage, on trouvera toutes les applications faites jusqu'en 1907 du salaire minimum.

3. Un bill dans ce sens a été voté en seconde lecture par la Chambre des communes en Angleterre, le 21 février 1908. Cf. *Bulletin mensuel de la société de Législation comparée*, numéro d'avril-mai 1908.

La création des pâturages communaux contribuera à rendre aux paysans la liberté nécessaire au moment de l'embauchage (1).

La fixation d'un maximum de fermage n'aura pas pour conséquence d'empêcher la rente du sol d'augmenter (2) car la fixation n'est faite que pour une courte période et en tenant compte d'éléments variables, comme la production et le fermage.

La production du pays ne diminuera pas.

Il est vrai que, sous l'ancien régime, les terres cultivées par les paysans avaient une production moindre que les terres cultivées par les grands propriétaires, mais cela tenait, nous l'avons vu, à ce que les paysans négligeaient les travaux nécessaires à leurs propres fermes pour exécuter ceux que réclamait la terre des propriétaires ou fermiers.

En outre, les paysans recevaient les terres de qualité inférieure. Or, il n'en saurait plus être ainsi à l'avenir.

D'autre part, la Caisse rurale a, comme nous le savons,

1. La création des pâturages rencontre des obstacles sérieux. En l'absence de sanction légale, les propriétaires en grande majorité, n'ont pas fait d'offres aux communes, conformément à l'article 15 de la loi sur les contrats agricoles. Il s'agit donc que, dans la session parlementaire qui va s'ouvrir incessamment, le gouvernement fasse voter l'expropriation forcée des propriétaires.

2. Nous en avons une preuve éclatante dans le fait que, même après l'application de la loi, les fermages n'ont pas cessé d'augmenter.

Cf. Les cas cités par le journal *Opinia*, n° 15, septembre 1908.

un rôle tutélaire très important. Nous ne doutons pas qu'elle ne fasse de son mieux pour promouvoir l'exploitation des terres paysannes.

Le même rôle appartient à la Caisse centrale des Banques populaires vis-à-vis des associations paysannes. (Cf. art. 41 de la loi des Banques).

Nous pouvons donc être rassurés sur l'avenir de l'agriculture roumaine (1).

*
• •

L'analyse que nous venons de faire de la nouvelle législation de Roumanie permet, sans exagération, de constater que la question agraire en ce pays est engagée dans la voie d'une heureuse réforme.

On peut prévoir que cette législation contribuera, dans une très large mesure, à améliorer la situation économique du paysan roumain.

En mettant plus d'équité dans les rapports économiques où, jusqu'ici, il était trop sacrifié, elle aidera à ramener la paix dans les campagnes, pour le bien et la prospérité du pays tout entier.

1. M. Radu-Rosetti arrive également à la même conclusion, avec chiffres à l'appui : « L'exportation du pays ne diminuera pas, du fait de ces réformes, d'un seul hectolitre. » *Op. cit.*, p. 664.

Cf. Nogaro, *op. cit.*, p. 119. Sur les résultats de la législation en Austrasie : « On ne saurait dire que la législation que nous avons exposée ait arrêté l'essor économique du pays, ni même qu'elle l'ait diminué. »

Est-ce à dire, pour cela, que tout ait été fait pour résoudre la question agraire ?

Ce serait aller trop loin que de le prétendre. Une telle entreprise, en effet, ne saurait être celle d'un jour ; c'est une œuvre de longue haleine.

Aussi pensons-nous que l'effort des hommes politiques de notre pays, doit tendre incessamment à modifier et à compléter (1), au fur et à mesure que la nécessité s'en fera sentir, la législation agraire dont la Roumanie vient d'être dotée.

1. Comme complément à la Réforme, nous pourrions indiquer :
1° Loi facilitant la formation des syndicats agricoles. (Cf. sur l'avantage des Syndicats dans notre pays notre article du *Mouvement Economique*, Bucarest, nov. 1907) ;

2° Mesures à prendre pour la diffusion de l'instruction agricole dans la masse des paysans ;

3° Drainage des marais, qui pourrait rendre à la culture environ 300.000 hectares ;

4° Irrigation pour parer aux sécheresses si fréquentes et si désastreuses pour l'agriculture : les rivières dont la Roumanie est traversée se prêtent à merveille à cette entreprise ;

5° Loi pour les habitations à bon marché dans les campagnes ;

6° Mesures pour faire revivre les industries campagnardes, qui occuperaient l'activité des paysans pendant l'hiver ;

7° Nationalisation du commerce et de l'industrie, afin que le surplus de la population rurale (100.000 naissances en excédent par année) trouve un débouché.

Vu : le président de la thèse,

A. SOUCHON

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages roumains

Actes et lois relatifs à la question agraire réunis par M. RADU
ROSETTI Ploesti, 1907.

ALIMANESTEANU. — La grande propriété et la question paysanne. Bucarest, 1906.

— Une amélioration à introduire dans l'agriculture roumaine.

Annuaire statistique de la Roumanie, année 1904.

Annuaire des Banques populaires, années 1904, 1905, 1906, 1907.

BAICOIANU (C.-S.). — L'élevage et l'amélioration du bétail roumain. Bucarest, 1905.

BASILESCO (N.). — « Talpa Terei ». Bucarest, 1902.

BIBICESCU (J.). — La Question agraire. Bucarest, 1907.

BUSOICESCU (D.). — La Question de l'affermage de la terre
« Moara Grecilor », propriété de l'Académie Roumaine. Bucarest, 1907.

ANTIN (St.). — L'Interventionisme dans les contrats agricoles. Bucarest, 1907.

— La question paysanne. Bucarest, 1908.

- CHEBAP. — Le régime de la loi rurale de 1864 et ses effets sur l'économie rurale et l'état général du paysan. Bucarest, 1902.
- COLESCO (L.). — Statistique d'animaux domestiques. Bucarest, 1904.
- COMSA (D.-N.). — Moyens économiques pour améliorer le sort des paysans. Bucarest, 1907.
- CUZA (A.-C.). — Les paysans et les classes dirigeantes. Jassy, 1895.
- Débats parlementaires, années 1907 et 1908.
- DRAGU (G.). — La question paysanne en Roumanie et les nouvelles lois agraires. Bucarest, 1908.
- DISESCO (C.-G.). — L'origine de la propriété en Roumanie. Bucarest, 1889.
- Enquête agricole de 1907.
- FILIPESCO (Nicolas). — Questions paysannes. Bucarest, 1891.
- FILIPESCO (C.). — L'amélioration de l'agriculture comme amélioration de la condition des paysans. Bucarest, 1908.
- CREANGA (G.). — La propriété rurale en Roumanie. Bucarest, 1907.
- Les fermiers et la question paysanne. Bucarest, 1906.
- La Banque agraire en Russie, Prusse, Hongrie et Bucovine. Bucarest, 1906.
- GADIEU (A.). — La question paysanne.

- Contribution pour l'histoire sociale des avis paysans. Bucarest, 1905.
- Monographie de la commune Bragadiru (Bulgarou). Bucarest, 1905.
- GAROFID (C.). — Opinions dans la question agraire. Bucarest, 1905.
- Le nouveau projet de loi sur les contrats agricoles. Bucarest, 1907.
- GEBLESCO (C.-R.). — Le problème agraire en Roumanie. Craiova, 1907.
- GEORGESCO-VRANCEA (C.). — Commentaire de la loi sur les contrats agricoles. Bucarest, 1908.
- KAGI-THEODORAKI (C.). — Contributions à la solution de la question agraire. Bucarest, 1907.
- HARET (Spiru). — La question paysanne. Bucarest, 1905.
- IANCOVESCO (I.-N.). — La répartition de la propriété rurale. Bucarest, 1905.
- IONESCO (C.-G.). — Etudes sur la législation agraire de la Prusse. Bucarest, 1905.
- JERMESCO (C.). — Etude sur l'aliénation des terres des paysans par la location. Bucarest, 1907.
- KOGALNICEANO (Basile). — La question paysanne. Bucarest, 1906.
- MAIOR (G.). — La politique agraire des Roumains. Bucarest, 1906.
- MORUZZI (Sebastian). — Quelques aperçus sur la question agraire. Falticeni, 1907.

MEITANI (St.). — La Caisse rurale et les besoins des paysans.

Bucarest, 1907.

NENITESCO (D.). — Les charges de la propriété rurale en

Roumanie. Bucarest, 1901.

PAUCESCO(Gr.-G.). — L'Amélioration de l'état des paysans,

Bucarest, 1887.

— Discours parlementaire. Bucarest, 1903.

POPOVICI-LUPA (N.-O.). — Réformes en faveur des pay-

sans. Bucarest, 1907.

POPOVICI-LUPA. — Un projet de loi sur les contrats agri-

coles. Bucarest, 1908.

PROTOPOPESCO (D'Agricola). — L'Usure dans les campa-

gnes roumaines. Bucarest, 1904.

— Les Associations paysannes. Bucarest, 1906.

— La Caisse rurale. Bucarest, 1906.

Rapport présenté à M. Take Jonesco, ministre des Finances,

par M. Capiteaneanu, sur le Recensement fiscal de 1904.

Journal officiel, n° 167 de 1906.

RADIAN (S.-P.). — La Monographie de la commune Valeni

(Obt.) Bucarest, 1904.

RADOIU (I.). — La Question à faire en Roumanie. Bucarest,

1895.

ROSETTI-RADU. — La terre, les seigneurs et les paysans.

Bucarest, 1907.

— Pourquoi les Paysans se sont-ils révoltés ? Buca-

rest, 1907.

SCRABA (G.). — Les Conditions d'existence du paysan rou-

main. Bucarest, 1906.

— L'Etat social du paysan roumain. Bucarest, 1907.
Statistique agricole de la Roumanie pour l'année 1907.
Bucarest, 1908.

TANASESCO et GRIGOVNESCO. — Les contrats agricoles sous
différentes législations. Bucarest, 1906.

XÉNOPOL (A.-D.). — Le règne du prince Couza. Jassy, 1907.

XÉNOPOL (A.-D.). — Les moyens d'améliorer la condition
du paysan roumain. Jassy, 1907.

PÉRIODIQUES

La Revue d'Economie Nationale.

L'Agranrul.

Le Câmpul.

Bulletin du Ministère de l'Agriculture.

« Viatu Românesca ».

Ouvrages français

BÉCHAUX (E.). — La question agraire en Irlande. Paris,
1906.

BRAESKO (C.). — Le paysan roumain et la question pay-
sanne en Roumanie. Paris, 1906.

COLESCO (L.). — Les progrès économiques de la Roumanie.
(1866-1906). Bucarest, 1906.

GEBLESKO (C.-R.). — La propriété rurale en Roumanie.
Paris, 1896.

- HITIER (J.). — Une nouvelle application de la Coopération de production dans l'Agriculture. Paris, 1907.
- KAUTSKY (Karl). — La question agraire. Paris, 1900.
- KOVALEWSKY (M.). — Le régime économique de la Russie. Paris, 1898.
- LAVELEYE (Em. DE). — De la propriété et ses formes primitives. Paris, 1901.
- LAHOVARY (Jean). — La question agraire en Roumanie. Bucarest, 1907.
- MERLIN (R.). — Le météyage et la participation aux bénéfices. Paris, 1898.
- NOGARO (Bertrand). — Le contrat collectif en Australasie. Paris, 1906.
- PHILIPPOVICH (Eugen von). — La politique agraire. Paris, 1904.
- PROTOPODESCU (J.). — La Coopération. Paris, 1908.
- ROSCHER (G.). — Traité d'Economie politique rurale. Paris, 1888.
- SOUCHON (A.). — La Propriété paysanne, 1899.
- SCHMOLLER (G.). — Principes d'Economie politique. Paris, 1905.
- TARDE (Alfred de). — L'Idée du juste prix. Paris, 1907.
- TASCA (Georges). — La Propriété rurale en Roumanie, Angleterre et Irlande. Paris, 1907.
- TRAPENARD (Camille). — Le Pâturage communal en Haute-Auvergne. Paris, 1904.
- SAINT-LÉON (Martin). — Les Trusts et les Cartels. Paris, 190.

VIGOUROUX (L.). — L'Évolution sociale en Australasie. Paris 1902.

YERMOLOFF (Alexis). — La Russie agricole devant la Crise agraire. Paris, 1907.

PÉRIODIQUES

La Revue d'Economie politique.

L'Economiste français.

Le Bulletin de Législation comparée.

Le Mouvement économique de Bucarest.

Ouvrages allemandes

BUCHENBERGER (A.). — Grundzüge der deutschen Agrar Politik. Berlin, 1897.

Dr MAX-SERNIG. — Die innere Kolonisation in östlichen Deutschland. Berlin, 1893.

GOLTZ (Théodor von der). — Agrarwesen und Agrarpolitik. Jéna, 1904.

Handwörterbuch der Staatswissenschaften, publié par le Dr J. Conrad, etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	5
INTRODUCTION. — La loi rurale de 1864.....	11
I. — Suppression de la copropriété entre les paysans et les boyards.....	11
II. — La liberté du travail et de la personne des paysans.....	13
III. — Distribution et vente des terres de l'Etat...	23
IV. — Inaliénabilité et l'insaisissabilité de la propriété paysanne.....	34
Les résultats de la loi de 1864.....	35
Propriété morcellaire en Roumanie.....	40
Les paysans ont loué leurs terres.....	45
La non-délimitation, la dispersion de la propriété paysanne et la destruction des pâturages.....	47
Contrat collectif entre propriétaires et paysans..	50
Affermages des terres aux paysans.....	50
a) En Moldavie. Le fermage payé par des travaux agricoles.....	51
b) En Valachie. Dîme et travaux gratuits four-	

	Pages
nis par les paysans aux propriétaires ou fermiers généraux.....	52
Les fermiers généraux.....	56
a) En Valachie. Transformation du contrat de fermage en dîme, en contrat de fermage à tarla.....	59
b) En Moldavie. Augmentation du loyer de la terre.....	61
Le fermier général est un seigneur féodal.....	63
Il a une police, une armée, une justice, une administration à lui.....	64
Les abus, les injustices et les vols dont les pay- sans sont les victimes.....	65
Les dettes des paysans.....	66
L'usure dans les campagnes roumaines.....	67
Le paysan réalise des déficits dans leurs exploi- tations.....	73
Les hommes politiques et les économistes étaient unanimes à reconnaître l'état misérable du paysan roumain.....	74
La révolution de 1907.....	76

PREMIÈRE PARTIE

L'exposé de la Réforme

LIVRE I

La loi sur les contrats agricoles

	Page
CHAPITRE I. — Les contrats agricoles.....	85
CHAPITRE II. — Le fermage de terre.....	87
CHAPITRE III. — Le pâturage communal et le contrat de pâturage.....	89
<i>Section I.</i> — Le pâturage communal.....	89
<i>Section II.</i> — Le fermage des terres pour le pâturage.....	91
CHAPITRE IV. — Les travaux agricoles.....	93
CHAPITRE V. — Dispositions générales.....	99
<i>Section I.</i> — Prohibitions.....	100
<i>Section II.</i> — La durée des contrats.....	102
<i>Section III.</i> — La Mensuration.....	105
<i>Section IV.</i> — Mesures pour l'amélioration des exploitations agricoles.....	104
<i>Section V.</i> — Les Commissions départementales..	106
<i>Section VI.</i> — Le Conseil supérieur d'Agriculture et les inspecteurs agricoles.....	110
CHAPITRE VI. — La Procédure.....	112

	Pages
<i>Section I.</i> — Les formes et l'enregistrement des contrats agricoles.....	112
<i>Section II.</i> — Le règlement des comptes.....	114
<i>Section III.</i> — Juridictions et exécutions.....	116
<i>Section IV.</i> — Sanctions et pénalités.....	117

LIVRE II

La loi pour la création d'une Caisse rurale

CHAPITRE I. — Le but de l'institution et ses opé- rations.....	120
CHAPITRE II. — Les conditions d'achats des terres..	123
CHAPITRE III. — Dispositions obligatoires pour l'acheteur.....	128
CHAPITRE IV. — Achat de terres par la Caisse rurale.	130
CHAPITRE V. — L'émission des bons ruraux.....	131
CHAPITRE VI. — Dispositions relatives à l'indivisi- bilité des lots.....	133
CHAPITRE VII. — Administration, direction et com- missaire du gouvernement.....	136
CHAPITRE VIII. — Fonds de réserve et bénéfices....	138
CHAPITRE IX. — Dispositions finales.....	139

LIVRE III

La loi pour la limitation du droit de prendre en fermage des terres

DEUXIÈME PARTIE

La Technique et la Critique de la Réforme

	Pages
CHAPITRE I. — La loi sur les contrats agricoles.....	144
<i>Section I.</i> — La limitation du contrat de fermage des terres aux paysans à deux types.....	144
<i>Section II.</i> — La création des pâturages commu- naux.....	153
<i>Section III.</i> — Les commissions départementales.	169
§ 1. — La fixation du minimum de salaire....	178
§ 2. — La fixation du minimum de quantité de travail qu'un individu peut effectuer dans une journée.....	185
§ 3. — La fixation du maximum de fermage..	186
<i>A.</i> — Fixation du prix maximum de fermage payé en argent.....	188
<i>B.</i> — Fixation du maximum de dîme.....	189
<i>C.</i> — Fixation du prix maximum de fermage lorsque les terrains sont loués pour le pâtu- rage.....	193

	Pages
CHAPITRE II. — La répartition foncière en Roumanie.	195
<i>Section I.</i> — La Roumanie pays de latifundia....	200
§ 1. — La formation des latifundia.....	210
§ 2. — Les causes du maintien et du progrès de latifundia.....	214
<i>Section II.</i> — L'intervention de l'Etat.....	216
§ 1. — Loi sur les associations paysannes, ayant comme but d'acheter ou de prendre en fer- mage des terres.....	220
§ 2. — La Caisse Rurale.....	224
A. — Caractère de l'Institution.....	228
B. — Ses attributions.....	232
I. — Procurer aux paysans le crédit réel dont il avait besoin.....	232
II. — Attribution de banque.....	235
III. — Rôle tutélaire.....	239
C. — Mesures en faveur de la conservation de la propriété paysanne.....	241
CHAPITRE III. — L'exploitation de la terre par le sys- tème de fermage est la caractéristique de l'agriculture roumaine.....	251
§ 1. — La concentration des exploitations agrico- les est encore plus grande que celle des pro- priétés.....	253
§ 2. — L'accaparement des exploitations agri- coles.....	257
§ 3. — L'augmentation des fermages.....	259

	Pages
§ 4. — Les trusts des fermiers et leurs dangers.	264
§ 5. — La loi pour la limitation du droit de fer- mage.....	267
Objections à la loi.....	270
CONCLUSION.....	279
BIBLIOGRAPHIE.....	287

